

PROJETS/PROYECTOS/PROJECTOS

RUPplus

RUPREV

**Les Régions Ultrapériphériques face aux
Régionalismes Économiques Voisins**

**Las Regiones Ultraperiféricas ante los
Regionalismos Económicos Vecinos**

**O Regiões Ultraperiféricas antes do
Regionalismos Econômico Vizinhos**



PROJETS
RUPplus

RUPREV

**L'Avenir de la Coopération entre la
Macaronésie et les pays ACP de son
Environnement: Potentiel et Défis**

MAI 2006



ÉDITÉ PAR
Dirección General de Asuntos Económicos con la Unión Europea.
Gobierno de Canarias

COORDINATION GÉNÉRALE
Imaco 89, SL

ILLUSTRÉ PAR
RED. Comunicación

IMPRIMÉ PAR
LINCA, SL

DÉPÔT LÉGAL
GC 909-2008

INDEX

7	1. La Stratégie de la Commission Européenne en vue de Resserer les Liens avec les Régions Ultrapériphériques.
7	1. LES RUP DANS L'UE. UNE INTRODUCTION BRÈVE.
8	2. LES RUP DANS LE CADRE DE LA NOUVELLE POLITIQUE DE COHÉSION 2007-2013.
11	3. LE PLAN D'ACTION POUR LE GRAND VOISINAGE.
14	2. Expériences et Leçons Tirées de la Coopération entre la Macaronésie et les Pays ACP du Voisinage.
14	1. PROGRAMME INTERREG IIIB AÇORES-MADÈRE-CANARIES.
18	2. COOPÉRATION CANARIENNE AU DÉVELOPPEMENT AVEC LES PAYS ACP.
24	3. LA COOPÉRATION EUROPÉENNE AVEC LES PAYS ACP.
30	3. Défis Stratégiques et Opérationnels pour Améliorer la Coopération entre la Macaronésie et les Pays ACP.
31	4. Conclusions.
33	5. Références.
35	6. Abréviations.
36	7. Annexes.

ÍNDICE

43	1. La Estrategia de la Comisión Europea para Estrechar las Relaciones con las Regiones Ultraperiféricas.
43	1. LAS RUP EN LA UE. BREVE INTRODUCCIÓN.
44	2. LAS RUP EN EL MARCO DE LA NUEVA POLÍTICA DE COHESIÓN 2007-2013.
47	3. EL PLAN DE ACCIÓN DE GRAN VECINDAD.
50	2. Experiencias y Lecciones Aprendidas de la Cooperación entre la Macaronesia y los Países ACP del Entorno.
50	1. PROGRAMA INTERREG IIIB AÇORES-MADEIRA-CANARIAS.
54	2. COOPERACIÓN CANARIA AL DESARROLLO CON PAÍSES ACP.
60	3. LA COOPERACIÓN EUROPEA CON PAÍSES ACP.
66	3. Retos Estratégicos y Operativos para Mejorar la Cooperación entre la Macaronesia y los Países ACP.
67	4. Conclusiones.
69	5. Referencias.
71	6. Abreviaturas.
72	7. Anexos.

ÍNDICE

79	1. A Estratégia da Comissão Europeia para Estreitar as Relações com as Regiões Ultraperiféricas.
79	1. AS RUP NA UE. UMA BREVE INTRODUÇÃO.
80	2. AS RUP NO QUADRO DA NOVA POLÍTICA DE COESÃO 2007-2013.
83	3. O PLANO DE ACÇÃO PARA A GRANDE VIZINHANÇA.
86	2. Experiências e Lições Aprendidas da Parceria entre a Macaronésia e os Países ACP do seu Espaço Geográfico.
86	1. PROGRAMA INTERREG IIIB AÇORES-MADEIRA-CANÁRIAS.
90	2. COOPERAÇÃO CANÁRIA PARA O DESENVOLVIMENTO DOS PAÍSES ACP.
96	3. A COOPERAÇÃO EUROPEIA COM OS PAÍSES ACP.
102	3. Desafios Estratégicos e Operacionais para Melhorar a Parceria entre a Macaronésia e os Países ACP.
103	4. Conclusões.
105	5. Referências.
107	6. Abreviaturas.
108	7. Anexos.

1 La Stratégie de la Commission Européenne en Vue de Resserer les Liens Avec les Régions Ultrapériphériques

1. LES RUP DANS L'UE.

UNE INTRODUCTION BRÈVE.

Au mois de juin 2002, le Conseil européen tenu à Séville a invité la Commission européenne (CE) à élaborer une stratégie globale en faveur des régions ultrapériphériques (RUP) afin d'approfondir la mise en œuvre du paragraphe 2 de l'article 299 du traité concernant le statut particulier de ces régions. Dans ce dernier, il ressort la nécessité d'adopter des mesures particulières en faveur de leur développement socio-économique dans le cadre de l'Union européenne (UE).

Il y a sept RUP dans l'UE: la communauté autonome espagnole des îles Canaries, les régions autonomes portugaises des Açores et de Madère, et les quatre départements d'outre-mer français (DOM): Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion. Les sept régions comprennent vingt-cinq îles et la Guyane, et elles possèdent une population totale d'environ 4 millions d'habitants.

Leurs spécificités sont liées aux facteurs de l'éloignement, de l'insularité, de la faible superficie, du relief et du climat difficiles, de la dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits —énumérées par le paragraphe 2 de l'article 299 du traité— et elles nuisent gravement à leur développement convergent et à leur intégration dans l'UE.

Lorsque ces conditions sont reconnues, étant la cause de leur éloignement et de leur fragilité socio-économique, l'UE confère un traitement différent aux RUP néanmoins sur la base des principes d'égalité et de proportionnalité.

La Communication de la Commission "Un partenariat renforcé pour les régions ultrapériphériques", adoptée le 26 mai 2004 [COM (2004) 343], a été accompagnée d'un rapport [SEC (2004) 1030] qui: traduit la situation actuelle des RUP au sein de l'UE ; analyse l'impact des *instruments financiers de la politique de cohésion européenne* (Fonds Structurels; Fonds de Cohésion, crédits de la Banque européenne d'Investissement, Aides d'Etat), des *instruments de soutien concernant d'autres politiques communautaires* (fiscalité;

transport; énergie; RDI; commerce et coopération régionale; immigration; environnement; politique d'entreprise, agriculture, et pêche); et formule des *recommandations* pour le dessin d'une *stratégie de développement* pour les régions ultrapériphériques.

Dans l'ensemble des RUP, bien qu'il y ait des similarités concernant les facteurs limitant leur développement, les impacts des instruments européens en matière de convergence sont différents selon les régions. Tandis que certaines régions ont atteint ou dépassé 75% du revenu européen moyen par habitant, comme c'est le cas des îles Canaries (89%), et de Madère (89,6%) ou avancé substantiellement, comme c'est le cas de la Martinique (68%). Les Açores et les départements d'outre-mer français n'atteignent guère la moyenne européenne, ceux derniers étant parmi les dix régions les moins prospères (données de l'UE25 2002). Cependant, le chômage, à l'exception de la région des îles Canaries qui a changé de 24% à 11% a des chiffres dépassant la moyenne européenne, en dépassant 20% en ce qui concerne les DOM français (25-30%) et la Martinique (23%).

Un bilan des mesures particulières visant l'amélioration et la compensation des spécificités des RUP, notamment celles cofinancées para les fonds structurels, est réalisé par le rapport **SEC (2004) 1030**. De même, les perspectives de la stratégie concernée sont analysées, et le double défi pour le développement des RUP dans le cadre économique mondialisé est souligné, d'un côté leur intégration dans les marchés intérieurs de l'UE et d'un autre côté leur intégration régionale avec les pays de leur environnement géographique, dans ce cas-là, les pays de l'Afrique, des Caraïbes, et du Pacifique (ACP).

A ce titre, la Communication **COM(2004) 343** définit une stratégie d'intervention future avec trois axes prioritaires orientés:

1° À encourager l'accessibilité et à compenser les autres contraintes propres des RUP, en particulier celles liées à l'éloignement.

- 2° À améliorer les conditions générales de la **compétitivité** de leurs économies, en favorisant un environnement d'attraction du secteur d'entreprise, en tenant compte de la stratégie de Lisbonne et de Göteborg.
- 3° À favoriser l'**intégration régionale** et la **coopération** entre les RUP et les Etats tiers voisins en vue d'amplifier l'espace d'échanges socio-économiques et culturels avec l'environnement géographique.

Le tableau 1 présente les axes d'intervention et la façon où ceux-ci sont traduits par des mesures particulières orientées vers les RUP.

Tableau 1. Stratégie en vue de renforcer le partenariat pour les RUP.

AXES	INTERVENTIONS
AXE 1: Réduire les effets du déficit d'accessibilité et des autres contraintes particulières des RUP	Programme spécifique RUP Mesures d'aide au secteur de l'agriculture et de la pêche
AXE 2: Améliorer la compétitivité des économies locales	Actions dans le domaine de l'emploi, RDT, innovation, TIC et Services d'intérêt général "Mainstream" de la politique de cohésion
AXE 3: Améliorer l'insertion régionale des RUP dans leur environnement géographique voisin	Plan d'action de Grand Voisinage

Source: Présentation DG Regio (C. Aldehuelo), Guadeloupe 2004.

La mise en œuvre de ces priorités par les instruments financiers de la politique de cohésion économique et sociale, ainsi que dans le cadre des autres politiques communautaires, est proposée par la Commission. Au titre de la réforme de la politique de cohésion économique et sociale, la CE rappelle le programme particulier de compensation des contraintes, financé dans la période 2007-2013 par le Fonds européen de développement régional (FEDER), dont l'objectif est celui de réduire les handicaps particuliers entravant l'économie de ces régions.

Par ailleurs, l'objectif d'améliorer l'intégration régionale des RUP serait articulé au moyen d'un Plan d'action pour le Grand Voisinage poursuivant l'amplification de l'espace naturel d'influence socio-économique et culturelle de ces régions, en comprenant des mesures de nature commerciale, douanière, et dans le domaine de la coopération transnationale et transfrontalière.

2. LES RUP DANS LE CADRE DE LA NOUVELLES POLITIQUE DE COHÉSION 2007-2013.

Le Conseil européen de décembre 2005 a adopté les Perspectives financières pour la période 2007-2013 qui ont été ratifiées par le Parlement européen. En juillet 2004, la CE a adopté leurs propositions législatives en vue de réformer la

politique de cohésion, dont l'adoption par le Parlement européen est prévue pour avant la fin de juillet de cette année.

Avec 308,041 milliards d'euros, un tiers du budget communautaire, la réforme vise à la promotion d'actions structurelles qui: concourent aux orientations stratégiques de l'UE définies à Lisbonne et à Göteborg; sont concentrées dans les régions les moins favorisées; et leur mise en œuvre soit plus décentralisée avec des outils simplifiés, transparents, et efficaces.

Les interventions structurelles seraient axées à partir du 1er janvier 2007 sur trois objectifs capitaux, CONVERGENCE, COMPÉTITIVITE et COOPERATION TERRITORIALE. De même, le nombre de fonds structurels est limité à trois, FEDER, FSE, et Fonds de Cohésion, par rapport aux six actuels (FEDER, FSE, Fonds de Cohésion; FEOGA-Garantie et FEOGA-Orientation; IFOP). Leurs caractéristiques principales sont présentés par le tableau 2.

A ce titre, des propositions ont été réalisées: proposition de règlement général portant dispositions générales pour les trois sources de financement des actions structurelles 2007-2013 **COM (2004) 492**; proposition de règlement relatif au Fonds européen de développement régional (FEDER) **COM(2004) 495**, au Fonds social européen (FSE) **COM(2004) 493** et au Fonds de Cohésion **COM(2004) 494**; et proposition d'un règlement nouveau permettant la création d'une structure transfrontalière de coopération **COM(2004) 496**.

Tableau 2. Politique de cohésion 2007-2013.

Programmes et instruments	Eligibilité	Priorités	Allocations
Objectif Convergence: Accélérer la convergence économique des régions les moins favorisées Les RUP bénéficient, indépendamment de l'objectif de Convergence, d'un financement particulier du FEDER en vue de leur intégration dans le marché intérieur et de la prise en compte de leurs contraintes particulières			81,5 % (251,163 milliards d'euros) <i>RUP: 35 EUR/hab./année</i>
Programmes régionaux et nationaux	Régions au PIB/hab. < 75 % moyenne de l'UE25	<ul style="list-style-type: none"> • Innovation • Environnement/ • Prévention des risques • Accessibilité • Infrastructures • Ressources humaines • Capacités administr. 	
FEDER FSE	Effet statistique: régions au PIB/hab. <75 % de l'EU15 et >75 % de l'UE25		
Fonds de Cohésion	Etats membres au RNB/hab. <90 % moyenne de l'UE25	<ul style="list-style-type: none"> • Transports (RTE) • Transports durables • Environnement • Energies renouvelables 	
Objectif Compétitivité régionale et emploi: Renforcer la compétitivité et favoriser l'adaptabilité des employés ainsi que des entreprises et le développement des marchés de travail orientés à l'intégration sociale			15,9% (49,127 milliards d'euros)
Programmes régionaux (FEDER) et programmes nationaux (FSE)	Les Etats membres proposent une liste de régions (NUTS I ou NUTS II)	<ul style="list-style-type: none"> • Innovation • Environnement/ • Prévention des risques • Accessibilité • Stratégie européenne pour l'emploi 	78,98 % = 38,742 milliards d'euros
	"Phasing-in" Régions couvertes par l'objectif 1 en 2000-06, et non couvertes par l'objectif Convergence		21,02% = 10,385 milliards d'euros
Objectif Coopération territoriale européenne: Approfondir la coopération transfrontalière; la coopération au niveau des espaces transnationaux; les réseaux de coopération et d'échange d'expériences			2,5% (7,750 milliards d'euros)
Programmes et réseaux transfrontaliers et transnationaux (FEDER)	Régions frontalières et grandes régions de coopération transnationale	<ul style="list-style-type: none"> • Innovation • Environnement/ • Prévention des risques • Accessibilité • Culture, éducation 	73,85% transfrontaliers 12,12% IEVP 21,0 % transnational 5,15 % réseaux

Source: La cohésion au tournant de 2007. Fiche de synthèse 2004. Inforegio et mise à jour.

Dans le cadre des propositions des nouveaux règlements pour la politique de cohésion future, les régions ultrapériphériques pourraient opter pour les objectifs de convergence, celui de compétitivité régionale et emploi et elles seraient en outre bénéficiaires de la coopération territoriale européenne.

La composante de coopération territoriale européenne est la plus intéressante des trois dans le contexte de ce document visant à la mesure du potentiel et des défis à ouvrir pour la coopération entre les RUP, notamment la région de la Macaronesia (Canaries, Madère, et Açores), et les pays de l'Afrique, des Caraïbes, et du Pacifique (ACP) de leur environnement géographique.

Le nouvel objectif de coopération territoriale européenne, inspiré par l'expérience du Programme d'Initiative Communautaire (PIC) Interreg, poursuit le renforcement de la coopération sur trois dimensions: la coopération transfrontalière, au moyen des programmes communs; la coopération à l'échelle des zones transnationales; et la coopération interrégionale dans l'ensemble de l'UE. Globalement, on espère que

cet objectif favorise le développement équilibré et durable du territoire européen.

La coopération transfrontalière couvrirait les régions situées le long des frontières terrestres intérieures et de certaines frontières terrestres extérieures, ainsi que certaines régions situées le long de frontières maritimes. En outre, elle contribuerait au financement des programmes transfrontaliers: l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) et l'instrument de préadhésion (IPA). Ceux-ci sont appelés à remplacer les actuels programmes européens de coopération TACIS, MEDA, CARDS, ISPA, et SAPARD. Il y aurait une liste des régions transfrontalières¹ ainsi que des zones de coopération transnationale éligibles. La sous-composante de réseaux et d'échanges serait applicable à l'ensemble du territoire de l'UE.

1. A ce titre, concernant la région de la Macaronesia, la seule région éligible dans le cadre de la Politique de Voisinage est celle de la Communauté Autonome des Îles Canaries ayant une frontière maritime avec le Maroc, pays voisin de l'UE, et étant située à moins de 100 km de leurs côtes.

La distribution des ressources est indiquée au Tableau 2, et il faut souligner que 7,750 milliards d'euros seraient attribués à cette composante, dont plus de la moitié (73,85%) serait canalisée par la coopération transfrontalière, dont 12,12% serait par l'instrument de voisinage et de partenariat et l'instrument de préadhésion. Le reste, 21,0%, serait utilisé pour la coopération transnationale. Seulement 5,15 % resterait pour la promotion de réseaux européennes de coopération et d'échange.

Pour chaque axe prioritaire des programmes opérationnels, la participation des fonds aux dépenses publiques, qui représenterait au moins 20% de celles-ci, ferait l'objet de changements. La programmation tiendrait compte notamment la spécificité territoriale des RUP et ce qui serait à ce titre le plus remarquable est le plafond de 50% pour la nouvelle allocation additionnelle du FEDER (compensation des surcoûts); et 85% pour les programmes opérationnels conformément aux priorités de convergence et de compétitivité régionale et emploi. Pour la composante de Coopération le taux de cofinancement serait de 75%, au lieu de 85%, étant impliqué un cofinancement national plus élevé, mais aussi tout en encourageant un nombre accru de programmes [COM (2004) 343 ; Inforegio (2004)].

Concernant la proposition de règlement du FEDER, les programmes de coopération territoriale, où la spécificité territoriale des RUP est de même comprise, concentrent son aide sur (COM(2004) 495) :

- Le développement d'activités économiques et sociales transfrontalières au moyen de stratégies conjointes en faveur du développement territorial durable, en encourageant l'esprit d'entreprise et en particulier le développement des PME, du tourisme, de la culture et du commerce transfrontalier.
- En encourageant la protection et la gestion conjointe de l'environnement.
- En réduisant l'isolement par un meilleur accès aux réseaux et aux services de transport, d'information et de communication et aux réseaux transfrontaliers d'eau, de gestion des déchets et d'énergie.
- En développant la collaboration, les capacités et l'utilisation conjointe des infrastructures, en particulier dans des secteurs tels que la santé, la culture et l'éducation.

- L'établissement et le développement de la coopération transnationale, et y compris de la coopération bilatérale entre régions maritimes, au moyen du financement de réseaux et d'actions structurantes favorables au développement territorial intégré, centrée sur les priorités ci-après:
 - Gestion de l'eau lorsqu'elle présente une dimension transnationale évidente.
 - Amélioration de l'accessibilité, avec des réseaux transfrontaliers et transeuropéens, ainsi que de l'accès local, régional, et national, et promotion des technologies de l'information.
 - Prévention de risques (sécurité maritime, protection contre les inondations, la pollution des eaux, l'érosion, les tremblements de terre, et les avalanches).
 - La création de réseaux scientifiques et technologiques sur des thèmes liés au développement équilibré de zones transnationales (RDT).
- Renforcement de l'efficacité de la politique régionale, au moyen de la coopération interrégionale couvrant l'ensemble de la Communauté.

La stratégie "Un partenariat renforcé pour les RUP" (COM (2004) 343) est encadrée dans la réforme de la politique de cohésion européenne pour la période 2007-2013. Le Troisième rapport concernant la cohésion économique et sociale de la Commission européenne, de février 2004, portant les priorités de la CE pour la période concernée, indique que les RUP remplissent les conditions requises établies par chacun des trois objectifs.

Tous les deux documents soulignent l'établissement d'un programme spécifique de compensation des surcoûts équilibrant les handicaps et les contraintes subis par les RUP. Il serait financé par le FEDER, et les objectifs du programme viseraient à améliorer: le déficit d'accessibilité lié à l'éloignement, la fragmentation, et le relief du territoire des régions ultrapériphériques; la petite taille du marché régional, les ruptures de la charge et le manque ou l'insuffisance de diversification économique; les contraintes environnementales et climatiques, et la préservation de la biodiversité.

La réforme de la politique de cohésion pose d'autres défis liés directement à la gestion des programmes à considérer par une future stratégie de coopération avec les pays tiers. Il est proposé une stratégie avec une programmation pluriannuelle,

impliquant des niveaux différents d'acteurs, avec une approche de cofinancement encourageant l'efficacité et la qualité des interventions (jusqu'à ce jour). Il y a certains éléments innovants à souligner: une approche plus stratégique encadrée dans les orientations communautaires et les nouveaux cadres de référence nationaux; une méthodologie de travail plus décentralisée encourageant l'implication active, d'un côté, des Etats membres, des régions et des organismes d'application, et, d'un autre côté, de la Commission; et une gestion financière simplifiée (des paiements selon les priorités, une contribution communautaire selon les dépenses publiques et l'éligibilité conformément en particulier à des conditions nationales).

Enfin, il y a une proposition de règlement intéressante pour les groupements européens de coopération transfrontalière: les GECT **COM (2004) 496**, qui permettraient la création d'organismes dotés de la personnalité juridique. Ils seraient le cadre pour la mise en œuvre des programmes de l'objectif "Coopération" sur base d'une convention accordée par les administrations nationales, régionales, et locales ou d'autres collectivités publiques composant les membres des groupements concernés. Avec des statuts, des organes, et des règles en matière de budget il réaliserait les tâches qui lui aient été confiées par leurs membres conformément à la convention. Il serait un élément à considérer dans les prochains programmes de coopération territoriale européens.

3. LE PLAN D'ACTION POUR LE GRAND VOISINAGE.

Le Plan d'Action pour le Grand Voisinage (PAGV) est un ensemble d'actions visant la promotion et le renforcement des relations entre les RUP et leurs pays voisins comprenant des actions de coopération territoriale et d'autres mesures dans le domaine commercial et douanier. Le PAGV, tel qu'un pilier central en vue d'améliorer le rapprochement des RUP à l'UE [**COM (2004) 343**], permettrait la coopération économique, sociale et culturelle entre celles-ci et les pays de leur environnement géographique voisin, notamment les pays de l'Afrique, des Caraïbes, et du Pacifique (ACP), parties à l'Accord de Cotonou. Il convient de souligner qu'il ne s'agit pas d'un instrument financier spécifique mais d'une initiative de

la Commission visant à améliorer la coordination des efforts déployés par la Communauté dans l'ensemble des politiques développées concernant la coopération des RUP et des pays de leur environnement géographique.

Tableau 3. Contenu du Plan d'Action de Grand Voisinage

Composante commerciale
<ul style="list-style-type: none"> • Echanges commerciaux et mesures douanières dans le cadre des accords préférentiels UE-pays ACP • Secteurs: bienes, servicios, comercio, propiedad intelectual, medidas sanitarias y fitosanitarias.
Composante de coopération régionale
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif "coopération" de la politique de cohésion réformée: Coopération transnationale et transfrontalière. • D'autres politiques: RELEX, environnement, pêche, transport, RDT, nouvelle technologies.

Source: Présentation DG Regio (C. Aldehuelo), Guadeloupe 2004.

L'objectif central du PAGC est celui d'élargir l'espace naturel d'influence socio-économique et culturelle de ces régions (y compris les questions liées à la migration), en réduisant les barrières limitant les possibilités d'échange avec le centre géographique de ces régions, notamment avec les pays ACP. Il vise à promouvoir les échanges de biens, de services, ainsi que des déplacements de personnes d'une façon cohérente permettant également les échanges d'expériences.

Le Plan d'Action de Grand Voisinage serait articulé sur deux axes principaux (Tableau 3):

Mesures de politique commerciale et douanière.

La contribution de la politique commerciale à ce plan d'action est réalisée sur base des initiatives liées aux échanges commerciaux et aux mesures douanières, axées sur la nécessité d'améliorer l'intégration des RUP dans l'économie régionale. Des mesures applicables dans le domaine des politiques commerciales et douanières, des droits de la propriété intellectuelle, et des mesures sanitaires et phytosanitaires sont prévues.

Il convient d'évoquer ici les *Accords de Partenariat Economique* (APE), en cours de négociation. Ils seraient conclus avant la fin de 2007 et sur la base d'une coopération économique et commerciale renforcée, y compris les zones de libre commerce entre les pays ACP (regroupés autour des blocs commerciaux)² et l'UE, conformément aux règles de l'OMC.

2. Il existe cinq zones définies comme étant des blocs commerciaux, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Sud-Est, l'Afrique Centrale, l'Afrique du Sud, les Caraïbes et le Pacifique.

L'UE poursuit le renforcement des processus d'intégration économique des Etats ACP en vue de promouvoir leur développement durable, et c'est dans ce cadre que la Commission souhaite associer la participation des RUP. L'importance d'une orientation vers une prise en compte des intérêts spécifiques des RUP dans les négociations est remarquable. A ce titre, la CE espère qu'à partir de la complémentarité économique entre les RUP et les pays ACP ils réalisent une identification précise de leurs intérêts de chaque RUP, y compris les secteurs et les catégories d'échange considérées comme prioritaires. Il y a de même la possibilité pour les RUP de participer dans les accords préférentiels souscrits par l'UE avec d'autres pays tiers [SEC (2005) 1459; COM (2004) 343].

En ce qui concerne la région de la Macaronesia (Canaries, Madère et Açores), le bloc des pays de l'Afrique occidentale, c'est-à-dire, les 15 pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Occidentale, la CEDEAO, (*ECOWAS* en anglais)³ et la Mauritanie est la région de référence pour les négociations. Le point central des négociations en 2005 a été l'intégration économique régionale. Cinq groupes techniques et thématiques ont été établis: Marchés régionaux (union douanière, fourniture d'échanges, zone de libre commerce), règles techniques et sanitaires; services et investissement; d'autres aspects liés au commerce et à l'analyse des secteurs de production. La première phase du travail concernant les questions liées au commerce de biens (union douanière, fourniture d'échanges, règles techniques sanitaires) a été conclue à la fin de 2005, et certains avancements dans les domaines des services, des droits de la propriété intellectuelle, des règles de concurrence et d'investissement, ainsi que des impacts sur les secteurs de production ont été constatés. Certaines questions concernant le lien des APE à la coopération au développement ont été discutées. Il est prévu à partir de 2006 la poursuite des travaux de la deuxième phase des négociations qui permettraient une première approche des accords et la préparation des négociations d'accès au marché. Une structure de travail composée par trois groupes techniques a été adoptée à l'heure actuelle.

Étant donné que la CE tient à lier le commerce à la coopération au développement, l'articulation des négociations des APE et la coopération entre les RUP et les pays ACP serait clé. Une articulation solide entre le pilier commercial (APE) et la coopération transnationale/transfrontalière serait un autre facteur à considérer lors de la définition de la stratégie de coopération future entre la Macaronesia et les pays ACP dans le cadre du Grand Voisinage.

Coopération transnationale et transfrontalière.

La Commission analyse la façon d'améliorer la coopération entre les RUP et leurs pays voisins, ainsi que les domaines prioritaires de cette coopération. Dans le cadre de l'objectif de "coopération territoriale européenne" de la politique de cohésion réformée, la Commission propose de renforcer la coopération transnationale et transfrontalière au bénéfice des RUP.

Pour financer cette coopération entre les RUP et les pays ACP du voisinage, il est possible de profiter, d'une part, de l'autorisation pour toutes les régions de l'UE, où la CE acceptera "l'intervention du FEDER pour le financement de projets situés sur le territoire des pays tiers". Il est spécifié que "dans le cadre de la coopération transfrontalière et transnationale, le FEDER peut financer, jusqu'à concurrence de 10 % du montant de sa contribution au programme opérationnel, des dépenses encourues pour la mise en œuvre d'opérations ou de parties d'opérations sur le territoire de pays situés en dehors de la Communauté européenne, à condition qu'elles bénéficient aux régions de la Communauté" [COM (2004) 495].

D'autre part, les programmes de coopération pourront s'articuler au niveau de la programmation et de l'exécution avec les programmes indicatifs régionaux (PIR) financés par le Fonds européen de développement (FED), dans le cas des pays ACP. L'éventuelle budgétisation du FED permettra de renforcer cette stratégie de coordination, en ouvrant la possibilité de réserver une dotation spécifique dans le cadre des PIR pour renforcer la coopération entre les RUP et les pays ACP.⁴ Ladite dotation budgétaire n'est toujours pas définie.

3. Ces pays sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo, le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigéria et la Sierra Léone.

4. "Dans le cas des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) et en l'absence de PIR, les autorités des PTOM pourront demander le financement des activités entrant dans les domaines de coopération cités dans la Décision d'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union Européenne" [COM (2004) 343].

En ce qui concerne les thèmes abordés, l'accent sera mis sur:

- La facilitation des échanges liés au transport, aux services et aux technologies d'information et de communication.
- La facilitation des déplacements des personnes, de façon à ce que la coopération s'appuie sur une circulation des ressortissants réguliers des Etats tiers comportant moins d'obstacles. Il s'agit pour la CE d'une condition pour l'intégration économique des RUP dans l'environnement économique et pour que les pays voisins puissent bénéficier de cette coopération. La problématique de la lutte contre l'immigration clandestine est considérée comme une question importante dans ce contexte.⁵
- L'échange d'expérience en matière d'intégration régionale, en soutien à la coopération économique et aux échanges commerciaux entre RUP et pays ACP, en poursuivant l'objectif d'accompagner et d'anticiper la constitution des accords de partenariats économiques entre pays ACP qui pourront avoir un intérêt stratégique pour les régions ultrapériphériques.

La sensibilisation de l'ensemble des acteurs concernés comme action transversale jouera également un rôle essentiel dans le PAGV, y compris des Délégations de la Commission dans les pays tiers, sur l'importance du défi auquel font face les régions ultrapériphériques et les pays de leur zone géographique. L'importance d'articuler ces trois domaines d'actions en plus de les coordonner avec les autres mesures de la CE est soulignée afin de multiplier les effets sur les RUP (se reporter au Tableau 3).

Ce nouveau cadre de coopération présente des défis stratégiques et opérationnels (Chapitre III), comme ceux relatifs à la programmation, à la gestion et au suivi d'une stratégie de coopération entre la Macaronésie et les pays ACP du voisinage (Cap-Vert, Mauritanie et Sénégal), ainsi que l'articulation des instruments de financement, FEDER et FED. Cela exige une réponse conjointe de la part des RUP et des pays ACP.⁶

Tableau 3. Logique des composantes du PAGV.

APE	Intégration régionale des RUP
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'intégration régionale • Logique de développement économique basée sur les bénéfices commerciaux • Logique de négociation commerciale: compatibilité avec l'OMC <ul style="list-style-type: none"> • Territoires non communautaires <ul style="list-style-type: none"> • Approche par zone géographique 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration régionale (en tenant compte de l'emplacement géographique des RUP) • Logique de développement économique basée sur les bénéfices commerciaux • Situation compétitive différente par rapport au reste de l'UE <ul style="list-style-type: none"> • Territoire communautaire
<div style="border: 1px dashed gray; padding: 5px; width: fit-content; margin: 0 auto;"> Identification des intérêts spécifiques des RUP dans les négociations APE </div>	

Source: Présentation DG Regio (C. Aldehuelo), Guadeloupe 2004.

5. La Commission se réfère dans cet alinéa aux actions menées dans le cadre de la politique de justice et affaires intérieures en matière d'asile et d'immigration pour les territoires couverts par la Convention de Schengen, dans lesquelles une attention particulière doit être portée aux besoins spécifiques des RUP et des Etats du voisinage géographique direct.

6. Le Plan d'action pour le grand voisinage est un pilier différent de la politique de voisinage de la CE, bien qu'à travers les deux s'articule une partie de l'objectif de coopération de la politique de cohésion. Un bref résumé sur la politique de voisinage est inclut en Annexe 1. Quelques éléments clés de l'expérience de l'UE durant la phase de transition vers la politique et l'instrument de voisinage sont présentés en Annexe 2, car ils peuvent orienter une coordination éventuelle entre les instruments FEDER et FED.

2 Expériences et Leçons Tirées de la Coopération entre la Macaronésie et les Pays ACP du Voisinage

Afin d'élaborer une stratégie de coopération entre la Macaronésie (Canaries, Madère et Açores) et les pays ACP de son voisinage le plus direct (Cap-Vert, Mauritanie et Sénégal), il est indispensable d'étudier les expériences de collaboration existantes entre les deux régions. L'approche stratégique, dont la programmation thématique, les priorités sectorielles et géographiques, d'une part, et les modalités d'exécution, de l'autre, seront brièvement analysées. Tant le programme Interreg IIIB MAC, financé par le FEDER, que la coopération au développement canarien, financée par un budget régional, peuvent apporter des éléments clés pour la future stratégie de coopération.

De la même manière, les stratégies et les instruments de coopération au développement de la Commission européenne dans les pays ACP seront présentés, avec un intérêt particulier pour le Cap-Vert, la Mauritanie et le Sénégal. Cela contribuera à identifier le potentiel thématique et instrumental complémentaire pour la future composante de coopération transnationale du PAGV.

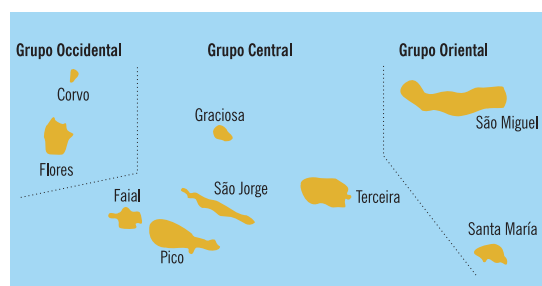
1. PROGRAMME INTERREG IIIB AÇORES-MADÈRE-CANARIES.

L'initiative communautaire pour l'aménagement et le développement durable du territoire INTERREG III **2000-2006** se décline en trois volets:

Volet A: Coopération transfrontalière, dont l'objectif vise à développer des centres économiques et sociaux transfrontaliers contigus en mettant en œuvre des stratégies communes de développement.

Volet B: Coopération transnationale, qui vise à promouvoir la coopération transnationale entre autorités nationales, régionales et locales, et, par conséquent, favoriser une meilleure intégration territoriale dans l'Union grâce à la formation de grands groupes de régions européennes.

Volet C: Coopération interrégionale, qui vise à améliorer l'efficacité des politiques et des outils de développement régional par la coopération et l'échange d'expériences entre



Açores.



Madère.



Canaries.

toutes les régions de l'Union européenne, sans que les projets soient limités à une zone géographique prédéterminée.

En application de la législation communautaire, les régions autonomes portugaises des Açores et de Madère et la Communauté autonome des Canaries ont mis en œuvre en 2000 le Programme d'initiative communautaire INTERREG III B Açores-Madère-Canaries 2000-2006 dans le but de promouvoir et de cofinancer des actions de coopération entre les acteurs socio-économiques portugais et espagnols pour la réalisation de projets communs dans les trois archipels éligibles. Il a deux grands objectifs :

Favoriser une meilleure intégration et coopération économique parmi ces régions, ainsi qu'entre elles et les autres Etats membres. Améliorer les liens et la **coopération** avec les **pays tiers limitrophes**, certains pays d'Afrique du Nord occidentale (Maroc, Mauritanie, Sénégal et Cap-Vert) et l'Amérique Latine.

Le programme s'est structuré autour de quatre axes stratégiques d'intervention :

1. **Aménagement du territoire et développement urbain-rural.**
2. **Développement des transports et des moyens de communication, de la société de l'information et de la R&D.**
3. **Promotion de la coopération économique institutionnelle.**
4. **Valorisation et gestion durable des ressources naturelles et culturelles.**

Un cinquième axe, l'Assistance technique, est destiné à couvrir les frais de fonctionnement des structures communes du programme.

Les thèmes ainsi définis répondent aux défis posés dans un diagnostic socio-économique préalable, conformément aux orientations de la Communication de la Commission relative à INTERREG III et aux priorités établies dans la Stratégie territoriale européenne.

L'initiative INTERREG est financée par le FEDER, bien que l'importance de sa coordination aux fins des programmes de coopération avec les instruments financiers de politique extérieure tels que le PHARE, l'ISPA, le TACIS, le FED ou la BEI, qui financent les interventions en dehors du territoire communautaire, ait été soulignée en particulier sur la période 2000-2006.

Le programme a été agréé par la CE le 28 mars 2001 et approuvé le 13 décembre 2001. Après l'approbation, la constitution des structures communes du programme, qui ont été établies conformément aux règlements communautaires, a été lancée de la façon suivante :

Une **Autorité de gestion**, exercée par le Ministère régional des finances et de la planification du Gouvernement des Canaries, dont la responsabilité est de garantir l'efficacité et la régularité de la gestion et de l'exécution de l'intervention, assistée par le Secrétariat technique commun.

Une **Autorité de paiement**, chargée d'envoyer à la Commission européenne trois fois par an les certificats de dépenses et de recevoir les paiements de la Commission, ainsi que de rembourser aux Chefs de file des projets les paiements déclarés. L'Autorité de paiement du programme est la Région autonome de Madère.

Le **Comité de gestion**, dont la responsabilité principale est d'approuver les projets, est constitué de représentants de chacun des deux Etats membres et des trois régions, de l'Autorité de gestion, de l'Autorité de paiement et d'un représentant de la Commission européenne.

Le **Comité de suivi**, constitué de représentants de l'Autorité de gestion, de l'Autorité de paiement, des administrations nationales et régionales, de la Commission européenne et des responsables régionaux en matière d'environnement et d'égalité des chances. De même, les interlocuteurs économiques et sociaux de chacune des trois régions font partie dudit comité à titre consultatif. Il s'agit de l'organe chargé de veiller sur l'efficacité et le bon développement du Programme.

Depuis son lancement, le programme a effectué quatre appels à proposition publics de présentation de projets :

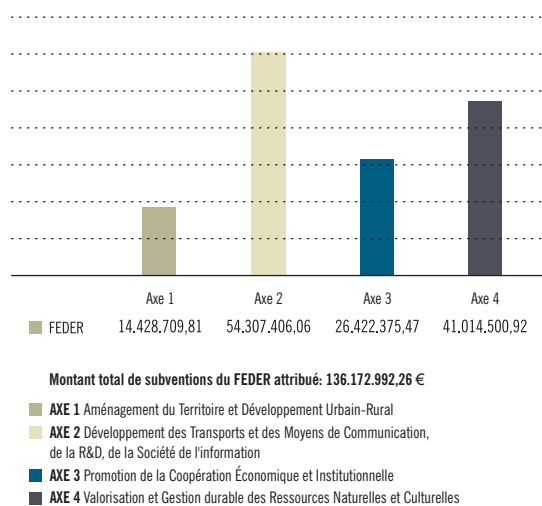
- 1^{er} Appel à propositions, ouvert le 17 juin et clos le 13 septembre 2002, avec une dotation financière du FEDER de 65906203,00 €, à la suite duquel un total de 86 projets a été sélectionné.
- 2^{ème} Appel à propositions, ouvert le 22 septembre et clos le 15 décembre 2003, avec une dotation financière du FEDER de 49021090,04 € à la suite duquel un total de 65 projets a été sélectionné.
- 3^{ème} Appel à propositions, spécifique à la coopération avec les pays tiers, ouvert le 15 juillet et clos le 15 septembre 2004,

avec une dotation financière du FEDER de 5986213,68 €, à la suite duquel un total de 20 projets a été sélectionné.

- Le IV^{ème} Appel à propositions a été ouvert du 2 mai au 30 juin 2005, avec une dotation totale de 20847 961,52 €. 166 projets ont été présentés et 41 projets ont été approuvés.

Depuis son lancement, le programme Interreg IIIB MAC a approuvé à ce jour 212 projets, et a attribué pour le moment un total de 136172992 260 euros de subventions du FEDER. La répartition par axe et par participants (régions et pays tiers: PT) est présentée dans les Graphiques 1 et 2.

Graphique 1. Subventions du FEDER attribuées par axe.



Source: Page web <http://www.interreg-mac.org>

Leçons tirées. Le rapport de mise à jour de l'évaluation intermédiaire du programme, réalisé en automne 2005 par des experts indépendants, a mis en évidence l'impact notable du programme sur la coopération avec des pays qui n'appartiennent pas à l'UE.

En termes quantitatifs, 67 projets ont été approuvés, avec la participation, à des degrés très divers, d'organismes de pays tiers, et 3 autres projets avec des organismes des autres RUP (Caraïbes françaises et Réunion).

La Commission européenne a constaté avec surprise et intérêt le degré élevé de participation au programme de partenariat de pays tiers non communautaires et d'autres RUP (33% du total de projets approuvés) (Graphiques 2 et 3; Tableaux 4 et 5).

Priorité géographique. Le pays le plus impliqué dans les projets a été le Cap-Vert, bien que les difficultés financières pour tenir les engagements pris aient fait que dans certains projets, les partenaires cap-verdiens ont renoncé à leur participation ou ont participé dans une mesure moindre que celle prévue.

Priorité sectorielle. La thématique des projets a été très variée, faisant ressortir l'éducation et l'environnement comme étant les questions principales dans les cas de coopération réussie. D'autres thèmes intéressants, comme le développement des transports, n'ont pas fructifié en raison de l'incapacité du FEDER à financer, au travers d'INTERREG, des lignes de transport non plus que des infrastructures dans les pays tiers.

Modalités d'exécution et de financement. Tout cela montre que le pari du programme pour la coopération avec les pays du voisinage proche, du point de vue géographique, historique et culturel, a été largement couvert par l'intérêt élevé manifesté par lesdits pays pour le programme. Cependant, la gestion de ces projets s'est révélée compliquée de par la nature propre de la coopération avec lesdits pays et le manque d'instruments financiers appropriés.

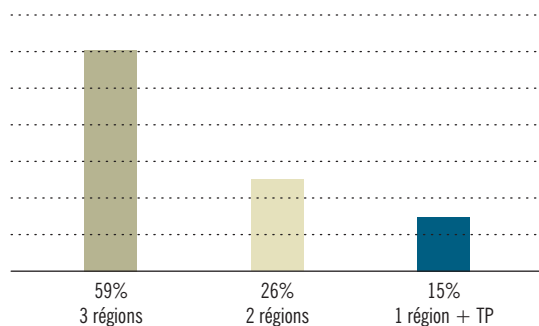
À cet égard, au cours de la période de programmation 2000-2006, il a été demandé à plusieurs reprises à la CE de clarifier et de coordonner les différents instruments financiers existants pour faciliter la participation de partenaires de pays tiers, sans résultat tangible à ce jour.

Ainsi, encore faut-il que les nouveaux règlements communautaires de la période de programmation 2007-2013 signalent le plus largement possible cette nécessité en fonction de l'expérience actuelle et fournissent les outils nécessaires pour créer des stratégies de complémentarité avec d'autres instruments de financement et de coopération externe.

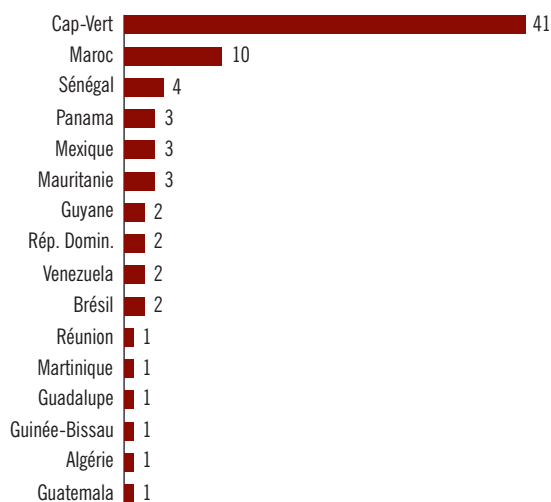
À cet égard, les dispositions de l'Article 22 de la proposition de Règlement du FEDER 2007-2013 signalent la possibilité de conférer au FEDER des opérations sur le territoire de pays non communautaires, jusqu'à concurrence de 10 % du montant de sa contribution au programme opérationnel et à condition qu'elles bénéficient aux régions de la Communauté.

Cette nouvelle proposition, si elle est maintenue dans le texte définitif, permettra d'avancer sur l'intégration des pays tiers dans les projets de coopération transnationale de l'Objectif 3 des Fonds structurels.

Graphique 2. Subventions du FEDER attribuées selon les participants (régions et pays tiers).



Graphique 3. Pays tiers participant au programme Interreg IIIB Açores-Madère-Canaries.



Source: Secrétariat technique commun d'Interreg IIIB Açores-Madère-Canaries

Tableau 4. Projets avec des pays tiers (PT) et d'autres RUP.

Total des projets avec les PT	57
Total des projets avec les RUP	3

Source : Secrétariat technique commun d'Interreg IIIB Açores-Madère-Canaries.

	N° Projects		
3 régions	106		
3 régions + TP	17	126	59%
3 régions + RUP	3		
2 régions	46		
2 régions + TP	9	55	26%
1 région + TP	31	31	15%

Source: Secrétariat technique commun d'Interreg IIIB Açores-Madère-Canaries.

Tableau 5. Participation de pays tiers et d'autres RUP.

Participation de Pays Tiers et d'Autres RUP	
Pays / RUP	Nombre de projets auxquels il participe
Afrique	
Cap-Vert	41
Maroc	10
Sénégal	4
Mauritanie	3
Algérie	1
Guinée-Bissau	1
Ibero-amerique	
Mexique	3
Panama	3
Brésil	2
Venezuela	2
Rép. Dominicaine	2
Guatemala	1
Autres RUP de l'UE	
Guyane	2
Guadeloupe	1
Martinique	1
Réunion	1

Source: Secrétariat technique commun d'Interreg IIIB Açores-Madère-Canaries.

2. COOPÉRATION CANARIENNE AU DÉVELOPPEMENT AVEC LES PAYS ACP.

En novembre 1998, le Gouvernement a créé la Direction générale des Relations avec l'Afrique dans le but de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie de coopération avec l'Afrique, dont l'objectif global est de favoriser les relations entre les Canaries et l'Afrique à travers trois domaines d'actions: Améliorer les relations institutionnelles; Stimuler les relations commerciales; et Promouvoir la coopération au développement.

Encadrée par les objectifs du Millénaire définis par les Nations Unies, conformément au Plan directeur de la Coopération espagnole et aux priorités des politiques du Gouvernement des Canaries, la Coopération canarienne définit les priorités géographiques et sectorielles. Les priorités géographiques qui ont été retenues sont les pays d'Afrique, le Maroc, le peuple sahraoui, la Mauritanie, le Sénégal, le Cap-Vert, la Guinée Equatoriale, le Mali, la Guinée-Bissau, la Gambie et d'Amérique Latine, le Venezuela, Cuba, l'Argentine, l'Uruguay et le Guatemala.

D'une manière générale, les secteurs prioritaires comprennent les besoins sociaux, avec l'éducation, la santé, les infrastructures de base et l'aide humanitaire ; l'amélioration des droits humains et de la société civile ; le développement

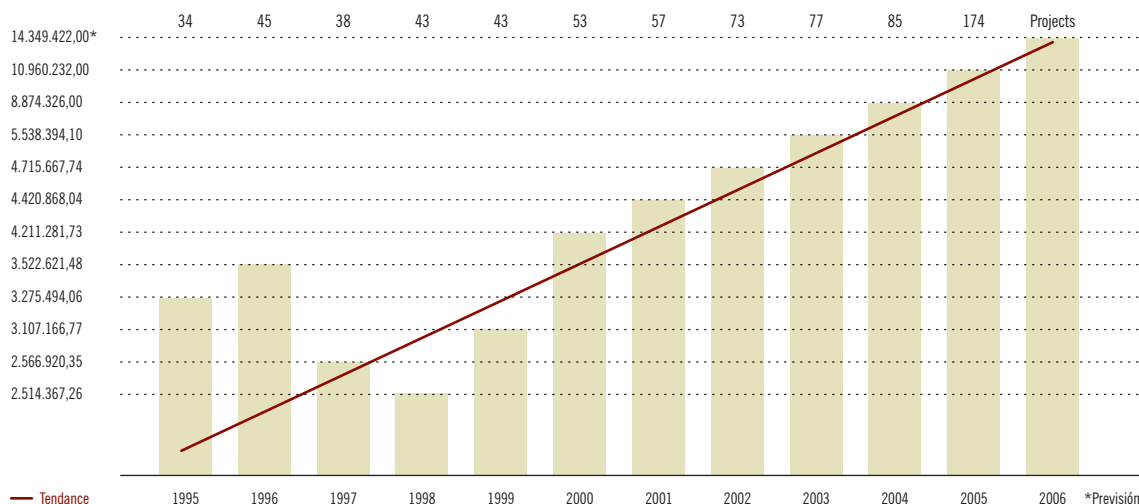
du tissu productif et la protection et la durabilité de l'environnement.

Quant aux modalités d'exécution des projets de la coopération canarienne, il existe trois catégories de subventions: les subventions génériques ou indirectes, par l'intermédiaire d'un appel à propositions; les subventions directes; et les subventions cofinancées, avec des organismes nationaux tels que l'AECI, ou régionaux et locaux, essentiellement publics. L'instrument de subvention générique ou indirecte par lequel 65% des fonds ont été canalisés ressort, suivi de la subvention directe qui atteint 28% et de la subvention cofinancée avec 7% du total au cours des dix dernières années. Tant dans le domaine de la coopération au développement que dans celui de l'aide humanitaire et de la sensibilisation, c'est la subvention indirecte qui prédomine dans la gestion du financement.

Au cours des dix dernières années, la Coopération canarienne pour le développement a financé un total de 659 projets qui représentent presque 50 millions d'euros. Il convient de noter une tendance à la hausse surtout au cours des dernières années (Graphique 4). L'estimation actuelle situe

Graphique 4. Evolution de l'AOD aux Canaries.

Evolution de l'AOD (en millions d'euros)



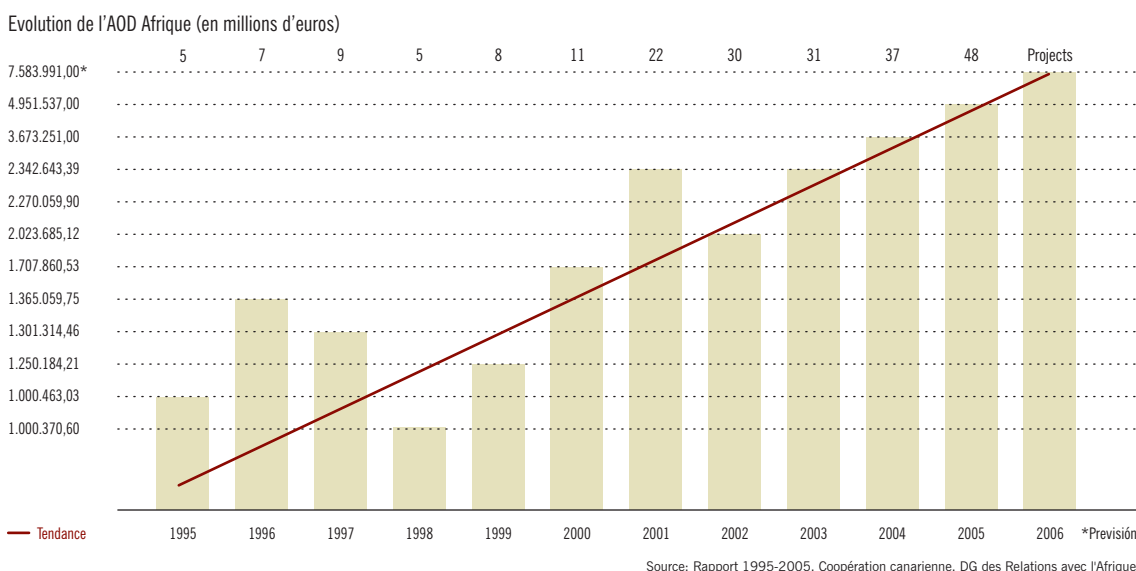
Source: Rapport 1995-2005. Coopération canarienne. DG des Relations avec l'Afrique.

le pourcentage de fonds publics destinés à la coopération à 0,2% et vise à atteindre 0,36% pour l'année 2008.

Jusqu'à présent, plus de la moitié du financement de la coopération canarienne, à savoir 55%, a été reçue par les pays prioritaires d'Amérique Latine, tandis que 42% ont été adressés aux pays africains. Les 3% restants ont été destinés à la sensibilisation de la population canarienne. Cependant, il convient de noter qu'en 2004, les fonds destinés aux projets de coopération en Afrique ont considérablement augmenté et représentaient 47% des fonds. L'engagement du Gouvernement des Canaries à augmenter l'allocation financière aux pays d'Afrique se fait palpable, surtout, au cours des dernières années (Graphique 5).



Graphique 5. Evolution de l'AOD canarienne en Afrique.



En termes géographiques, l'Afrique du Nord constitue la première destination de la dernière décennie, en recueillant plus de 70% de l'Aide officielle au développement (AOD) vers l'Afrique avec quelque 12,2 millions d'euros. La Mauritanie et le Maroc ainsi que l'aide humanitaire octroyée au peuple sahraoui arrivent en tête. L'Afrique subsaharienne représente 25% (4,2 millions d'euros), avec une grande part pour le Cap-Vert et le Sénégal. Au cours des dernières années, il est intéressant d'observer l'augmentation des projets financés qui se sont adressés à un ensemble de pays, tant d'Afrique du Nord que d'Afrique subsaharienne.

Au cours de la dernière décennie (1995-2005), les pays ayant le plus bénéficiés de cette aide sont la Mauritanie avec 67 projets (4,4 millions d'euros), le Cap-Vert avec 49 projets (3 millions d'euros) et le Sénégal avec 27 projets (1,5 millions d'euros). La plus grande partie de l'effort de coopération s'est concentrée sur ces trois pays du voisinage géographique direct, bien que l'aide humanitaire au peuple sahraoui ait été également importante avec un montant de 7,9 millions d'euros; en ce qui concerne le Maroc avec lequel la coopération a commencé en 2001, jusqu'à présent 9 projets ont été menés à bien pour un montant total d'un demi-million d'euros.

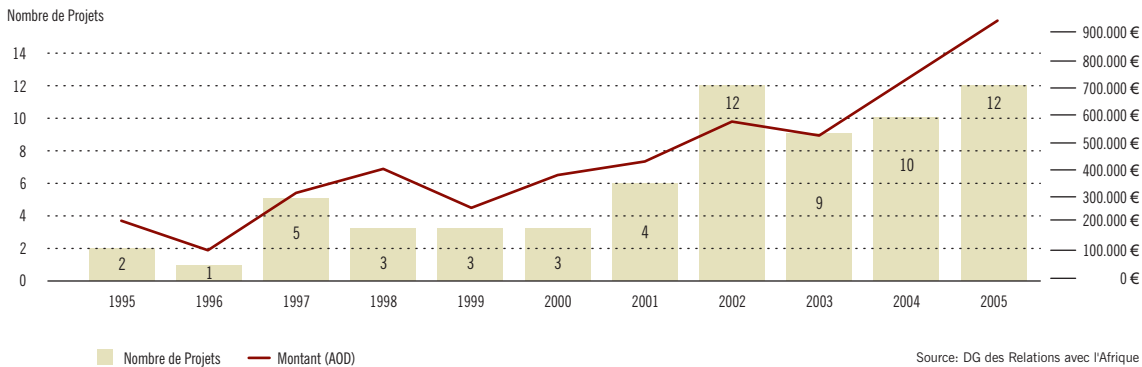
Selon les modalités d'exécution jusqu'en 2004, les projets de coopération au développement (55,6% de l'AOD totale pour l'Afrique) se détachent face à l'aide humanitaire (44,2%) et à la sensibilisation (0,2%). Ceux-ci, dans leur majorité (46,40%), sont mis en œuvre au moyen de subventions génériques ou indirectes par l'intermédiaire d'un appel à propositions public, 30,76% sont mis en œuvre au moyen de subventions directes et un remarquable 22,84% avec des subventions cofinancées par d'autres instances.

En matière sectorielle, 42,2% de l'AOD des Canaries vers l'Afrique ont été canalisés principalement vers les secteurs des infrastructures sociales et des services, surtout l'éducation et la santé, ainsi que l'aide humanitaire, avec 44,1%.

Viennent ensuite les domaines multisectoriels, avec 6,3%, les secteurs productifs, avec 4,1% et les infrastructures économiques et services connexes, avec 1,5%.

Les acteurs les plus importants dans la mise en œuvre de la coopération canarienne ont été jusqu'à présent des Organisations non gouvernementales (ONG) de toute sorte (l'Association canarienne des Amis du peuple sahraoui, Médecins du monde et la fondation canarienne Radio ECCA, entre autres) et des organismes publics (l'Association nationale des municipalités capverdiennes, l'Institut technologique des Canaries, la Croix rouge espagnole, etc.) tant canariens que des pays du voisinage. L'AECl souligne dans les modalités de coopération cofinancée qui ont été consolidées par

Graphique 6. Evolution de la coopération canarienne en Mauritanie.

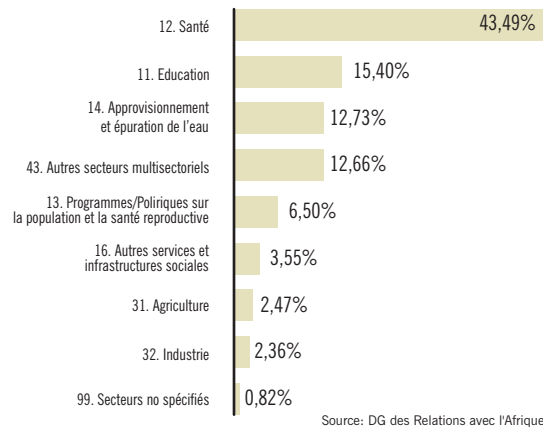


l'intermédiaire d'une convention-cadre de coopération, le Plan opérationnel, augmentant ainsi la capacité financière du Gouvernement des Canaries adressée à l'Afrique.

Dans le Plan directeur de la Coopération canarienne, des pays prioritaires sont définis parmi ceux du voisinage géographique direct, à savoir la Mauritanie, le Cap-Vert et le Sénégal.

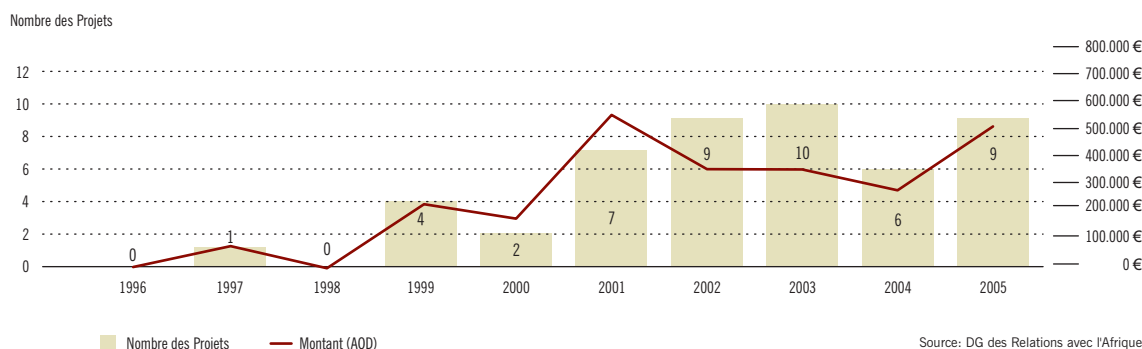
La Coopération canarienne a destiné presque 50% de l'AOD totale d'Afrique à la Mauritanie. Depuis 1995, le volume de l'AOD à ce pays voisin a suivi une tendance croissante. Ils se sont canalisés principalement vers le secteur des infrastructures sociales et des services (plus de 80% du financement), le sous-secteur de la santé prédominant avec 43,49%, suivi de l'éducation (15,40%) et de l'approvisionnement et l'épuration de l'eau (12,73%). Les domaines "multisectoriels" et les "secteurs productifs" suivent. Les

Graphique 7. Evolution de l'AOD des Canaries vers la Mauritanie par sous-secteurs 95-04.



ONG telles que Médecins du monde, Radio ECCA, Hydrater la Mauritanie, la Fondation santé et société sans frontières, Infirmières du monde et l'Institut technologique des Canaries (ITC) se distinguent dans ce contexte par leur activité dans le pays et canalisent presque 60% de l'aide canarienne.

Graphique 8. Evolution de la coopération canarienne au Cap-Vert.



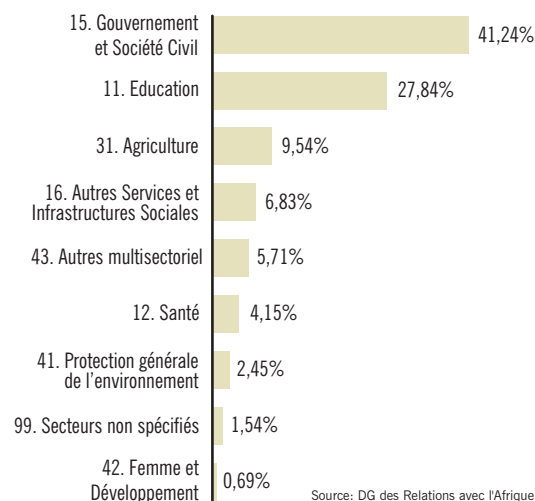
Un total de 2,45 millions d'euros a été destiné au Cap-Vert avec une tendance relativement croissante depuis 1995.

Ici, le sous-secteur Gouvernement et société civil (41% cumulé) et, dans une moindre mesure, les secteurs de l'éducation (27,8%), de l'agriculture (9,94%) et des infrastructures sociales et services connexes se distinguent. Les acteurs les plus importants sont l'Association nationale des municipalités capverdiennes, la Fondation canarienne Radio Ecca et la Fondation canarienne pour le développement social (FUNDESCAN) qui représentent 71% de l'aide financière.

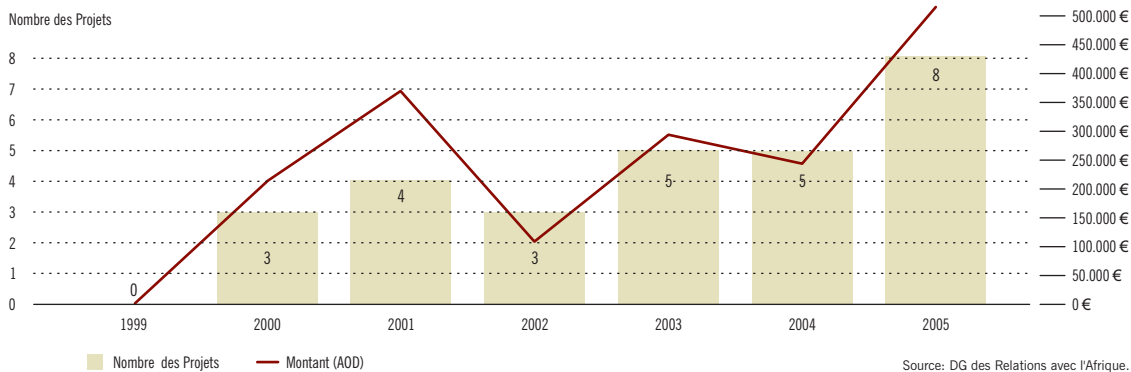
Depuis 1995, la coopération avec le Sénégal a connu une tendance à la hausse, et en particulier depuis l'an 2000. Une interruption s'est produite, mais après avoir repris, elle a atteint un volume cumulé de 1,5 millions d'euros à la fin 2004.

Principalement au Sénégal, la coopération a opéré dans le secteur des infrastructures sociales et services connexes (63,4% du total). Suivent le secteur Gouvernement et société civile et les projets multisectoriels. Dans une moindre mesure, on trouve des projets de coopération dans les "secteurs productifs". Quant aux acteurs concernés, il s'agit du Mouvement pour la paix, le désarmement et la liberté des Canaries, la Fondation CEAR, la Coopération canarienne et le Ministère de l'économie et des finances du Sénégal qui recueillent plus de 60% des flux de subventions.

Graphique 9. Evolution de l'AOD des Canaries vers le Cap-Vert par sous-secteur 95-04.



Graphique 10. Evolution de la coopération canarienne au Sénégal.

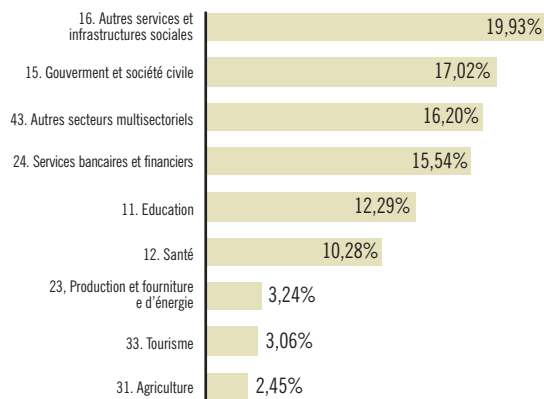


Leçons tirées.

Afin de consolider une stratégie de coopération entre la Macaronésie et les pays de l'environnement géographique, le Cap-Vert, la Mauritanie et le Sénégal, la Coopération canarienne, avec son expérience de dix ans de travail, veut souligner certains aspects. Il convient de noter que la coopération depuis les Canaries a reçu une impulsion importante avec le programme INTERREG III B. En plus des informations données ci-dessus, beaucoup de ces initiatives ont été développées par les institutions privées et publiques au cours des 4 dernières années avec les pays du voisinage, notamment le Cap-Vert, où ont été mis en œuvre plus de 30 projets portant sur des thèmes tels que l'aménagement et la planification du territoire, l'environnement, les universités et la formation professionnelle, entre autres, et le Maroc, avec lequel ont été réalisés 6 projets pour un montant de plus de 2 millions d'euros dans les domaines de la formation en espagnol, la formation professionnelle pour l'emploi, les universités, la recherche et le développement (R&D) et la planification du territoire. Bien que dans une moindre mesure, cela a également été le cas pour le Sénégal et la Mauritanie.

Priorité géographique. La priorité géographique de la Coopération canarienne repose sur trois piliers centraux: le domaine de la coopération, le domaine commercial et celui de l'exportation des services. La Mauritanie, le Sénégal et le Cap-Vert offrent un grand potentiel pour les Canaries, de même que les Canaries peuvent offrir un transfert d'expériences et de connaissances clés pour leur développement.

Graphique 11. Evolution de l'AOD des Canaries vers le Sénégal par sous-secteur 00-04.



Il sera également essentiel de développer des projets sous-régionaux ayant des intérêts communs. Il a été constaté que les expériences de coopération sous-régionale demandaient un effort économique et humain plus grand; néanmoins, le Plan d'action pour le grand voisinage pourrait offrir une opportunité pour multiplier les efforts réalisés jusqu'à présent. Un exemple le montre: les activités de formation professionnelle lancées dans le cadre des programmes de la coopération espagnole AZAHAR (environnement) et VITA (santé). La mise en place d'un centre d'excellence à Nouakchott en matière d'énergies renouvelables peut maintenant profiter aux pays du voisinage en favorisant une approche de coopération régionale. Le même exemple est valable pour le Cap-Vert où peut être établi le centre régional de formation au tourisme pour la zone.

Tenant compte des relations établies au cours des dernières années avec les pays indiqués et de la consolidation des flux migratoires dans cette zone, la coopération canarienne a décidé d'inclure également à partir de 2006 comme pays prioritaires de son action le Mali, la Gambie et la Guinée-Bissau.

Priorité sectorielle. L'expérience de la Coopération canarienne confirme que les secteurs dans lesquels existe un grand intérêt mutuel de travail conjoint sont:

- La santé: santé publique, formation de ressources humaines et gestion des hôpitaux.
- L'éducation: alphabétisation et formation des adultes.
- Le renforcement institutionnel: modernisation municipale, décentralisation administrative et formation de professionnels.
- L'environnement: développement durable et son lien avec le tourisme.
- Les énergies renouvelables et le dessalement des eaux.

Ainsi, le développement des réseaux d'infrastructures, de transport (maritime et aérien) et de communications joue un rôle déterminant pour le futur développement de la coopération Macaronésie-pays ACP.

A partir de sa propre expérience avec les pays voisins, la coopération canarienne donnera la priorité à un programme pour le grand voisinage, avec la participation active d'acteurs canariens, qui appuiera les domaines suivants: le renforcement des capacités des ressources humaines, de l'alphabétisation des adultes à la formation professionnelle pour l'emploi (tourisme, construction, élevage et agriculture); l'accès à l'eau potable; les soins de santé et les systèmes de santé locaux; les communications maritimes et aériennes; l'environnement et les énergies renouvelables, pour l'eau et

l'électricité; en fonction du pays, soutien des secteurs productifs: élevage, pêche, agriculture, etc.; le développement d'un tourisme tourné vers la nature et le désert; le renforcement institutionnel, la bonne gouvernance et la décentralisation; la coopération patronale et syndicale; la coopération universitaire; la coopération en matière de justice et de sécurité, en particulier en matière de contrôle des frontières et des flux migratoires, le développement du sport et de la culture.

Modalités d'exécution et de financement. Les modalités d'exécution par l'intermédiaire de subventions génériques ont été les plus utilisées. Une plus grande dotation des ressources financières sera nécessaire afin que la coopération entre les deux régions ait un réel impact. A cet effet, la collaboration entre divers acteurs, tels que l'AECI, la Coopération canarienne, l'UE et d'autres institutions de coopération améliorera les effets de toute stratégie quelle qu'elle soit.

Réseau d'acteurs. Il a été constaté que le réseau d'institutions impliquées dans les projets, tant d'ONG que d'instances et d'organismes publics et privés, était hautement important. La consolidation de ces réseaux peut être un élément à introduire comme axe dans la stratégie de coopération. Les acteurs locaux doivent également jouer un rôle clé, en particulier dans la composante d'échange d'expériences et de connaissances.

Programmation, suivi et évaluation. Il convient de souligner ici la nécessité de systématiser certaines expériences pour concevoir un processus systématique de programmation conjointe. Il faudrait mettre l'accent sur le suivi et l'évaluation des initiatives mises en œuvre pour rétroalimenter et améliorer la stratégie d'intervention.



Séminaire de RUPREV, Océan Indien.

3. LA COOPÉRATION EUROPÉENNE AVEC LES PAYS ACP.

La coopération entre la Communauté européenne (CE) et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (les pays ACP) s'articule autour de deux axes principaux: la **coopération économique et commerciale**, dont l'instrument fondamental est le régime de préférences commerciales pour les produits manufacturés et agricoles; de plus, des dispositions spécifiques ont été mises en place pour des produits comme les bananes, le riz ou le sucre; et la **coopération au développement** mise en œuvre à travers une approche sectorielle qui est programmée par l'intermédiaire de stratégies par pays, *Programmes Indicatifs Nationaux* (PIN) et par région, *Programmes Indicatifs Régionaux* (PIR).

Depuis 1975, les relations entre les pays ACP et l'UE ont été régies par les **Conventions de Lomé**, lorsque Lomé IV, dernière Convention de Lomé, a été signée en 1989 pour une durée de 10 ans. Actuellement, c'est l'**Accord de Cotonou** qui, depuis avril 2003, instaure une nouvelle approche avec les priorités de: renforcer la dimension politique du partenariat; assurer une nouvelle flexibilité; et accorder davantage de responsabilités aux Etats ACP. Des modifications ont été apportées au cadre commercial et la négociation de nouveaux accords de partenariat économique régional a débuté avec la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale) et la CEDEAO. Le système actuel restera en vigueur jusqu'à 2008 au plus tard.

Les principaux **instruments financiers et techniques** du partenariat sont le **Fonds européen de développement (FED)** et les ressources de la Banque européenne d'investissement (BEI), qui sont attribués sous diverses formes y compris de l'aide non remboursable et des prêts à capitaux risque.

Le partenariat instaure un réel **dialogue politique** responsable de sa mise en œuvre. Ce dialogue est fondé sur trois institutions principales: le Conseil des ministres, le Comité des ambassadeurs et l'Assemblée paritaire. En règle générale, la signature des conventions coïncidait avec la planification des Fonds européens de développement (FED) et étaient d'une durée minimale de 5 ans.

La République du Cap-Vert, la Mauritanie et le Sénégal font partie des 78 pays ACP signataires de l'accord. On dis-

tingue les Etats ACP les moins avancés (PMA), tels que le Cap-Vert et la Mauritanie qui bénéficient d'un traitement particulier par rapport au reste des Etats ACP, parmi lesquels le Sénégal. La nouvelle stratégie de l'UE pour l'Afrique "*Vers un pacte euro-africain pour accélérer le développement de l'Afrique*", figurant dans la **COM (2005) 489 (SEC (2005) 1255)**, souligne le soutien aux efforts du continent voisin dans son développement durable pour atteindre les Objectifs du millénaire.

Il s'agit d'un cadre global conçu pour guider les interactions entre l'UE et l'Afrique à tous les niveaux: les institutions panafricaines telles que le NEPAD et l'Union africaine, les organisations régionales et nationales. En **matière sectorielle**, les piliers centraux sont: la promotion de la paix, la sécurité et la bonne gouvernance; l'appui au commerce, l'intégration régionale et l'interconnectivité; et l'accès aux services sociaux (éducation, santé, l'eau et l'assainissement, l'emploi et la durabilité environnementale).

Des actions novatrices seront introduites à l'échelle continentale, telles qu'une initiative de gouvernance, un programme d'échange d'étudiants et une alliance d'infrastructure, et seront financées principalement par le 10^{ème} FED. Les documents de stratégie par pays et par région seront intégrés dans le processus de programmation avec des secteurs d'action prioritaires qui se trouvent dans: les objectifs communautaires définis pour l'Afrique et ses pays membres; une analyse du pays et/ ou de la région et son agenda de développement et seront coordonnées avec les politiques complémentaires des Etats européens membres.

Un autre élément clé est l'accent mis sur l'**efficacité** et l'**augmentation de l'aide** en termes financiers. La proposition mentionne un **Plan d'action pour l'efficacité de l'aide**, surtout pour l'Afrique subsaharienne, qui comprendra un atlas opérationnel et interactif des donateurs de l'UE, un accord sur l'harmonisation des feuilles de route nationales, l'adoption de documents de programmation conjointe et l'élaboration de procédures communes. L'UE souhaite en outre pousser à un **soutien budgétaire plus général et sectoriel**

pour contribuer aux Objectifs de développement du millénaire des Nations Unies.

La récente communication **COM(2006) 88** souligne l'importance de la méthode de programmation et propose un nouveau cadre commun de coopération extérieure pour l'élaboration des documents de stratégie par pays (DSP) et la programmation pluriannuelle commune. En tant que composante du plan pour améliorer l'efficacité de l'aide, elle se base sur deux étapes réalisées conjointement entre la CE et chaque pays partenaire: une étape d'analyse et une étape d'élaboration des documents de stratégie par pays. En outre, le document contient un modèle de format pour lesdits DSP et espère les réaliser progressivement pour toutes les régions géographiques, à commencer par les pays ACP.

En ce qui concerne l'augmentation du financement, le document propose une hausse substantielle qui permettra de disposer de près de 4 milliards d'euros annuellement pour l'Afrique subsaharienne au titre du cadre financier pluriannuel postérieur au 9^{ème} FED pour les pays ACP et d'autres lignes budgétaires thématiques et horizontales. Cela supposerait une aide supplémentaire, d'ici 2015, de 23 milliards d'euros/an pour le continent africain.

Lors de la révision de l'Accord de Cotonou, le 21 février 2005, le Conseil s'est engagé à maintenir son effort d'aide aux pays ACP au moins au niveau du 9^{ème} FED. La Communication appelle au maintien de la stratégie actuelle pour l'Afrique comme cadre de référence et, afin d'optimiser l'impact de l'aide, à continuer avec les programmes indicatifs nationaux, régionaux et intra-ACP, sur la base des principes de différenciation, de subsidiarité et de viabilité institutionnelle.

Pour l'Afrique du Nord, la PEV en général et l'exécution des plans d'action en particulier devraient être soutenues, à partir de 2007, par l'Instrument Européen pour le Voisinage et le Partenariat (IEVP), qui remplacera MEDA et d'autres instruments actuellement utilisés dans les pays voisins. La stratégie décrite dans le présent document appelle à stimuler la coopération et l'intégration régionales, interrégionales et panafricaines, en facilitant l'aide à la coopération entre les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. L'UE devrait veiller également à ce que les pays d'Afrique du Nord puissent participer aux initiatives interrégionales et panafricaines financées par le FED. L'IEPV

devrait aussi comporter des dispositions d'aide à la coopération entre les pays d'Afrique du Nord et leurs voisins subsahariens sur des questions d'intérêt commun, dont la migration.

Sur le Fonds Européen de Développement.

Bien que l'aide de l'UE aux pays ACP soit également financée à travers des fonds provenant du budget communautaire, le FED est l'instrument principal à la coopération au développement des Etats ACP ainsi qu'aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Le FED, pour sa part, du fait qu'il s'agisse d'un fonds financé par les Etats membres, n'est pas régi par le règlement financier général, mais il est soumis à ses propres règles financières (établies dans l'Accord de Cotonou) et est dirigé par un comité spécifique. Toutefois, la CE joue un rôle clé dans la gestion des FED. Depuis la conclusion de la première convention de partenariat en 1964, les cycles des FED suivent, en général, ceux des accords/ conventions de partenariat.

Le FED est composé de plusieurs instruments, notamment l'aide non remboursable, les capitaux à risque et les prêts au secteur privé. Le 9^{ème} FED, qui arrive à échéance le 31 décembre 2007, est doté d'une somme de 13,5 milliards d'euros pour une période de cinq ans et, avec les reliquats qui s'élèvent à plus de 9,9 milliards d'euros, les thèmes centraux tels que l'intégration économique et l'appui au commerce; le transport; la sécurité alimentaire; la santé; la prévention des conflits; la facilité de coopération technique; les petites infrastructures; l'environnement et la recherche ont été soutenus.

En 2003, la Commission prônait l'intégration au budget de l'UE de l'aide accordée aux pays ACP ainsi qu'aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM) dans le cadre du FED [**COM(2003) 590 final**]. Une intégration totale de la coopération avec les pays ACP impliquerait une budgétisation du FED dans le cadre financier pluriannuel de l'UE et servirait de base à la planification budgétaire après 2006. Les principaux arguments de la CE en faveur de cette intégration du FED résident dans les domaines politique et technique et visent, entre autres, à: renforcer le contrôle public de cette aide; accroître sa transparence, son efficacité et son efficacité, en réduisant la dépendance de l'aide des contributions volontaires, rendre l'aide plus flexible et adaptable aux réalités du terrain; et augmenter la légitimité politique.

Néanmoins, récemment une proposition du Conseil européen [COM(2006) 132] relative au Conseil des ministres ACP-CE qui fait référence au cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 a mis en évidence la décision du Conseil de décembre 2005 d'adopter le 10^{ème} FED à partir du 1^{er} janvier 2008, avec une somme globale de 22,682 milliards d'euros qu'il est recommandé de répartir comme suit: 18,940 milliards d'euros pour les programmes indicatifs nationaux et régionaux; 2,242 milliards d'euros pour la coopération intra-ACP et inter-régionale; et une somme de 1,5 milliard d'euros pour la facilité d'investissement. Malgré cela, il est confirmé que la clause de caducité sera compatible avec une éventuelle inscription ultérieure; elle permettra en outre une éventuelle augmentation de la contribution des Etats membres et sera suffisamment flexible pour permettre d'autres adaptations après la révision du budget en 2008-2009.

La Communication COM(2004) 626 final relative aux instruments consacrés à l'aide extérieure dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013 déjà mentionnée propose un instrument de financement de la coopération au développement et de la coopération économique. Cet instrument constituera le principal canalisateur d'aide aux pays en voie de développement et il englobera la coopération bilatérale et régionale de même que les lignes thématiques.

La Communication de la CE COM(2004) 629 final qui propose un nouvel instrument de financement de la coopération au développement et de la coopération économique s'inscrit dans ce contexte. Elle prévoit les lignes directrices pour la programmation qui se fera par l'intermédiaire des documents de stratégie par pays et des programmes indicatifs pluriannuels, sur cinq ans, en plus des programmes de stratégie thématiques.⁷ L'un des objectifs principaux est de simplifier les instruments européens de coopération externe. Du point de vue des RUP, la possibilité ouverte par la CE dans le cadre des dotations financières indicatives pluriannuelles

allouées pour renforcer la coopération entre les RUP et les pays et régions voisins est mise en avant.

Dans ce sens, il est intéressant de souligner les communications relatives à la stratégie de l'UE pour les Caraïbes qui pourraient fournir des orientations pour le processus entre la Macaronésie et les pays de son voisinage. Le document COM(2006) 86 final sur le partenariat UE-Caraïbes pour la croissance, la stabilité et le développement souligne l'importance des efforts qui vont être réalisés pour articuler et coordonner le FEDER et le FED dans le cadre de l'objectif de "coopération territoriale" entre les DOM français et les pays ACP de leur voisinage. Par conséquent, dans le cadre de cet objectif de coopération territoriale, des fonds spécifiques seront affectés depuis le FEDER, de même qu'un financement sera affecté depuis le FED.

Dans tous les cas, pour l'articulation de la coopération transnationale européenne avec l'aide des pays ACP dans le cadre du PAGV, il sera essentiel de revoir les leçons tirées et les expériences acquises avec le financement du FED. Cela enrichira et facilitera le processus de coordination, tant au niveau communautaire qu'au niveau régional.

Stratégie de coopération UE-Cap-Vert.

En tant qu'un des principaux donateurs de la coopération au Cap-Vert, l'UE souligne dans une présentation des expériences de coopération, que la carence en eau est l'un des principaux obstacles au développement. D'un côté, il affecte négativement les conditions de vie de la population la plus pauvre et, de l'autre, il freine le développement économique.

La programmation de la coopération UE-Cap-Vert est présentée dans le Document de Stratégie de Coopération et le Programme Indicatif National (PIN) pour la Période 2001-2007. La stratégie communautaire poursuit deux objectifs généraux: la réduction et l'éradication de la pauvreté et la garantie d'une croissance économique soutenue et durable. Les objectifs spécifiques formulés se divisent en trois domaines d'intervention:

- Améliorer les conditions d'accès à l'eau potable de la population et particulièrement des plus pauvres.
- Améliorer l'environnement et les conditions sanitaires des populations.

7. En janvier 2006, la CE a annoncé la réduction du nombre de ses programmes thématiques de coopération externe de 15 à 7 afin d'augmenter leur efficacité et leur efficacité. A partir de 2007, les secteurs comprendront: les droits de l'homme et la démocratie, l'investissement sur les personnes, la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, y compris l'énergie et la sécurité alimentaire, les acteurs non gouvernementaux et les autorités locales, la migration et l'asile, et la coopération avec les pays industrialisés.

- Créer un environnement de base propice au développement économique et à l'investissement privé en réalisant des infrastructures essentielles à la production de biens et services.

La stratégie d'intervention repose sur: le développement des infrastructures de base en eau potable et en assainissement pour contribuer de façon déterminante à la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration de la santé et à la croissance économique; la prise en compte de certaines préoccupations transversales telles que le renforcement des capacités de gestion des administrations et des instruments de gouvernance, l'appui à la décentralisation et au partenariat avec le secteur privé; et la prise en compte des problèmes environnementaux et sociaux spécifiques, tels que la condition des femmes, le développement du capital humain dès l'enfance.

Le PIN, financé par le 9^{ème} FED, dispose de ressources s'élevant à 32 millions d'euros. 7,1 millions d'euros additionnels pourront être mobilisés comme des appuis supplémentaires dans les cas d'urgence, comme en cas de chocs exogènes. A titre indicatif, 25 millions d'euros seront réservés au secteur de concentration de l'assainissement, pour la réalisation d'infrastructures pour la distribution et l'accès à l'eau, d'assainissement, d'évacuation et de traitement des eaux usées; d'actions de renforcement institutionnel au niveau des municipalités; d'actions visant l'amélioration de la gestion des déchets solides; d'activités visant à promouvoir l'appropriation par les bénéficiaires de l'usage des modèles participatifs de gestion et de distribution de l'eau et des déchets.



Ilha de Boavista.

L'intervention se concentre principalement sur toutes les municipalités et leurs zones urbaines, lesquelles bénéficieront d'infrastructures de distribution et d'assainissement. Les actions seront menées en coordination avec les acteurs existants et tiendront compte des divers instruments de coopération présents au Cap-Vert.

Stratégie de coopération UE-Mauritanie.

La coopération UE-Mauritanie est financée principalement par le FED, bien qu'elle comprenne également les accords de pêche. Le **Document de Stratégie de Coopération et le Programme Indicatif National (PIN) pour la Période 2001-2007 en Mauritanie** rapporte que la Communauté a collaboré avec la Mauritanie au moyen de presque tous les instruments financiers disponibles pour les pays ACP (programmation nationale et régionale, ajustement structurel, initiative PPT, lignes budgétaires de bonne gouvernance, ONG, réfugiés, sécurité alimentaire, environnement et aide humanitaire, entre autres) faisant ainsi preuve d'une capacité d'absorption relativement bonne. En tant que deuxième donateur principal du pays (l'UE représente 18% de l'aide totale), la stratégie financée principalement par le FED donne la priorité à deux secteurs: les transports; le renforcement institutionnel et la création de capacités dans la société civile et dans les administrations publiques.

Le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté en Mauritanie, approuvé en 2001 par les institutions de Bretton Woods, oriente la coopération internationale. Il souligne la faiblesse du marché interne et le manque d'accès aux services sociaux de base, ainsi qu'un manque crucial d'infrastructures de transport qui limitent tant l'activité économique entre les zones urbaines et rurales que la production et l'accès aux ressources sociales. Par conséquent, l'investissement prioritaire dans les transports est considéré comme un investissement économique et social.

L'intervention dans le secteur des transports vise à: améliorer l'intégration du territoire national et l'interconnexion des marchés, en favorisant la réduction de la pauvreté en milieu rural; développer les échanges entre les centres urbains; réduire les coûts des facteurs de production; améliorer l'accès aux services sociaux, notamment pour les femmes; améliorer

la sécurité alimentaire; et contribuer à une intégration régionale effective avec les pays de la CEDEAO et l'Union du Maghreb Arabe.

L'axe de renforcement institutionnel et de création de capacités s'inscrit dans l'objectif communautaire qui vise à contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, en promouvant les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Les actions dans ce domaines visent à: renforcer l'efficacité de l'action publique et des activités en matière de lutte contre la pauvreté; soutenir la société civile en tant qu'acteur important de la vie économique, politique et sociale du pays. Le soutien institutionnel est également orienté pour accompagner les programmes d'ajustement structurel.

A titre indicatif, le PIN affecte 104 millions d'euros (9^{ème} FED) pour les composantes de la stratégie à long terme, à savoir, les transports (85%), le renforcement institutionnel et la création de capacités (10%) et les autres secteurs (5%). Pour la période jusqu'en 2007, 45 millions d'euros provenant des reliquats du 8^{ème} FED sont affectés à un programme en cours de préparation et à un contingent en cas de chocs exogènes.

Stratégie de coopération UE-Sénégal.

Un bilan de la situation politique, économique et sociale du Sénégal identifie les principaux obstacles au développement: une croissance économique qui ne permet pas une répartition égalitaire des richesses; une administration et des infrastructures publiques affaiblies institutionnellement; des résultats insuffisants dans les stratégies de développement en dépit d'un volume important de l'aide publique extérieure; une réduction drastique de l'investissement public dans les secteurs sociaux; un manque d'infrastructures internes et une intégration régionale faible; une urbanisation croissante sans infrastructures d'assainissement adéquates; et la condition des femmes dans le pays. Conformément à ces éléments, l'objectif global fixé dans le **Document de Stratégie de Coopération et le Programme Indicatif National (PIN) pour la Période 2001-2007** est d'appuyer les efforts entrepris par le gouvernement du Sénégal en vue de la réduction de la pauvreté d'une manière durable à travers une croissance soutenue et équitablement répartie, une bonne

gouvernance, avec l'implication des acteurs non-étatiques, d'une intégration régionale et d'une intégration progressive dans l'économie mondiale.

La stratégie de coopération UE-Sénégal concentrera les ressources dans les domaines suivants:

- **La bonne gouvernance politique, économique et sociale**, en particulier une gestion transparente, un bon fonctionnement de la justice et des institutions publiques, la décentralisation, le renforcement des capacités des acteurs non-étatiques, l'égalité des chances, ainsi que la mise en place d'outils d'information et de gestion économique et sociale.
- **Les infrastructures de transports favorisant l'intégration régionale**, dont les objectifs visés sont: d'accroître l'efficacité des infrastructures et des services de transport d'intégration régionale, avec un accent particulier sur les réseaux transfrontaliers en vue de désenclaver le Sénégal par rapport aux espaces économiques de l'UEMOA et de la CEDEAO; de favoriser les échanges et l'intégration commerciale; et de préparer la sous-région à la perspective d'un APE avec l'UE.
- **Les infrastructures d'assainissement** qui visent à améliorer la qualité de l'environnement et la santé des populations, en particulier des plus pauvres.

Le 9^{ème} FED affecte un montant total de 178 millions d'euros pour la stratégie; 203 millions d'euros si l'on ajoute les reliquats des FED antérieurs. Ils se répartissent de la façon suivante: Bonne gouvernance politique, économique et sociale (35 millions d'euros, dont 10 millions d'euros pour le soutien aux acteurs non-étatiques), Infrastructures d'intégration régionale: transports routiers (70 millions d'euros), Infrastructures d'assainissement (30 millions d'euros), Appui macroéconomique (53 millions d'euros) et Autres programmes (15 millions d'euros).

La coopération de l'UE avec l'Afrique de l'Ouest.

Le programme indicatif régional (PIR) de la Commission européenne pour l'Afrique de l'Ouest présenté dans le **Document de Stratégie de Coopération Régionale pour la Période 2002-2007** comprend un groupe de 16 pays d'Afrique subsaharienne, dans lequel se trouvent le Cap-Vert, la Mauritanie et le Sénégal. Son objectif global est de contri-

buer à la réduction de la pauvreté à travers la croissance économique de la région par le renforcement de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest.

Des leçons tirées de l'expérience communautaire avec la région, il ressort: la nécessité de renforcer un mécanisme de concertation et de convergence pour assurer l'intégration; la faiblesse institutionnelle et technique de la CEDEAO; le manque d'outils d'aide à la décision; la faible visibilité des institutions régionales au niveau des citoyens et de la société civile; la nécessité pour les organisations régionales de se préparer pour les négociations internationales avec l'OMC et les APE; la faible implication des opérateurs économiques dans le processus de prise de décisions communautaires et les nombreuses entraves aux échanges, aux transports et à l'accès à l'information. D'une manière générale, il convient de noter l'énorme hétérogénéité de la sous-région sur les plans économique et politique.

Par conséquent, le PIR a centré son intervention sur deux grands secteurs prioritaires: l'intégration économique et l'appui au commerce, dont l'objectif est l'intégration progressive de l'Afrique de l'Ouest dans l'économie mondiale par la consolidation de l'espace économique régional, et les transports, avec l'amélioration du réseau de transport régional en réduisant les coûts des facteurs de production et

en facilitant la libre circulation des personnes et des marchandises.

Ainsi et de façon complémentaire, des actions seront menées dans les domaines suivants: l'appui à une politique régionale de prévention des conflits et de bonne gouvernance; l'appui au développement humain; la sécurité alimentaire; et le suivi et la gestion du PIR.

En termes financiers, le 9^{ème} FED affecte un montant total de 235 millions d'euros, dont 118 millions d'euros, à savoir près de 50%, vont au secteur de l'intégration régionale et l'appui au commerce, 82 millions d'euros, 32%, au secteur des transports, et 35 millions d'euros au reste des secteurs complémentaires.

Les deux institutions centrales mandatées pour la mise en œuvre du PIR sont la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire pour ouest-africaine (UEMOA), en raison de leur caractère supranational. Par conséquent, elles endossent la responsabilité de la définition des projets, de leur approbation et de leur exécution, et elles participent à leur coordination et à leur suivi en étroite collaboration avec les représentations de la CE dans les pays. Dans certains cas, le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse en Afrique sub-saharienne (CILSS) joue également un rôle clé.



3 Défis Stratégiques et Opérationnels pour Améliorer la Coopération entre la Macaronésie et les Pays ACP

ORGANISATION DE LA TRANSITION.

1. Sensibiliser les acteurs de la CE, les délégations, les RUP et les pays ACP (par exemple, inclure le Plan d'action pour le grand voisinage dans: les stratégies de coopération au développement/ commerce pour l'Afrique et dans la programmation du 10^{ème} FED; la programmation du FEDER pour la période 2007-2013).
2. Définition du processus de transition (similitudes avec les politiques de voisinage).
3. Déterminer les acteurs et les compétences (DG Regio, DG Dev, AIDCO, délégations CE) en ce qui concerne la conception du Plan d'action pour le grand voisinage.
4. Définition du calendrier, document de planification avec des objectifs définis (2007 pour Interreg, 2008 pour la programmation nationale/ régionale pour les pays ACP).
5. Leçons tirées de: (1) Interreg IIIB MAC; (2) la coordination TACIS/Cards/Phare-Interreg.
6. Mise à jour du processus de stratégie de coopération UE-Caraïbes (DOM français-pays ACP).

PLANIFICATION/ PROGRAMMATION.

1. Définir les outils de programmation (Documents de stratégie de grand voisinage/ Plan d'action pour le grand voisinage en fonction du PIR).
2. Cadre établi par la CE pour une coopération éventuelle MAC-ACP.
3. Formulation des domaines d'intérêt commun entre MAC (Canaries, Madère et Açores) et Cap-Vert/ Mauritanie/ Sénégal/ CEDEAO pour le Plan d'action pour le grand voisinage.
4. Leçons tirées: (1) d'Interreg IIIB MAC et (2) du processus d'articulation TACIS/Cards/Phare-Interreg.
5. Déterminer les complémentarités avec le processus de négociation des APE (Mise à jour sur l'état d'avancement des négociations avec la CEDEAO).
6. Méthodologie de programmation pour la mise en œuvre du plan d'action pour le grand voisinage (calendrier, objectifs, acteurs).

MISE EN ŒUVRE ET GESTION.

1. Identifier la structure de gestion interne et attribuer les compétences futures (rôle d'autorité de gestion et d'autorité de paiement du programme Interreg).
2. Identifier la structure de gestion externe et attribuer les compétences futures. (Unité de coordination des programmes, autorité contractante dans le pays voisin).
3. Identifier les structures communes (Comité commun de sélection des projets, Comité commun de surveillance).
4. Eclaircir le rôle des Etats membres, des gouvernements régionaux et locaux.
5. Introduire les spécificités du règlement du FED.
6. Revoir les nouvelles particularités dans le cadre de la nouvelle politique de cohésion pour le futur financement du FEDER dans le domaine de la coopération transnationale.
7. Définir l'affectation budgétaire potentielle par l'intermédiaire du FEDER et du FED.
8. Débattre de la situation dans la discussion "budgétisation du FED contre un 10^{ème} FED".
9. Ebaucher un processus de mise en œuvre du programme et des projets (en identifiant les similitudes avec les programmes TACIS/MEDA ou Phare-Interreg).
10. Structurer une "feuille de route" comprenant le calendrier et les étapes suivantes.

SUIVI.

1. Débattre des règles de surveillance et d'évaluation.
2. Définir les besoins potentiels de publicité et d'information.
3. Identifier les besoins potentiels d'assistance technique.

4 Conclusions

L'appartenance à l'UE et la proximité des pays tiers représentent une caractéristique distinctive des sept Régions Ultrapériphériques de l'UE, qui ont introduit parmi les priorités de leur stratégie commune de développement l'intégration avec les pays voisins concernés, chacune dans sa zone géographique concernée: l'océan Atlantique, la mer des Caraïbes, et l'océan indien. La nécessité de faciliter cette intégration en faveur de l'ensemble de la région a été une demande ferme des RUP dans les dix dernières années.

La communication de la Commission européenne, "Un partenariat renforcé pour les régions ultrapériphériques" du mois de mai 2004⁸, identifie également comme objectif prioritaire la nécessité de consolider les liens économiques, sociaux, et culturels des régions ultrapériphériques avec les territoires voisins, en élargissant leur espace naturel d'influence et en réduisant les barrières limitant les possibilités d'échanges entre les deux.

Les régions ultrapériphériques d'Açores, de Canaries, et de Madère constituent, avec les îles de Cap-Vert, la région biogéographique nommée Macaronesia, située dans l'océan Atlantique, éloignée du continent européen mais proche des pays côtiers du Nord-Ouest de l'Afrique.

Les pays tiers voisins de ces trois régions sont tous des pays ACP⁹, avec lesquels il y a une ligne de coopération déjà initiée, notamment avec les îles de Cap-Vert, la Mauritanie, et le Sénégal, qui convient d'approfondir et d'élargir à d'autres pays de la zone concernée.

Conformément à la stratégie définie par la Commission, l'intégration régionale des RUP et des pays ACP voisins serait faite selon le Plan d'Action de Grand Voisinage comprenant deux types d'interventions : les mesures de politique commerciale et douanière, dont les Accords de Partenariat Economique entre l'UE et les pays ACP, et les programmes de coopération transnationale et transfrontalière.

Les Accords de Partenariat Economique permettraient d'établir, d'ici à la fin de 2007, une coopération économi-

que et commerciale renforcée, y compris les zones de libre commerce, entre les pays ACP et l'UE. Les régions ultrapériphériques de la Macaronesia sont en particulier concernées par l'Accord de Partenariat entre l'UE et la région de l'Afrique occidentale (ECOWAS + la Mauritanie)¹⁰ étant donné qu'elles sont les plus proches géographiquement et qu'il y a avec certains d'entre eux une ligne de coopération déjà initiée à renforcer et à encourager.

La Commission européenne a invité les RUP à définir d'une manière précise leurs intérêts concernant les échanges commerciaux régionaux en vue de leur prise en compte dans les négociations des Accords de Partenariat. Les Îles Canaries ont déjà initié les travaux nécessaires pour l'identification de ces intérêts à partir d'une approche de complémentarité, d'une perspective d'analyse des chances/risques. Les conclusions obtenues seraient soumises à la Commission européenne afin de définir la position à défendre dans les négociations.

Les programmes de coopération transnationale et transfrontalière entre les RUP et les pays ACP voisins seraient des éléments de base concernant la concrétisation et l'articulation du Plan d'Action de Grand Voisinage. Ces programmes sont encadrés dans le nouvel objectif de coopération territoriale européenne de la politique de cohésion réformée.

Les programmes de coopération entre les RUP de la Macaronesia — Açores, Canaries, et Madère — et les pays ACP de leur zone géographique pourraient être financés par l'allocation du FEDER à la coopération transnationale accordée à ces régions. Une meilleure articulation avec le Fonds européen de développement (FED) attribuée aux pays ACP concernés pourrait également contribuer à renforcer la coopération dans cette région sur base de l'identification d'intérêts communs.

La prochaine période 2007-2013 disposerait donc d'un nouveau programme de coopération transnationale Açores-Canaries-Madère qui pourrait comprendre la coopération entre ces RUP et les pays ACP voisins, et permettrait de

8. COM (2004) 343 final, du 26 mai 2004.

9. A l'exception du Maroc.

10. ECOWAS regroupe Bénin, Burkina-Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, et Togo.

continuer et d'améliorer les actions déjà réalisées dans la période actuelle.

La mise en œuvre de ce programme pose des défis et des difficultés qui ont besoin d'une solution urgente si l'on veut atteindre d'une manière efficace l'objectif d'intégration régionale poursuivi.

Le financement des projets de coopération pose des difficultés liées à l'inexistence de règles communes régissant et coordonnant l'intervention commune de deux instruments financiers différents, le FEDER et le FED¹¹. A ce titre, il conviendrait de développer des solutions pratiques permettant l'articulation des deux fonds.

Ainsi, la proposition du règlement du FEDER présentée par la Commission¹² prévoit au paragraphe 3 de l'article 22 la possibilité de destiner au maximum 10% de la contribution du FEDER à financer les dépenses réalisées sur le territoire des pays qui n'appartiennent pas à l'UE, pourvu que cela soit en faveur des régions de la Communauté. La réserve de 10% du programme de coopération Açores-Canaries-Madère pour les actions de coopération avec les pays voisins permettrait d'assurer l'existence de financement par la Communauté. Parallèlement, une réserve dans le FED à attribuer au financement des projets de coopération avec les RUP serait sans doute un premier pas en avant pour le développement de projets communs. Elle serait d'ailleurs une mesure complètement cohérente avec l'importance accordée par la Commission à l'objectif de développement d'échanges économiques, sociaux, et culturels entre ces régions.

Par ailleurs, une coordination FED-FEDER aurait besoin d'un effort accru de débat entre les deux parties, ainsi que d'une appropriation accrue par les pays tiers des chances de coopération avec les RUP, qui devraient être entrepris dès que possible afin d'identifier les objectifs et les actions d'intérêt commun. La programmation du 10ème FED et du FEDER, en cours de réalisation, est l'occasion idéale pour l'identification des priorités communes qui peuvent être traduites par des projets conjoints.

Les priorités thématiques de la coopération RUP Macaronesia/ACP devraient être cohérentes avec les stratégies de développement définies au niveau régional, national, et communautaire. D'une manière non exhaustive, la coopération pourrait comprendre des domaines tels que l'intégration des marchés, les interconnexions de transport, le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, la migration, les échanges d'expériences.

Les lignes directrices retenues pour la réalisation et la gestion d'autres programmes de coopération territoriale, en particulier les programmes futurs de l'instrument de voisinage, peuvent être illustrantes, notamment en ce qui concerne les structures de gestion, le contenu des programmes, et les types de projets.

Une intégration efficace des RUP et des pays ACP voisins nécessite d'une implication active par les autorités régionales et locales tels que protagonistes de leur propre développement. La participation des acteurs privés, des entreprises, et de la société civile devrait être activement encouragée.

Les régions d'Açores, de Canaries, et de Madère, de même que leurs pays voisins du Nord-Ouest de l'Afrique, réaffirment leur intérêt à travailler ensemble en faveur de la consolidation des liens sociaux, économiques, et culturels entre eux, en utilisant tous les moyens et les instruments disponibles, notamment ceux liés à la politique de communautaire de développement régional et de coopération extérieure. Le Cap-Vert attache un intérêt tout particulier au développement d'un partenariat renforcé avec l'UE, notamment au moyen d'une coopération étroite avec les RUP. La Mauritanie et le Sénégal attachent leur intérêt à une meilleure connaissance des défis et des chances de l'initiative de grand voisinage.

La Commission européenne réaffirme son intention de contribuer activement à l'intégration régionale des RUP et de leurs pays tiers voisins, au moyen du plan d'action de grand voisinage, en coordonnant les différentes politiques et les différents services opérant dans cet objectif, et en établissant les mesures particulières qui deviennent nécessaires. La Commission considère qu'un travail de partenariat entre les RUP et les pays de l'environnement géographique est nécessaire en vue d'encourager ce processus. La programmation du FEDER et du 10ème FED implique une opportunité en vue de développer le plan d'action de grand voisinage.

11. Contrairement à ce qui est prévu par la politique de voisinage, qui disposerait d'un instrument financier unique, l'instrument de voisinage et de partenariat, pour le financement des programmes de coopération entre l'UE et les pays tiers bénéficiaires de cette politique.

12. COM (2004) 495 finale, du 14.7.2004.

5 Références

- **Traité instituant la CE (Article 299.2)** Journal Officiel n° 325 du 24 décembre 2002.
- **SEC (2004) 1030.** Document de travail des services de la Commission annexe à la Communication de la Commission sur un partenariat renforcé pour les régions ultrapériphériques: bilan et perspectives. Communication de la Commission du 26 mai 2004.
- **COM (2004) 343.** Un partenariat renforcé pour les régions ultrapériphériques. Communication de la Commission, du 6 août 2004, “Un partenariat renforcé pour les régions ultrapériphériques: bilan et perspectives”. Communication de la Commission du 26 mai 2004 [COM (2004) 543 final].
- **Stratégie de Lisbonne et de Göteborg.** *COM (2005) 24:* Travaillons ensemble pour la croissance et l’emploi. Un nouvel élan pour la stratégie de Lisbonne; *COM (2005) 330:* Actions communes pour la croissance et l’emploi: le programme communautaire de Lisbonne; *COM(2001) 264:* Développement durable en Europe pour un monde meilleur: stratégie de l’Union européenne en faveur du développement durable. Proposition de la Commission en vue du Conseil européen de Göteborg.
- **COM (2004) 107.** Communication de la Commission du 18 février 2004, “ Un nouveau partenariat pour la cohésion: convergence, compétitivité, coopération”, Troisième rapport sur la cohésion économique et sociale.
- **Inforegio (2004):** La cohésion depuis le virage décisif de 2007. Fiche de synthèse 2004.
- **COM (2005) 192.** Communication de la Commission. Troisième rapport d’étape sur la cohésion: vers un nouveau partenariat pour la croissance, l’emploi et la cohésion. Bruxelles, le 17.5.2005.
- **COM (2004) 492.** Proposition de règlement du Conseil, du 14 juillet 2004, portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion.
- **COM (2004) 495.** Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil, du 14 juillet 2004, relatif au Fonds européen de développement régional.
- **COM (2004) 496.** Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l’Institution d’un groupe-ment européen de coopération transfrontalière (GECT), Bruxelles, le 14.7.2004.
- **SEC (2005) 1459.** Document de travail sur les aspects relatifs au commerce et au développement dans les négociations sur les Accords de partenariat économique avec les pays ACP, le 9.11.2005.
- **Accord de Cotonou.** Accord de partenariat entre les Etats d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 [2000/483/CE: COM 483.]
- **COM (2003) 393.** Communication de la Commission. Jeter les bases d’un nouvel instrument de voisinage. Bruxelles, le 1.7.2003.
- **COM (2003) 104.** Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen: “L’Europe élargie-voisinage: un nouveau cadre pour nos relations avec nos voisins de l’Est et du Sud”, Bruxelles, le 11.3.2003.
- **COM (2004) 373.** Communication de la Commission. Politique européenne de voisinage. Document d’orientation {SEC(2004) 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570}. Bruxelles, le 12.5.2004.
- **COM (2004) 626.** Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative aux instruments consacrés à l’aide extérieure dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013. 29.9.2004.
- **COM (2004) 627.** Proposition de règlement du Conseil établissant un instrument d’aide de préadhésion (IAP). Présentée par la Commission le 29.9.2004.
- **COM (2004) 628.** Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant dispositions générales concernant la création d’un instrument européen de voisinage et de partenariat. Présentée par la Commission, Bruxelles, le 29.9.2004.
- **COM (2004) 629.** Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement d’un instrument de financement de la coopération au développement

et de la coopération économique. Présentée par la Commission, Bruxelles, le 29.9.2004

- **COM (2004) 630.** Proposition de règlement du Conseil instituant un instrument de stabilité. Présentée par la Commission, Bruxelles, le 29.9.2004
- **COM (2005) 489.** Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen. La stratégie de l'UE pour l'Afrique: vers un pacte euro-africain pour accélérer le développement de l'Afrique. SEC (2005) 1255. 12/10/2005.
- **COM (2003) 590.** Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen intitulée: "Vers une pleine intégration de la coopération avec les pays ACP dans le budget de l'UE".
- **COM (2006) 132.** Décision du Conseil relative à la position à adopter par la Communauté au sein du Conseil des ministres ACP-CE concernant le cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 et les modifications à insérer dans l'accord révisant l'accord de partenariat

entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé à Luxembourg le 25 juin 2005 (présentée par la Commission).

- **Politique régionale de la CE (2001).** Manuel pour la coordination du financement Tacis et Interreg. Communauté européenne, 2001.
- **COM (2006) 86.** Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen. Partenariat UE-Caraïbes pour la croissance, la stabilité et le développement. {SEC(2006) 268}. 2.3.2006.
- **COM (2006) 88.** Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen intitulée: "Renforcer l'impact européen: un cadre commun pour l'élaboration des documents de stratégie par pays et la programmation pluriannuelle commune". 2.3.2006



Piton des Neiges.

6 Abréviations

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique.
APE	Accords de partenariat économique.
CARDS	Programme d'assistance communautaire à la reconstruction, au développement et à la stabilisation des Balkans occidentaux.
CE	Commission européenne.
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.
CILSS	Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel.
DU	Départements français d'outre-mer.
ECOWAS	Comunidad Económica de los Estados de África del Oeste.
FED	Fonds européen de développement.
FEDER	Fonds européen de développement régional.
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
FSE	Fonds social européen.
GECT	Groupement européen de coopération transfrontalière.
IEVP	Instrument européen de voisinage et de partenariat.
IFOP	Instrument financier d'orientation de la pêche.
ISPA	Instrument pour les politiques structurelles de pré-adhésion.
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.
OMC	Organisation mondiale du commerce.
PAGV	Plan d'action pour le grand voisinage.
PHARE	Programme d'aide communautaire aux pays d'Europe centrale et orientale.
PIN	Programme indicatif national.
PIR	Programme indicatif régional.
POSEI	Programmes d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité.
R&DT	Recherche et développement technologique.
RUP	Régions ultrapériphériques.
TACIS	Programme d'assistance technique à la Communauté des Etats indépendants et à la Mongolie.
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine.

7 Annexes

ANNEXE 1. POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE ET AUTRES MESURES COMMUNAUTAIRES DE SOUTIEN AUX RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES.

Avant 2004, la coopération transnationale et transfrontalière de l'UE avec les pays tiers fonctionnait avec un financement et des procédures différentes des deux côtés de la frontière communautaire. Cela compliquait sensiblement son articulation entre les Etats membres et les pays voisins au Sud et à l'Est de l'UE, ainsi que l'exécution des projets. C'était également le cas pour les programmes européens de coopération extérieure existants à cette époque, Phare pour la coopération transfrontalière (pays candidats), TACIS (nouveaux états indépendants), CARDS (Balkans occidentaux), MEDA (Méditerranée orientale et méridionale) et l'initiative communautaire INTERREG, financée par le FEDER.

La Communication **COM(2003) 104** de la Commission au Conseil et au Parlement européen de mars 2003 a exprimé la volonté politique de promouvoir un nouveau cadre pour les relations avec les voisins de l'Est et du Sud de l'Europe. Ensuite, la Communication **COM(2004) 373** qui contient la stratégie pour la politique européenne de voisinage a été élaborée. Elle définit les bases de ce que l'on entendait par voisinage global et ses piliers: la stabilité, la sécurité et le bien-être, en plus d'ébaucher ce qui deviendrait le futur instrument de voisinage. Elle renferme une analyse du contenu et des procédures que devait inclure l'initiative. La Communication **COM(2003) 393** "Jeter les bases d'un nouvel instrument de voisinage" avec les pays voisins de l'Est (Russie, Ukraine, Moldavie, Biélorussie) et du Sud de l'Europe (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie et Autorité palestinienne) résume les orientations de la réforme de la coopération dans le cadre de la politique de voisinage.

Il s'agit d'une "feuille de route" qui comporte deux phases: la phase de transition 2004-2006 pendant laquelle un travail a été effectué sur la coordination des différents instruments financiers dans le cadre juridique déjà existant en essayant, de façon pragmatique et dynamique, d'améliorer les procédures alors applicables et d'accroître l'efficacité et la transparence de la coopération; et la deuxième phase,

2007-2013, pendant laquelle un seul instrument financier, l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IVEP), sera utilisé après évaluation des questions juridiques et budgétaires pertinentes.

La Communication **COM (2004) 626** relative aux instruments consacrés à l'aide extérieure dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013 définit les quatre instruments principaux qui configureront le cadre financier: un instrument d'aide de pré-adhésion [**COM (2004) 627**], destiné aux pays candidats et candidats potentiels; un instrument de voisinage [**COM (2004) 628**]; un instrument de coopération au développement et de coopération économique [**COM(2004) 629**]; et un instrument de stabilité [**COM(2004) 630**], qui s'appliquera à tous les pays et territoires tiers.

Les objectifs du nouvel instrument de voisinage seront: de favoriser l'intégration économique et d'approfondir la coopération politique entre l'UE et les pays voisins; et de saisir les possibilités et de relever les défis résultant de la proximité géographique de façon conjointe, tout en simplifiant les structures et les procédures de gestion des programmes communs. Plus loin, l'instrument de voisinage entend simplifier la structure et les procédures; allouer les ressources en fonction des résultats; améliorer le dialogue avec les autres donateurs et les pays tiers.

La Communication **COM (2004) 628** contient la proposition portant dispositions générales concernant la création d'un instrument européen de voisinage et de partenariat. Cet instrument remplacera les instruments financiers de coopération extérieure actuels de l'UE, TACIS et MEDA. Parmi les RUP, seule la Communauté autonome des Canaries pourra en bénéficier du fait qu'elle est la seule à avoir une frontière extérieure maritime située à moins de 100 km de l'un des pays définis dans le voisinage, le Maroc. Trois types de programmes seront financés: le programme de coopération transfrontalière, associant des régions d'Etats membres et de pays partenaires ayant une frontière commune; les pro-

grammes nationaux/ multinationaux et régionaux, définis bilatéralement avec chaque pays voisin; et les programmes thématiques, qui poursuivront des objectifs globaux de grand intérêt et à l'échelle de tous les pays du voisinage.

Le Règlement de l'instrument financier de voisinage et de partenariat jette les bases d'utilisation de cet instrument. L'éligibilité s'étendra à toutes les frontières terrestres et maritimes extérieures de l'UE avec un pays du voisinage. Les routes maritimes et les bassins maritimes seront considérés comme des frontières maritimes. La répartition se fera en fonction de la population des zones/ régions des deux côtés de la frontière.

En ce qui concerne la gestion, les pays bénéficiaires doivent proposer à la Commission un programme conjoint qui doit se baser sur les principes de la programmation pluriannuelle, en partenariat et en cofinancement, et renvoyer aux orientations stratégiques approuvées par la Commission. Il doit être accompagné d'une Convention de financement signée par la Commission et le Coordinateur national des aides/ l'Ordonnateur national des paiements du pays voisin. Les pays participants sont responsables conjointement de l'élaboration et de la gestion des programmes au travers d'une Autorité de gestion conjointe qui est implantée dans le pays membre, soutenue par un Secrétariat technique conjoint et accompagnée par un Comité de suivi conjoint.

Parmi les projets conjoints qui peuvent être exécutés, on trouve: les projets intégrés, avec des partenaires des deux côtés de la frontière qui contribuent avec des éléments différents à un même projet; les projets symétriques, avec des partenaires qui réalisent des activités similaires des deux côtés de la frontière; et les projets simples, qui sont réalisés d'un seul côté de la frontière mais qui profitent aux deux parties.

Autres mesures communautaires.

En dehors de la politique de cohésion, d'autres instruments mis en œuvre dans le cadre des politiques communautaires peuvent également contribuer à la stratégie de développement des RUP. Ces instruments sont liés à la compétitivité, à la croissance et aux contraintes spécifiques des RUP. Bien qu'ils ne fassent pas partie du PAGV, il sera important de les prendre en compte pour exploiter les synergies et développer leur effet multiplicateur de façon articulée. Ces mesures sont destinées à s'attaquer au problème des surcoûts de production qui ont des conséquences sur la plupart des secteurs productifs de biens et de services dans les RUP. Par conséquent, pour faire face au manque de diversification et à la faiblesse des économies à créer des emplois, la CE propose des actions dans le domaine: du développement du capital humain; du développement des services d'intérêt général, pour pallier les conséquences de l'absence d'une réelle concurrence entre les acteurs économiques publics ou privés; de l'innovation, la société de l'information et la recherche et le développement technologique; et de l'environnement. Les spécificités territoriales des RUP doivent aussi être prises en compte dans le cadre de la révision des lignes directrices pour les aides d'Etat à finalité régionale.

De même, la CE propose de recourir aux instruments qui existent déjà dans le domaine du transport aérien et du transport maritime pour améliorer l'accessibilité, en prenant en compte les liaisons qui relient les RUP au continent européen, les RUP entre elles et les liaisons à l'intérieur des RUP. Dans le domaine agricole (Fonds de développement rural), des mesures spécifiques comme le POSEI (réforme du règlement en cours) ou le régime applicable aux secteurs du sucre et de la banane et dans le domaine de la pêche (futur Fonds européen pour la pêche) ont été prises.

ANNEXE 2. EXPÉRIENCES ET LEÇONS TIRÉES DE LA COOPÉRATION TERRITORIALE DANS LA TRANSITION VERS UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE.

Dans la transition vers la politique de voisinage de l'UE, des efforts ont été entrepris pour articuler les projets Interreg financés par le FEDER avec des programmes de coopération extérieure de l'UE tels que TACIS, PHARE, MEDA, entre autres.

PHARE CBC a été le premier programme à promouvoir l'articulation avec les pays candidats, maintenant déjà membres, par l'intermédiaire de structures de gestion conjointes et de programmation conjointe impliquant les autorités locales et régionales. Le fonctionnement de TACIS est similaire quant à son processus de coordination, lequel a été un processus d'apprentissage, tant pour les acteurs nationaux et régionaux des pays récepteurs que pour l'UE elle-même. En ce qui concerne MEDA, il existe encore peu d'expériences, cependant, plus loin, certains des thèmes principaux qui ont été abordés dans ce contexte sont soulignés. Les leçons tirées dans ce cadre seront d'une grande utilité pour l'articulation éventuelle entre les instruments financiers que sont le FEDER et le FED, dont la nature et la réglementation sont différentes.

Organisation de la Transition.

Phase de transition: partage des procédures et séparation des budgets (au sein de l'UE-pays voisin).

Planification-Programmation.

- Programmation et sélection des domaines thématiques prioritaires (défis communs). Il est plus complexe de définir des thèmes de coopération avec les pays qui ne partagent pas de frontière directe avec l'UE, comme cela a été le cas avec certains pays du bassin méditerranéen.
- Documents de stratégie de voisinage et plans d'action.
- Documents de stratégie (voisinage) et Programmes indicatifs nationaux.
- Appropriation des acteurs avec un accent particulier sur les pays voisins.

Mise en œuvre.

- Structure de gestion. Rôle des gouvernements nationaux par rapport aux instances régionales et/ ou locales. Il

sera important de promouvoir la création de réseaux impliquant les différents acteurs sur la base d'un échange d'informations fluide, notamment en ce qui concerne les règles et les procédures.

- Comité de sélection des projets et Secrétariat technique commun. Le fait que les équipes connaissent très bien la région va être un facteur déterminant.
- Unités nationales de coopération. Elles sont un acteur essentiel qui soutient la coopération entre les différents niveaux de l'administration publique; elles favorisent l'efficacité des initiatives de coopération par l'intermédiaire du développement de réseaux et de l'échange d'informations. De plus, en tant qu'agents de coordination, elles contribuent à l'articulation avec les autres donateurs, les autorités nationales, etc. Toutefois, il leur a parfois manqué des compétences décisionnaires.
- Gestion financière: contrats et paiements. Ils ont été maintenus séparés pendant la première phase, c'est-à-dire, ceux d'Interreg, d'une part, et ceux du programme de coopération transfrontalière, d'autre part.
- Conventions de financement.
- Participation, communication et information. Il sera important que tous les types d'acteurs puissent participer, notamment les acteurs locaux et régionaux. Dans le cas contraire, le programme de voisinage pourrait être lésé. Le rôle des instances nationales doit aussi être assumé de façon adéquate. L'échange d'informations et la transparence entre les différents niveaux sont essentiels pour garantir la participation de tous les acteurs.
- Société civile, gouvernements locaux, ONG, acteurs économiques, universités.

Suivi.

Ce paragraphe des leçons tirées va être complété par les contributions des rapporteurs qui partageront leur expérience du point de vue de la DG Relex, des délégations de l'UE dans un pays récepteur et d'un Secrétariat technique commun d'Interreg. Le transfert de connaissances et d'expériences sera essentiel pour la future articulation FEDER-FED.

PROYECTOS
RUPplus

RUPREV

**El Futuro de la Cooperación entre
la Macaronesia y los países ACP de
su Entorno: Potencial y Retos**

MAYO 2006





1 La Estrategia de la Comisión Europea para Estrechar las Relaciones con las Regiones Ultraperiféricas

1. LAS RUP EN LA UE.

BREVE INTRODUCCIÓN.

En junio de 2002, el Consejo Europeo celebrado en Sevilla invitó a la Comisión Europea (CE) a elaborar una estrategia global a favor de las Regiones Ultraperiféricas (RUP) con el fin de profundizar en la aplicación del apartado 2 del artículo 299 del Tratado CE, relativo al estatuto específico de las mismas. En él se resalta la necesidad de adoptar medidas especiales para su desarrollo socioeconómico en el marco de la Unión Europea (UE).

La UE cuenta con siete RUP: la Comunidad Autónoma de Canarias (España); las Regiones Autónomas de Azores y Madeira (Portugal), y los cuatro Departamentos franceses de Ultramar: Guadalupe, Guayana, Martinica y Reunión. Las siete regiones comprenden veinticinco islas, más Guayana, y tienen una población total de unos 4 millones de habitantes.

Sus particularidades están relacionadas con los factores de lejanía, insularidad, reducida superficie, relieve y clima adversos, y una dependencia económica de un reducido número de productos que dificultan un desarrollo convergente y su integración en la UE.

Al reconocer estas condiciones, causa de su aislamiento y fragilidad socioeconómica, la UE facilita un trato diferente a las RUP basado en los principios de igualdad y proporcionalidad.

La Comunicación de la Comisión “Estrechar la Asociación con las Regiones Ultraperiféricas”, adoptada el 26 de mayo de 2004 [COM (2004) 343], ha ido acompañada por un informe [SEC (2004) 1030] que refleja la situación actual de las RUP en el marco de la UE. Analiza el impacto de los instrumentos financieros de la política de cohesión europea (Fondos Estructurales, Fondo de Cohesión, Créditos del Banco Europeo de Inversiones, Ayudas de Estado), de instrumentos de apoyo en otras políticas comunitarias (fiscalidad, transporte, energía, I+D+i, comercio y cooperación regional, inmigración, medio ambiente, política empresarial, agricultura y pesca)

formulando recomendaciones para el diseño de una estrategia de desarrollo para las Regiones Ultraperiféricas.

Dentro del grupo de las RUP, a pesar de que existen similitudes en cuanto a los factores que limitan su desarrollo, el impacto de los instrumentos europeos en términos de convergencia muestra diferencias según regiones. Mientras algunas han alcanzado o superado el 75% de la media de la renta per cápita europea como Canarias (89%) y Madeira (89,6%), o avanzado sustancialmente, como Martinica (68%), Azores y los Departamentos franceses de Ultramar apenas alcanzan la mitad de la media europea, situándose entre las diez regiones menos prósperas (cifras UE 25 2002). A excepción de Canarias, que ha logrado disminuir el desempleo del 24 al 11%, éste muestra cifras por encima de la media europea, superando el 20% en los DOM franceses (25-30%) y Martinica (23%).

En el informe SEC (2004) 1030 se realiza un balance de las medidas específicas orientadas a favorecer y compensar las particularidades de las RUP, especialmente aquéllas cofinanciadas con los fondos estructurales. Asimismo, se analizan las perspectivas de dicha estrategia, y se destaca el doble reto para el desarrollo de las RUP en el marco económico globalizado. Por un lado, su integración en los mercados internos de la UE y, por el otro, su integración regional con los países de su entorno geográfico, en este caso, los países de África, Caribe y Pacífico (ACP).

Con ello, en la **COM(2004) 343** se define una estrategia de intervención futura con tres ejes prioritarios orientados a:

- 1º Fomentar la accesibilidad y compensar los demás condicionantes propios de las RUP, especialmente aquéllos vinculados a la lejanía.
- 2º Mejorar las condiciones generales de competitividad de sus economías, favoreciendo un entorno que atraiga al sector empresarial, considerando la estrategia de Lisboa y Gotemburgo.
- 3º Favorecer la integración regional y la cooperación entre las RUP y los Estados terceros vecinos para ampliar el espacio de intercambios socioeconómicos y culturales con el entorno geográfico.

El Cuadro 1 muestra los ejes de intervención y cómo éstos se traducen en medidas específicas orientadas a las RUP.

Cuadro 1. Estrategia para Estrechar la Asociación con las RUP.

EJES	INTERVENCIONES
EJE 1: Reducir los efectos de la falta de accesibilidad y de los otros obstáculos específicos de las RUP.	Programa específico RUP. Medidas de apoyo al sector agrícola y de la pesca.
EJE 2: Mejorar la competitividad de las economías locales.	Acciones en el ámbito de empleo, I+DT, Innovación, TIC y Servicios de Interés General <i>Mainstream</i> de la política de cohesión.
EJE 3: Mejorar la inserción regional de las RUP en su entorno geográfico vecino.	Plan de Acción de Gran Vecindad.

Fuente: Presentación DG Regio (C. Aldehuelo), Guadalupe 2004.

La Comisión propone aplicar estas prioridades a través de los Instrumentos Financieros de Política de Cohesión Económica y Social, así como en el marco de las Otras Políticas Comunitarias. Dentro de la reforma de la política de cohesión económica y social, la CE menciona el Programa Específico de Compensación de los Condicionantes, financiado en el periodo 2007-2013 por el Fondo Europeo de Desarrollo Regional (FEDER), cuyo objetivo es reducir las desventajas específicas que afectan a la economía de estas regiones.

Por su parte, el objetivo de mejorar la integración regional de las RUP, se articulará a través de un Plan de Acción para la Gran Vecindad que persigue ampliar el espacio natural de influencia socioeconómica y cultural de estas regiones, abarcando medidas de carácter comercial, aduanero y en el ámbito de la cooperación transnacional y transfronteriza.

2. LAS RUP EN EL MARCO DE LA NUEVA POLÍTICA DE COHESIÓN 2007-2013.

En el Consejo Europeo realizado en diciembre de 2005 se aprobaron las Perspectivas Financieras para el periodo 2007-2013 que han sido ratificadas por el Parlamento Europeo. En julio de 2004, la CE adoptó sus propuestas legislativas para reformar la política de cohesión, cuya aprobación por el Parlamento Europeo está prevista antes del mes de julio de 2007.

Con un volumen de 308.041 millones de euros, un tercio del presupuesto comunitario, la reforma pretende promover acciones estructurales que converjan hacia las orientaciones

estratégicas de la UE definidas en Lisboa y Gotemburgo; centrarse en las regiones menos favorecidas y que su ejecución sea más descentralizada con mecanismos simplificados, transparentes y eficaces.

Las intervenciones estructurales se concentraron a partir del 1 de enero de 2007 en tres grandes objetivos, CONVERGENCIA, COMPETITIVIDAD y COOPERACIÓN TERRITORIAL. Asimismo, el número de fondos estructurales se limita a tres, FEDER, FSE y Fondo de Cohesión, frente a los seis actuales (FEDER, FSE, Fondo de Cohesión, FEOGA-Garantía y FEOGA-Orientación, IFOP). Sus características principales se muestran en la Tabla 1.

Para ello, se han elaborado las siguientes propuestas: un Reglamento general que establece las disposiciones comunes para las tres fuentes de financiación de las acciones estructurales 2007-2013 **COM (2004) 492**; otro Reglamento para el Fondo Europeo de Desarrollo Regional (FEDER) **COM(2004) 495**, el Fondo Social Europeo (FSE) **COM(2004) 493** y el Fondo de Cohesión **COM(2004) 494** y un último Reglamento nuevo que permite la creación de una estructura transfronteriza de cooperación **COM(2004) 496**.

Tabla 1. Política de cohesión 2007-2013.

Programas e Instrumentos	Subvencionabilidad	Prioridades	Dotaciones
Objetivo Convergencia: <i>Acelerar la convergencia económica de las regiones menos desarrolladas. Las RUP se beneficiarán, dependan o no del objetivo de convergencia, de una financiación específica del FEDER para su integración en el mercado interior y que se tenga en cuenta sus restricciones específicas.</i>			81,5 % (251.163 millones de euros) RUP: 35 euros/habitante/año
Programas regionales y nacionales	Regiones con un PIB/hab. < 75 % de la media UE-25.	<ul style="list-style-type: none"> • Innovación • Medio Ambiente • Prevención de riesgos • Accesibilidad • Infraestructuras • Recursos Humanos • Capacidad Administrativa 	
FEDER FSE	Efecto estadístico: regiones con un PIB/hab. < 75 % en EU-15 y > 75 % en UE-25.		
Fondo de Cohesión	Estados miembros con una RNB/hab. < 90 % de la media UE-25.	<ul style="list-style-type: none"> • Transporte (RTE) • Transporte Sostenible • Medio Ambiente • Energías Renovables 	
Objetivo Competitividad Regional y Empleo: <i>Fortalecer la competitividad y favorecer adaptabilidad de trabajadores, empresas y el desarrollo de mercados de trabajo orientados a la integración social</i>			15,9%(49.127 millones de euros)
Programas regionales (FEDER) y programas nacionales (FSE)	Los Estados miembros proponen una lista de regiones (NUTS 1 o NUTS 2).	<ul style="list-style-type: none"> • Innovación • Medio Ambiente • Prevención de riesgos • Accesibilidad • Estrategia Europea de Empleo 	78,98 % = 38.742 millones de euros
	<i>Phasing-in</i> regiones cubiertas por el objetivo 1 entre 2000- 2006, no cubiertas por objetivo Convergencia.		21,02% = 10.385 millones de euros
Objetivo Cooperación Territorial Europea: <i>Intensificar la cooperación transfronteriza, la cooperación a escala de zonas transnacionales, redes de cooperación y de intercambio de experiencias</i>			2,5% (7.750 millones de euros)
Programas y redes transfronterizas y transnacionales (FEDER)	Regiones fronterizas y grandes regiones de cooperación transnacional.	<ul style="list-style-type: none"> • Innovación • Medio Ambiente • Prevención de riesgos • Accesibilidad • Cultura, Educación 	73,85% transfronterizo 12,12% IEVP 21,0 % transnacional 5,15 % redes

Fuente: La cohesión a partir del cambio decisivo de 2007. Ficha de síntesis 2004. Inforegio y actualización.

En el marco de las propuestas de los nuevos reglamentos para la futura política de cohesión, las Regiones Ultraperiféricas van a poder optar a los Objetivos de Convergencia, de Competitividad Regional y Empleo y, además, serán beneficiarias de la Cooperación Territorial Europea.

Este último componente es el más interesante de los tres en el contexto de este documento, que tiene como fin perfilar el potencial y los retos que se van a abrir para la cooperación entre las RUP, específicamente, la zona de Macaronesia (Canarias, Madeira y Azores) y los países de África, Caribe y Pacífico (ACP) de su entorno geográfico.

El nuevo objetivo de cooperación territorial europea, inspirado en la experiencia del Programa de Iniciativa Comunitaria (PIC) INTERREG, persigue intensificar la cooperación en tres dimensiones: la Cooperación Transfronteriza, a través de programas conjuntos; la Cooperación a Escala de Zonas Transnacionales y la Cooperación Interregional en el conjunto de la UE. Globalmente, se espera que este ob-

jetivo favorezca un desarrollo equilibrado y sostenible del territorio europeo.

La Cooperación Transfronteriza se dirigirá a las regiones situadas en las fronteras terrestres interiores y algunas terrestres exteriores, al igual que a lo largo de las fronteras marítimas. Contribuirán a financiar los programas transfronterizos, el Instrumento Europeo de Vecindad y Cooperación (IEVP) y el Instrumento de Pre-adhesión (IPA), que sustituyen a los actuales programas europeos de cooperación TACIS, MEDA, CARDS, ISPA y SAPARD. Existirá una lista de regiones transfronterizas¹ y de las zonas de cooperación transnacional subvencionables. El subcomponente de redes e intercambios será aplicable a todo el territorio de la UE.

1. En este sentido, de la Macaronesia, la única región que entraría como subvencionable en el marco de la Política de Vecindad, es la Comunidad Autónoma de Canarias por tener frontera marítima con Marruecos, país vecino de la UE y estar ubicada a menos de 100 km de sus costas.

La distribución de los recursos que se señala en la Tabla 1, resalta que de los 7.750 millones de euros que se destinarán para este componente, más de la mitad (73,85%) se canalizará a través de Cooperación Transfronteriza, de ese porcentaje un 12,12% será mediante el Instrumento de Vecindad y Cooperación y del Instrumento de Preadhesión. El resto, un 21 %, se utilizará para la Cooperación Transnacional. Tan sólo un 5,15 % quedará para promover redes europeas de cooperación e intercambio.

En cada eje prioritario de los programas operativos, la participación de los fondos en el gasto público representará como mínimo el 20%. La programación tendrá especialmente en cuenta la especificidad territorial de las RUP y con ello lo más relevante serán los siguientes límites de: 50% para la nueva asignación complementaria del FEDER (compensación por los costes adicionales), y el 85% para los programas operativos de acuerdo a las prioridades de convergencia y de competitividad regional y empleo. Para el componente de Cooperación, la tasa de cofinanciación pasaría a ser del 75%, en lugar del 85%, implicando mayor cofinanciación nacional pero también, con la intención de fomentar que haya más proyectos [COM (2004) 343; Inforegio (2004)].

En la propuesta de Reglamento del FEDER, los programas de cooperación territorial, donde se incluye la especificidad territorial de las RUP, harán hincapié en (COM(2004) 495):

- La realización de actividades económicas y sociales transfronterizas, a través de estrategias comunes de desarrollo territorial sostenible mediante fomento del espíritu empresarial y, en especial, la expansión de las PYME's, el turismo, la cultura, y el comercio transfronterizo.
- El impulso de la protección y la gestión conjunta del medio ambiente.
- En la reducción del aislamiento, mediante la mejora del acceso a las redes y los servicios de transporte, información y comunicación, a los sistemas hídricos, energéticos y de gestión de residuos transfronterizos.
- El estímulo de la colaboración, el desarrollo de capacidad y la utilización conjunta de infraestructuras, especialmente en sectores tales como la sanidad, la cultura y la educación.
- En la instauración y desarrollo de la cooperación transnacional, incluida la cooperación bilateral entre regiones

marítimas, por medio de la financiación de redes y de actuaciones que propicien un desarrollo territorial integrado en:

- Gestión de los recursos hídricos que posean una clara dimensión transnacional.
- Mejora de la accesibilidad, tanto con redes transfronterizas y transeuropeas, como el acceso local, regional y nacional y fomento de TIC.
- Prevención de riesgos (seguridad marítima, protección frente a las inundaciones, contaminación de aguas, erosión, terremotos y aludes).
- Creación de redes científicas y tecnológicas en relación con temas conexos al desarrollo equilibrado de las zonas transnacionales (I+DT).
- Potenciación de la eficacia de la política regional a través de la cooperación interregional a escala de todo el territorio de la UE.

La estrategia para estrechar la asociación con las RUP [COM (2004) 343] se enmarca dentro de la reforma de la política de cohesión europea para el periodo 2007-2013. El tercer informe sobre la Cohesión Económica y Social de la Comisión Europea de febrero de 2004, que recoge las prioridades de la CE para dicho periodo, señala que las RUP reúnen los requisitos contemplados en cada uno de los tres objetivos.

Ambos documentos subrayan el establecimiento de un programa específico de Compensación de los Costes Adicionales que equilibre las desventajas y dificultades a que se enfrentan las RUP. Se financiará con el FEDER, y los objetivos del programa se enfocarán a mejorar el déficit de accesibilidad debido a la lejanía, la fragmentación y el relieve del territorio de estas Regiones Ultraperiféricas, la reducida dimensión del mercado regional, las rupturas de cargas y la ausencia o insuficiencia de diversificación económica, los condicionantes medioambientales y climáticos, y la conservación de la biodiversidad.

La reforma de la política de cohesión plantea otros retos relacionados directamente con la gestión de los programas a tener en cuenta en una futura estrategia de cooperación con terceros países. Se plantea una estrategia con programación plurianual, involucrando en diferentes niveles un enfoque de cofinanciación fomentando, con mayor énfasis, la eficacia

y calidad de las intervenciones. Existen algunos elementos innovadores a distinguir: el enfoque más estratégico encuadrado en las orientaciones comunitarias y los nuevos marcos de referencia nacionales, la metodología de trabajo más descentralizada que fomente la participación activa de Estados miembros, regiones y organismos de aplicación, por una parte, y la Comisión, por otra; y la gestión financiera simplificada (pagos según prioridades, contribución comunitaria según gasto público y subvencionabilidad, en gran parte de acuerdo a criterios nacionales).

Por último, existe una interesante Propuesta de Reglamento para las agrupaciones europeas de cooperación transfronteriza, las AECT **COM (2004) 496** que permitirán la creación de organismos dotados de personalidad jurídica. Harán las veces de marco para la aplicación de programas del objetivo "Cooperación", tomando como base un convenio acordado por las administraciones nacionales, regionales y locales u otros entes públicos que constituyan los miembros de dichas agrupaciones. Con estatutos propios, órganos y normas presupuestarias, ejecutará las tareas que le hayan sido encomendadas por sus miembros, de conformidad con el convenio. Será un elemento a considerar en los próximos programas de cooperación territorial europea.

3. EL PLAN DE ACCIÓN DE GRAN VECINDAD.

El Plan de Acción de Gran Vecindad (PAGV) es un conjunto de acciones destinadas a promover y reforzar las relaciones entre las RUP y sus países vecinos que incluyen acciones de cooperación territorial y otras medidas de ámbito comercial y aduanero. Como pilar central para mejorar la asociación de las RUP a la UE [**COM (2004) 343**], el PAGV facilitará la cooperación económica, social y cultural entre éstas y los países de su entorno geográfico vecino, en especial, con los países de África, Caribe y Pacífico (ACP), partes del Acuerdo de Cotonú. Es importante resaltar que no se trata de un instrumento financiero específico, sino de una iniciativa de la Comisión dirigida a mejorar la coordinación de los esfuerzos desplegados por la Comunidad en el conjunto de las políticas desarrolladas

en torno a la cooperación de las RUP y los países de su entorno geográfico.

Cuadro 2. Contenido del Plan de Acción de Gran Vecindad.

Componente comercial
<ul style="list-style-type: none"> • Intercambios comerciales y medidas aduaneras preferenciales UE-países ACP • Sectores: bienes, servicios, comercio, propiedad intelectual, medidas sanitarias y fitosanitarias.
Componente de cooperación regional
<ul style="list-style-type: none"> • Objetivo "cooperación" de la política de cohesión reformada: Cooperación transnacional y transfronteriza. • Otras políticas: RELEX, medio ambiente, pesca, transporte, I+DT, nuevas tecnologías.

Fuente: Presentación DG Regio (C. Aldehuelo), Guadalupe 2004.

El objetivo central del PAGC es ampliar el espacio natural de influencia socioeconómica y cultural de estas regiones (incluidas las cuestiones relativas a la emigración), reduciendo las barreras que limitan las posibilidades de intercambio con el centro geográfico de éstas, especialmente con los países ACP. Se pretende promover los intercambios de bienes, servicios y desplazamiento de personas de forma coherente, facilitando también los intercambios de experiencias.

El Plan de Acción de Gran Vecindad se articulará en torno a dos ejes principales (Cuadro 2):

Medidas de Política Comercial y Aduanera.

La contribución de la política comercial a este plan de acción se basa en iniciativas relacionadas con intercambios comerciales y medidas aduaneras, centradas en la necesidad de mejorar la integración de las RUP en la economía regional. Se prevén medidas aplicables en el ámbito de políticas comerciales y aduaneras, derechos de propiedad intelectual y medidas sanitarias y fitosanitarias.

Especial mención merecen los Acuerdos de Partenariado Económico (APE), también conocidos como Acuerdos de Asociación Económica, actualmente en proceso de negociación. Se establecerán, de aquí a finales de 2007 y supondrán la base de una cooperación económica y comercial reforzada, incluidas zonas de libre comercio entre los países ACP (agrupados en bloques comerciales)² y la UE, compatibles con las normas de la OMC.

2. Existen cinco áreas definidas como bloques comerciales, África Occidental, África del Sureste, África Central, África del Sur, Caribe y Pacífico.

La UE persigue fortalecer los procesos de integración económica de los Estados ACP para promover su desarrollo sostenible y es, en este marco, donde la Comisión quiere vincular la participación de las RUP. Se subraya la importancia de orientarse hacia una consideración específica de las RUP en las negociaciones. Por tanto, la CE espera que, partiendo de la complementariedad económica entre las RUP y los ACP, definan sus intereses de manera precisa en cada RUP, incluyendo los sectores y tipos de intercambio que consideren prioritarios. También se les abre la posibilidad de participar en los acuerdos preferenciales suscritos por la UE con otros terceros países [SEC (2005) 1459; COM (2004) 343].

Para la región de Macaronesia (Canarias, Madeira y Azores), el bloque de países de África Occidental, es decir, los 15 países de la Comunidad Económica de los Estados del África Occidental, la CEDEAO, (ECOWAS en inglés)³ y Mauritania es la región de referencia para las negociaciones. El punto central de éstas, durante 2005, fue la integración económica regional. Se establecieron cinco equipos técnicos temáticos: mercados regionales (unión aduanera, facilitación de intercambios, área de libre comercio), normas técnicas y sanitarias; servicios e inversión, otros aspectos relacionados con el comercio y el análisis de sectores productivos. A finales de 2005 se concluyó la primera fase de trabajo sobre las cuestiones relacionadas con el comercio de bienes (unión aduanera, facilitación comercial, normas técnicas y sanitarias) y se constataron algunos avances en los ámbitos de servicios, derechos de propiedad intelectual, reglas de competencia e inversión, e impacto sobre los sectores productivos. Se debatieron algunos preparativos sobre la vinculación de los APE con la cooperación al desarrollo. Desde 2006 se continúa con los trabajos de la segunda fase de negociaciones que permitirá tener una primera versión de los acuerdos y preparar las negociaciones de acceso al mercado. En la actualidad, se ha adoptado una estructura de trabajo configurada por tres equipos técnicos.

Dado el interés de la CE por vincular el comercio a la cooperación al desarrollo, la articulación de las negociaciones

de los APE y la cooperación entre las RUP y los países ACP, va a ser clave. Una sólida articulación entre el pilar comercial (APE) y la cooperación transnacional/transfronteriza será otro factor a tener en cuenta a la hora de definir la futura estrategia de cooperación entre la Macaronesia y los países ACP, en el marco de la Gran Vecindad.

Cooperación transnacional y transfronteriza.

La Comisión está analizando la manera de mejorar la cooperación entre las RUP y sus países vecinos, así como los ámbitos prioritarios de esa cooperación. En el marco del objetivo de la “cooperación territorial europea” de la política de cohesión reformada, la Comisión propone reforzar la cooperación transnacional y transfronteriza en beneficio de las RUP.

Para la financiación de dicha cooperación entre las RUP y los países ACP, se puede aprovechar, por un lado, la autorización para todas las regiones de la UE, donde la CE aceptará “la financiación de ayudas con cargo al FEDER para la realización de proyectos en el territorio de terceros países”. Se especifica que “en el ámbito de la cooperación transfronteriza y transnacional, el FEDER podrá financiar gastos soportados en la ejecución de operaciones o de partes de operaciones en el territorio de países no pertenecientes a la Comunidad Europea, con un límite del 10% del importe de su contribución al Programa Operativo y siempre que aquéllas redunden en beneficio de las regiones de la Comunidad” [COM (2004) 495].

Por otro lado, la programación y la ejecución de los programas de cooperación podrán articularse con los Programas Indicativos Regionales (PIR), financiados por el Fondo Europeo de Desarrollo (FED) en el caso de los países ACP.⁴ La posible previsión presupuestaria del FED permitirá reforzar esta estrategia de coordinación contemplando la posibilidad de reservar una dotación específica en el marco de los PIR para estrechar la cooperación entre las RUP y los países ACP. Aún dicha dotación presupuestaria está sin definir.

3. Estos países son Benin, Burkina Faso, Costa de Marfil, Guinea Bissau, Mali, Níger, Senegal, Togo, Cabo Verde, Gambia, Ghana, Guinea, Liberia, Nigeria y Sierra Leona.

4. “En el caso de los Países y Territorios de Ultramar (PTU) y en ausencia de PIR, las autoridades de los PTU podrán solicitar la financiación de las actividades en los ámbitos de cooperación recogidos en la Decisión de Asociación de los Países y Territorios de Ultramar a la Unión Europea” [COM (2004) 343].

En materia temática se enfatizará en:

- Facilitar los intercambios vinculados al transporte, a los servicios y a las tecnologías de información y comunicación.
- Facilitar la movilidad de las personas, de manera que la cooperación se base en una circulación de los nacionales regulares de los Estados terceros con menos obstáculos. La CE lo ve como condición para la integración en el entorno económico y para que los países vecinos se vean beneficiados con dicha cooperación. La problemática de la lucha contra la inmigración clandestina se considera como área relevante en este contexto.⁵
- El intercambio de experiencias respecto a la integración regional, de apoyo a la cooperación económica y a los intercambios comerciales entre RUP y ACP, persiguiendo el objetivo de acompañar y anticipar la constitución de acuerdos de asociaciones económicas entre países ACP que puedan ser de interés estratégico para las regiones ultraperiféricas.

La sensibilización de todos los actores interesados como acción transversal jugará, también, un rol esencial en el PAGV, incluidas las Delegaciones de la Comisión en los terceros países, ante la importancia del reto al que se enfrentan las Regiones Ultraperiféricas y los países de la zona geográfica en la que se encuentran. Se subraya la importancia de articular estos tres ámbitos de acción además de coordinarlos con las otras medidas de la CE con el fin de multiplicar los efectos sobre las RUP (compárese Cuadro 3).

Este nuevo marco de cooperación presenta retos estratégicos y operativos (Capítulo III), como los relacionados con la programación, la gestión y el seguimiento de una estrategia de cooperación entre la Macaronesia y los países ACP del entorno (Cabo Verde, Mauritania y Senegal), así como la articulación de los instrumentos de financiación, FEDER y FED. Ello exige una respuesta conjunta por parte de las RUP y los países ACP.⁶

Cuadro 3. Lógica de los componentes del PAGV.

APE	Inserción regional de las RUP
<ul style="list-style-type: none"> • Reforzar la integración regional • Lógica de desarrollo económico basado en los beneficios comerciales • Lógica de la negociación comercial: compatibilidad con la OMC <ul style="list-style-type: none"> • Territorios no comunitarios • Enfoque por zona geográfica 	<div data-bbox="758 1226 989 1318" style="border: 1px dashed gray; padding: 5px; text-align: center;"> Identificación de los intereses específicos de las RUP en las negociaciones APE </div> <ul style="list-style-type: none"> • Inserción regional (considerando la situación geográfica de las RUP) • Lógica de desarrollo económico basada en los beneficios comerciales • Posición competitiva diferente en comparación con el resto de la UE <ul style="list-style-type: none"> • Territorio comunitario

Fuente: Presentación DG Regio (C.Aldehuelo), Guadalupe 2004.

5. La Comisión vincula a este apartado las acciones en el marco de política de justicia y asuntos interiores relacionadas con asilo e inmigración para los territorios cubiertos por el Convenio de Schengen, en las cuales se deberá prestar especial atención a las necesidades específicas de las RUP y los Estados del entorno geográfico directo.

6. El Plan de Acción de Gran Vecindad es un pilar diferente a la Política de Vecindad de la CE aunque a través de ambos se articula una parte del objetivo de Cooperación de la política de cohesión. Un resumen breve sobre la política de Vecindad se incluye en el Anexo 1. Algunos elementos clave de la experiencia de la UE en la fase de transición hacia la política y el Instrumento de Vecindad se muestran en el Anexo 2, ya que pueden servir de orientación para una potencial coordinación entre los instrumentos FEDER y FED.

2 Experiencias y Lecciones Aprendidas de la Cooperación entre Macaronesia y Países ACP del Entorno

Con el fin de elaborar una estrategia de cooperación entre la Macaronesia (Canarias, Madeira y Azores) y los países ACP de su entorno geográfico más directo (Cabo Verde, Mauritania y Senegal), resulta indispensable revisar las experiencias de colaboración existentes entre ambas regiones. Se analizará brevemente el enfoque estratégico, incluyendo la programación temática, priorización sectorial y geográfica, por un lado, y la modalidad de ejecución, por otro. Tanto el Programa INTERREG IIIB MAC, financiado por el FEDER, como la cooperación canaria al desarrollo, financiada con presupuesto autonómico, pueden aportar elementos clave para la futura estrategia de cooperación.

Asimismo, se plasmarán las estrategias e instrumentos de cooperación al desarrollo de la Comisión Europea en los países ACP, con especial énfasis en Cabo Verde, Mauritania y Senegal. Lo que contribuirá a identificar el potencial temático e instrumental complementario para el futuro componente de cooperación transnacional del PAGV.

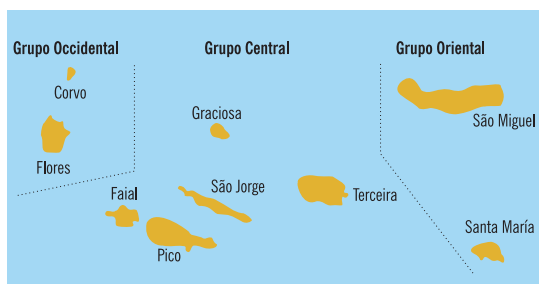
1. PROGRAMA INTERREG IIIB AÇORES-MADEIRA-CANARIAS.

La Iniciativa Comunitaria para la Ordenación y el Desarrollo Sostenible del Territorio INTERREG III 2000-2006 contempla tres capítulos:

Capítulo I: Cooperación Transfronteriza. Su objetivo es desarrollar centros económicos y sociales transfronterizos contiguos mediante la aplicación de estrategias comunes de desarrollo.

Capítulo II: Cooperación Transnacional. Se persigue promover la cooperación transnacional entre las autoridades nacionales, regionales y locales y, con ello, fomentar una mayor integración territorial en la Unión, gracias a la formación de grandes grupos de regiones europeas.

Capítulo III: Cooperación Interregional. Mejorar la eficacia de las políticas y de los instrumentos de desarrollo regional mediante la cooperación y el intercambio de experiencias entre



Azores.



Madeira.



Canarias.

todas las regiones de la Unión Europea, sin estar circunscritos los proyectos a un área geográfica predeterminada.

En aplicación de la normativa comunitaria, las Regiones Autónomas Portuguesas de Azores y Madeira y la Comunidad Autónoma de Canarias elaboraron en el año 2000 el Programa de Iniciativa Comunitaria INTERREG III B Azores-Madeira-Canarias 2000-2006 con el fin de promover y cofinanciar acciones de cooperación entre los agentes socio-económicos portugueses y españoles para la realización de proyectos comunes en los tres archipiélagos elegibles. Tiene dos grandes objetivos:

Fomentar una mejor integración y cooperación económica entre estas regiones, así como entre ellas y los otros Estados miembros, y mejorar los vínculos y la **cooperación** con los terceros **países limítrofes**, determinados países de África noroccidental (Marruecos, Mauritania, Senegal y Cabo Verde) y América Latina.

El Programa se ha estructurado alrededor de cuatro ejes estratégicos de intervención:

- 1 **Ordenación Territorial y Desarrollo Urbano-Rural.**
- 2 **Desarrollo de los Transportes y Comunicaciones, Sociedad de la Información e I+D.**
- 3 **Promoción de la Cooperación Económica e Institucional.**
- 4 **Valorización y Gestión Sostenible de los Recursos Naturales y Culturales.**

Un quinto eje, Asistencia Técnica, está destinado a cubrir los gastos de funcionamiento de las estructuras comunes del Programa.

Las temáticas, así definidas, dan respuesta a los retos planteados en un diagnóstico socioeconómico previo, de acuerdo a las orientaciones de la Comunicación de la Comisión sobre INTERREG III y las prioridades establecidas en la Estrategia Territorial Europea.

La iniciativa INTERREG está financiada a través del FEDER, aunque se ha enfatizado, especialmente en este periodo 2000-2006, la importancia de su coordinación a los efectos de los programas de cooperación con los instrumentos financieros de política exterior como PHARE, ISPA, TACIS, FED o el BEI, que financian intervenciones fuera del territorio comunitario.

El Programa fue admitido por la CE el 28 de marzo de 2001 y aprobado el 13 de diciembre de 2001. Tras su apro-

bación se puso en marcha la constitución de las estructuras comunes del Programa, que se establecieron siguiendo los reglamentos comunitarios, de la siguiente manera:

Una **Autoridad de Gestión**, ejercida por la Viceconsejería de Hacienda y Planificación del Gobierno de Canarias, cuya responsabilidad es garantizar la eficacia y la regularidad de la gestión y de la ejecución de la intervención, asistida por el Secretariado Técnico Común.

Una **Autoridad de Pago**, responsable de enviar a la Comisión Europea tres veces al año las certificaciones de gastos y de recibir los pagos de la Comisión, así como reembolsar a los Jefes de Fila de los proyectos los pagos declarados. La Autoridad de Pago del Programa es la Región Autónoma de Madeira.

El **Comité de Gestión**, cuya principal responsabilidad es la aprobación de los proyectos, está formado por representantes de cada uno de los dos Estados miembros y de las tres regiones, de la Autoridad de Gestión y la de Pago y un representante de la Comisión Europea.

El **Comité de Seguimiento**, que está formado por representantes de la Autoridad de Gestión y de Pago, de las administraciones nacionales y regionales, de la Comisión Europea y por los responsables regionales en materia de medio ambiente e igualdad de oportunidades. También forman parte, a título consultivo, los interlocutores económicos y sociales de cada una de las tres regiones. Es el órgano encargado de velar por la eficacia y el correcto desarrollo del Programa.

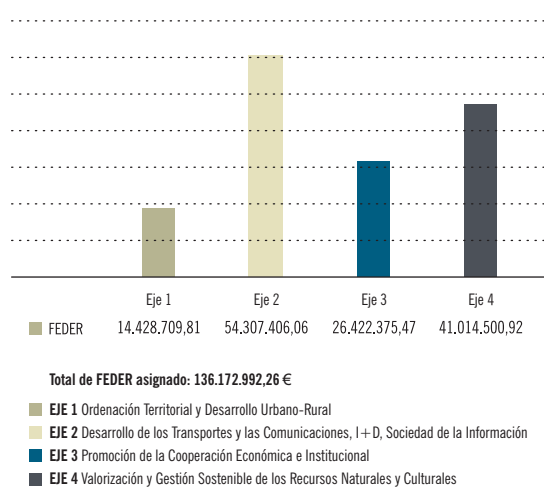
Éste ha realizado, desde su inicio, cuatro convocatorias públicas de presentación de proyectos:

- I Convocatoria, abierta el 17 de junio y cerrada el 13 de septiembre de 2002, con una dotación económica FEDER de 65.906.203'00 €, en la que fueron seleccionados 86 proyectos.
- II Convocatoria, abierta el 22 de septiembre y cerrada el 15 de diciembre de 2003, con una dotación económica FEDER de 49.021.090'04 €, en la que se seleccionaron 65 proyectos.
- III Convocatoria, específica para la cooperación con terceros países, abierta el 15 de julio y cerrada el 15 de septiembre de 2004, con una dotación económica de 5.986.213'68 € en la que fueron seleccionados 20 proyectos.

- La IV Convocatoria se abrió el 2 de mayo hasta el 30 de junio de 2005, con una dotación total de 20.847.961,52 €. El resultado fue de 166 proyectos presentados y 41 aprobados.

El Programa INTERREG IIB MAC ha aprobado, desde su inicio hasta la fecha, 212 proyectos, asignando un total de 136.172.992,26 millones de euros FEDER. La distribución por ejes y por participantes (regiones y terceros países) la muestran los Gráficos 1 y 2.

Gráfico 1. FEDER asignado por Eje.



Fuente: Página web <http://www.interreg-mac.org>

Lecciones aprendidas. El informe de actualización de la evaluación intermedia del Programa, realizado en otoño de 2005 por expertos independientes, resaltó el notable impacto del programa en la cooperación con países no pertenecientes a la UE.

En términos cuantitativos se han aprobado 67 proyectos con participación, en grado muy variable, de entidades de países terceros y otros 3 proyectos con entidades de las otras RUP (Caribe francés y Reunión).

La Comisión Europea constató, con sorpresa e interés, el alto grado de participación en el Programa de socios de países terceros no comunitarios y de otras RUP que fue del 33% de los proyectos aprobados. (Gráfico 2 y 3; Cuadros 4 y 5).

Priorización geográfica. El país más implicado en los proyectos ha sido Cabo Verde, aunque las dificultades fi-

nancieras para cumplir los compromisos adquiridos han ocasionado que, en algunos proyectos, los socios caboverdianos hayan renunciado a su participación o lo hayan hecho en menor medida de lo previsto.

Priorización sectorial. La temática de los proyectos ha sido muy variada, destacando las cuestiones educativas y medioambientales como las principales, y las que han cosechado mayor éxito de cooperación. Otros temas interesantes, como el fomento de los transportes, no han prosperado al no poder financiar el FEDER a través de INTERREG, líneas de transporte ni infraestructuras en terceros países.

Modalidad de ejecución y financiación. Todo ello demuestra que la apuesta del Programa por la Cooperación con los países del entorno cercano, desde el punto de vista geográfico, histórico y cultural, ha sido ampliamente cubierta por el alto interés mostrado por dichos países. Sin embargo, la gestión de esos proyectos ha resultado complicada por la propia naturaleza de la cooperación con esos países y por la falta de instrumentos financieros adecuados.

En este sentido, en el actual periodo de programación 2000-2006 se ha solicitado varias veces a la CE que clarifique y coordine los distintos instrumentos financieros existentes que faciliten la participación de socios de terceros países, sin resultados tangibles hasta la fecha.

Sólo falta que los nuevos reglamentos comunitarios del periodo de programación 2007-2013 recojan más ampliamente esta necesidad en función de la experiencia actual y proporcionen las herramientas necesarias para crear estrategias de complementariedad con otros instrumentos de financiación y cooperación externa.

En este sentido, el contenido del Art. 22 de la propuesta de Reglamento FEDER 2007-2013 recoge la posibilidad de que se conceda FEDER a operaciones en el territorio de países no comunitarios, con el límite del 10% del importe de su contribución al Programa Operativo y siempre que aquellas redunden en beneficio de la Comunidad.

Esta propuesta novedosa, si permanece en el texto definitivo, permitiría avanzar en la integración de los países terceros en proyectos de cooperación transnacional del Objetivo 3 de los Fondos Estructurales.

Gráfico 2. FEDER asignado según participantes (regiones y terceros países).

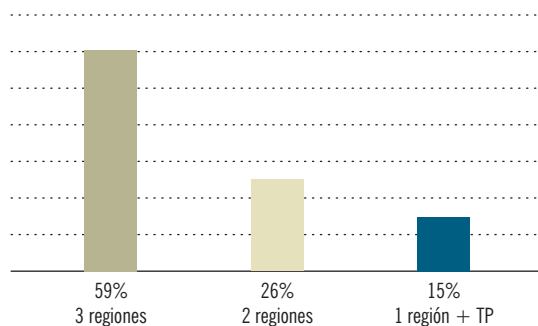
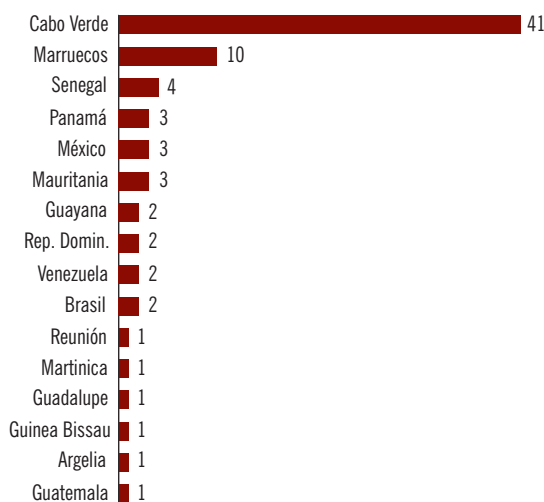


Gráfico 3. Terceros países participantes en el programa Interreg IIIB Açores-Madeira-Canarias.



Fuente: Secretariado Técnico Común de Interreg IIIB Açores-Madeira-Canarias.

Cuadro 4. Proyectos con terceros países (TP) y otras RUP.

Total proyectos con TP	57
Total proyectos con RUP	3

Fuente: Secretariado Técnico Común de Interreg IIIB Açores-Madeira-Canarias.

	Nº Proyectos		
3 regiones	106		
3 regiones + TP	17	126	59%
3 regiones + RUP	3		
2 regiones	46		
2 regiones + TP	9	55	26%
1 región + TP	31	31	15%

Fuente: Secretariado Técnico Común de Interreg IIIB Açores-Madeira-Canarias.

Cuadro 5. Participación de terceros países y otras RUP.

Participación de terceros países y otras RUP	
País / RUP	Nº Proyectos en los que participa
África	
Cabo Verde	41
Marruecos	10
Senegal	4
Mauritania	3
Argelia	1
Guinea Bissau	1
Iberoamérica	
México	3
Panamá	3
Brasil	2
Venezuela	2
Rep. Dominicana	2
Guatemala	1
Otras RUP de la UE	
Guayana	2
Guadalupe	1
Martinica	1
Reunión	1

Fuente: Secretariado Técnico Común de Interreg IIIB Açores-Madeira-Canarias.

2. COOPERACIÓN CANARIA AL DESARROLLO CON PAÍSES ACP.

En noviembre de 1998, el Gobierno de Canarias crea la Dirección General de Relaciones con África con el fin de diseñar e implementar una estrategia de cooperación con el continente, cuyo objetivo global es fomentar las relaciones entre Canarias y África a través de tres ámbitos de actuación: mejorar las relaciones institucionales, impulsar las relaciones comerciales y promover la cooperación al desarrollo.

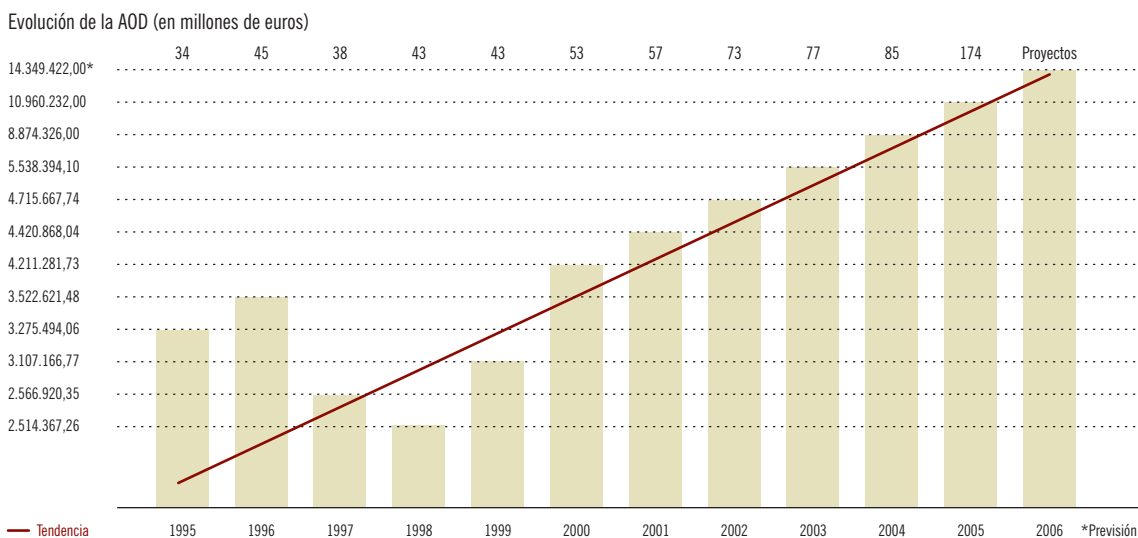
Enmarcada en los Objetivos del Milenio definidos por Naciones Unidas, de acuerdo al Plan Director de Cooperación Española y a las prioridades de las políticas del Gobierno de Canarias, la definen prioridades geográficas y sectoriales. Las prioridades geográficas las conforman los países de África, Marruecos, Población Saharaui, Mauritania, Senegal, Cabo Verde, Guinea Ecuatorial, Mali, Guinea Bissau, Gambia y Venezuela, Cuba, Argentina, Uruguay y Guatemala, de América Latina.

En términos generales, los sectores prioritarios abarcan las necesidades sociales, como educación, salud, infraestructuras básicas y ayuda humanitaria; la potenciación de los derechos humanos y de la sociedad civil, el fomento del tejido productivo y la protección y sostenibilidad del medio ambiente.

En cuanto a la modalidad de ejecución de los proyectos, existen tres categorías de subvenciones: genérica o indirecta, mediante convocatoria pública, la subvención directa, y la coparticipada con organismos nacionales como AECI, o regionales y locales, fundamentalmente públicos. Resalta el instrumento de subvención genérica o indirecta mediante el cual se ha canalizado un 65% de los fondos, le sigue la directa que alcanza un 28% y la coparticipada, con un 7% del total durante los últimos diez años. Tanto en cooperación al desarrollo como en ayuda humanitaria y sensibilización, es la subvención indirecta la que predomina en la gestión de financiación.

Durante los últimos diez años la Cooperación al Desarrollo ha financiado un total de 659 proyectos que suponen casi 50 millones de euros. Cabe resaltar una tendencia en alza, sobre todo, durante los últimos años (Gráfico 4). La estimación actual sitúa el porcentaje de fondos públicos, destinados a Cooperación en 0,2%, con el objetivo de alcanzar el 0,36% el año 2008.

Gráfico 4. Evolución de la AOD en Canarias.



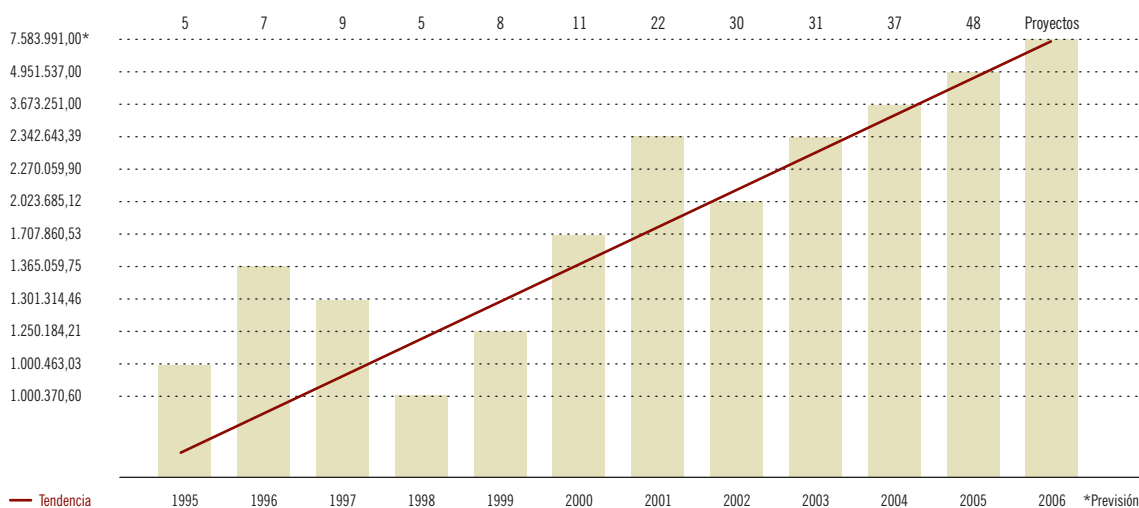
Fuente: Memoria 1995-2005. Cooperación Canaria. DG de Relaciones con África

Hasta ahora, más de la mitad de la financiación de la UE, un 55% ha sido recibida por los países prioritarios de América Latina, mientras que el 42% se ha dirigido a los países africanos. El 3% restante se ha destinado a la sensibilización de la población canaria. Cabe destacar, que en el año 2004, los fondos destinados a los proyectos de Cooperación en África han aumentado considerablemente, situándose en el 47% del total. El compromiso del Gobierno de Canarias por aumentar la asignación financiera a los países de África se hace palpable, sobre todo, durante los últimos años (Gráfico 5).



Gráfico 5. Evolución AOD Canaria en África.

Evolución de la AOD África (en millones de euros)



Fuente: Memoria 1995-2005. Cooperación Canaria. DG de Relaciones con África

En términos geográficos, hay que resaltar a África del Norte como destino en la última década acaparando más del 70% de la Ayuda Oficial al Desarrollo (AOD) hacia África, sumando unos 12,2 millones. Destacan los países de Mauritania, Marruecos y la ayuda humanitaria a la población saharauí. África Subsahariana representa el 25% (4,2 millones de euros), donde destacan Cabo Verde y Senegal. En los últimos años es interesante observar el aumento de proyectos financiados que se dirigen a un conjunto de países, tanto de África del Norte como de África Subsahariana.

Por países resaltan en la última década (1995-2005), Mauritania con 67 proyectos (4,4 millones de euros), Cabo

Verde con 49 (3 millones de euros) y Senegal con 27 (1,5 millones de euros). En estos tres países del entorno geográfico directo se ha concentrado la mayor parte del esfuerzo de la Cooperación, aunque destaca también la ayuda humanitaria a la población saharauí por un valor de 7,9 millones de euros; con Marruecos, con el cual se comenzó a cooperar en 2001, y con el que hasta ahora se han ejecutado 9 proyectos por un valor total de medio millón de euros.

Según las modalidades de ejecución hasta 2004 destacan los proyectos de Cooperación al Desarrollo (55,6% de la AOD total para África) frente a la ayuda humanitaria (44,2%) y la sensibilización (0,2%). Éstos, en su mayoría (46,40%), se

ejecutan a través de subvenciones genéricas o indirectas mediante convocatoria pública, un 30,76% mediante subvención directa, y un notable 22,84% con subvención coparticipada por otros entes.

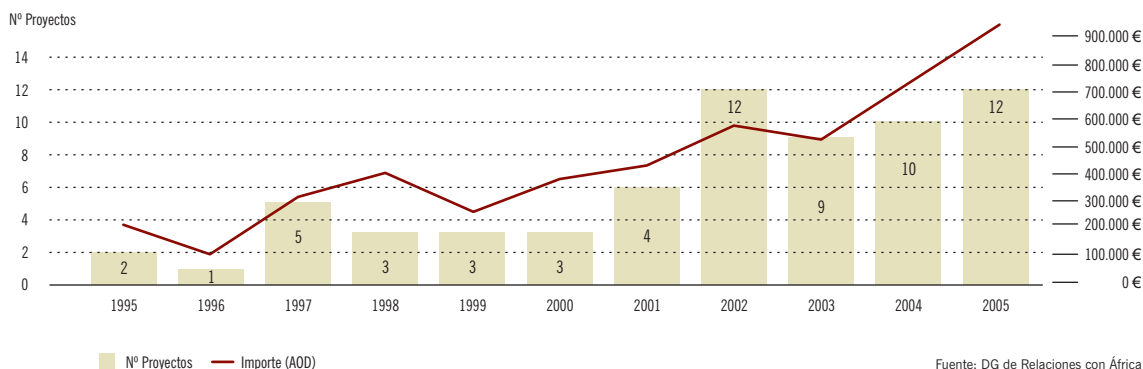
En materia sectorial, un 42,2% de la AOD de Canarias hacia África se ha canalizado principalmente a través de los sectores de infraestructuras sociales y servicios, sobre todo educación y salud, así como ayuda humanitaria, con un 44,1%. Le siguen los rubros multisectorial (6,3%), sectores productivos, con un 4,1% y un 1,5% para infraestructuras económicas y servicios relacionados.

Los actores más relevantes en la ejecución de los proyectos son, hasta ahora, Organizaciones No Gubernamentales

(ONGs) de diversa índole (Asociación Canaria de Amigos del Pueblo Saharaui, Médicos del Mundo y Fundación Canaria Radio ECCA, entre otros) y organismos públicos (Asociación Nacional de Municipios Caboverdianos, Instituto Tecnológico de Canarias, Cruz Roja Española, etcétera), tanto canarios como de los países del entorno. AECI destaca en la modalidad de Cooperación coparticipada que se ha consolidado mediante un convenio marco de Cooperación, el Plan Operativo, aumentando de esta manera la capacidad financiera del Gobierno de Canarias dirigida a África.

En el Plan Director de la UE hay países prioritarios definidos entre los que destacan los del entorno geográfico directo, Mauritania, Cabo Verde y Senegal.

Gráfico 6. Evolución de la cooperación Canaria en Mauritania.



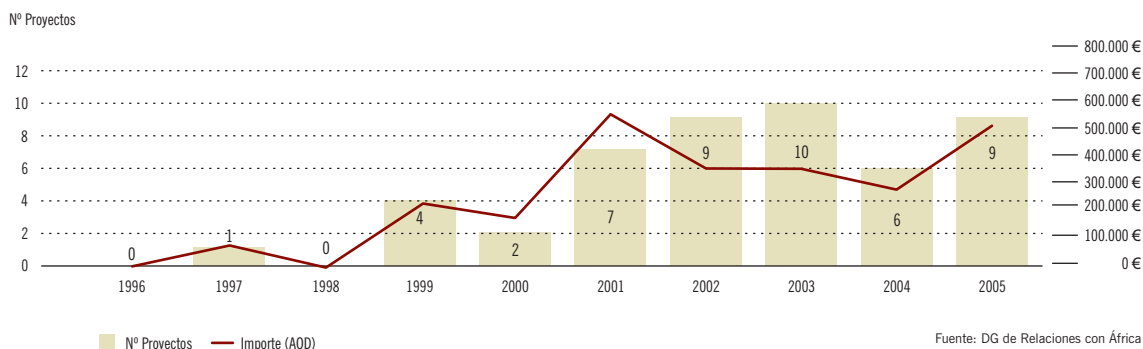
Casi el 50% de la AOD total de África ha sido destinado a Mauritania. Desde 1995 el volumen de la AOD a este país vecino ha seguido una tendencia creciente. Se han canalizado principalmente al sector de infraestructuras sociales y servicios (más del 80% de la financiación), predominando el subsector salud (43,49%), seguido de educación (15,40%) y abastecimiento y depuración de agua (12,73%). Le siguen los capítulos “multisectorial” y “sectores productivos”. Las ONGs Médicos del Mundo, Radio ECCA, Hidratar Mauritania, la Fundación Salud y Sociedad Enfermeras para el Mundo y el Instituto Tecnológico de Canarias (ITC), destacan en este contexto por su actividad en el país, canalizando casi el 60% de la ayuda canaria.

Gráfico 7. Evolución de la AOD de Canarias hacia Mauritania por subsectores 95-04.



En Cabo Verde se han destinado un total de 2,45 millones de euros con una tendencia relativamente creciente desde 1995.

Gráfico 8. Evolución de la cooperación Canaria en Cabo Verde.



Aquí cabe resaltar el subsector Gobierno y sociedad civil (41% acumulado) y, en menor medida, los sectores de educación (27,8%), agricultura (9,94%) e infraestructuras sociales y servicios relacionados. Los actores más relevantes son la Asociación Nacional de Municipios Caboverdianos, Fundación Canaria Radio ECCA y la Fundación para el Desarrollo Social de Canarias (FUNDESCAN), abarcando el 71% de la ayuda financiera.

Desde 1995, la cooperación con Senegal ha tenido una tendencia ascendente desde el año 2000. El volumen alcanzado hasta finales de 2004 fue de 1,5 millones de euros.

Principalmente, se ha cooperado en el sector de infraestructuras sociales y servicios relacionados (63,4% del total). Le siguen Gobierno y sociedad civil y proyectos multisectoriales. En menor medida, se encuentran los proyectos de cooperación en "sectores productivos". En cuanto a los actores, destacan el Movimiento por la Paz, el Desarme y la Libertad de Canarias, la Fundación CEAR, y el Ministerio de Economía y Finanzas de Senegal, acaparando más del 60% de los flujos de subvenciones.

Gráfico 9. Evolución de la cooperación Canaria en Senegal.

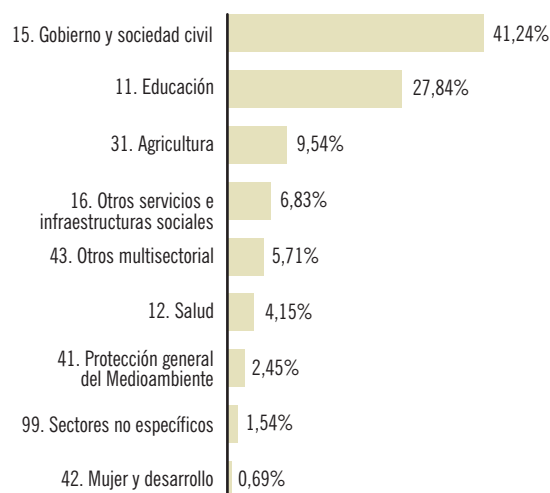
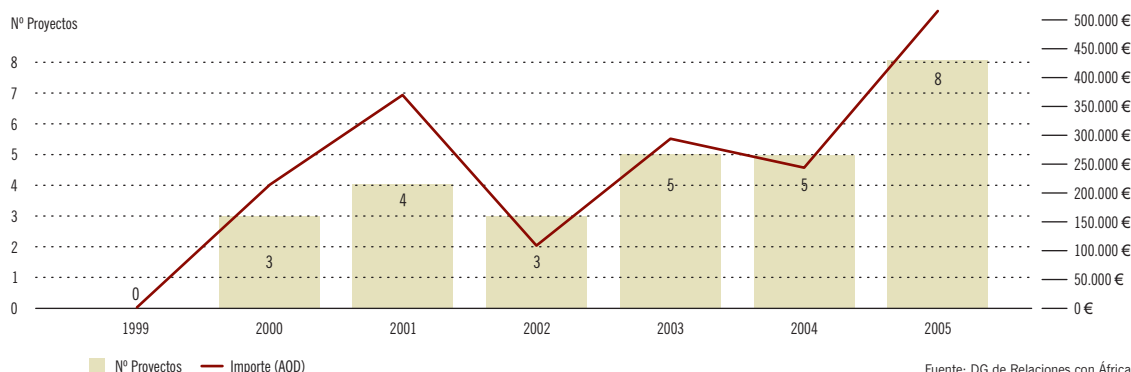


Gráfico 10. Evolución de la Cooperación Canaria en Senegal.



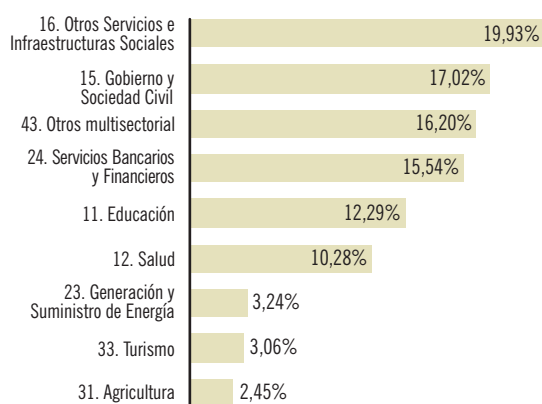
Lecciones aprendidas.

Con el fin de consolidar una estrategia de cooperación entre la Macaronesia y los países del entorno geográfico, Cabo Verde, Mauritania y Senegal, la UE, con su experiencia de una década de trabajo, quiere resaltar que la Cooperación desde Canarias ha recibido un importante impulso con el Programa INTERREG III B. Además de los datos señalados anteriormente, muchas han sido las iniciativas desarrolladas por las instituciones privadas y públicas en los últimos 4 años con los países del entorno, sobre todo con Cabo Verde, donde se han ejecutado más de 30 proyectos en temas como ordenación y planificación del territorio, medioambiente, universidades y formación profesional, entre otros, y con Marruecos, país con el que se han realizado 6 proyectos por un valor de más de 2 millones de euros relacionados con la formación en español, formación profesional ocupacional, universidades, investigación y desarrollo (I+D) y ordenación del territorio. Aunque en menor medida, también ha sido el caso de Senegal y Mauritania.

Priorización geográfica. La prioridad geográfica de la UE coincide en tres pilares centrales, el ámbito de cooperación, el comercial y el de exportación de servicios. Mauritania, Senegal y Cabo Verde ofrecen mucho potencial para Canarias, al igual que Canarias puede ofrecer una transferencia de experiencias y conocimientos clave para su desarrollo.

Será clave también fomentar proyectos subregionales con intereses comunes. Se ha constatado que las experiencias de Cooperación subregional merecen un mayor esfuerzo económico y humano, no obstante, el Plan de Acción de Gran

Gráfico 11. Evolución de la AOD de Canarias hacia Senegal por subsectores 00-04.



Vecindad podría abrir una oportunidad para multiplicar los esfuerzos realizados hasta ahora. Un ejemplo lo muestran actividades de formación profesional iniciadas en el marco de los Programas de la Cooperación Española AZAHAR (medioambiente) y VITA (salud). La apertura de un centro de excelencia en Nouakchott de energías renovables puede ser aprovechado ahora por los países del entorno promoviendo un enfoque de Cooperación regional. El mismo ejemplo es válido para Cabo Verde donde se puede establecer el centro regional de formación en turismo para la zona.

Teniendo en cuenta las relaciones establecidas en los últimos años con los países señalados y la consolidación de los flujos migratorios en esta zona, se incorporó a partir de 2006, como países prioritarios de su acción a Malí, Gambia y Guinea Bissau.

Priorización sectorial. La experiencia confirma que los sectores donde existe un gran interés mutuo de trabajo conjunto son:

- Salud: Salud Pública, Formación de Recursos Humanos y Gestión de Hospitales.
- Educación: Alfabetización y Formación de Adultos.
- Fortalecimiento Institucional: Modernización Municipal, Descentralización Administrativa y Formación de Profesionales.
- Medio ambiente: Desarrollo Sostenible y su vínculo con el Turismo.
- Energías renovables y desalinización de aguas.

Asimismo, el desarrollo de las Redes de Infraestructura, Transporte (Marítimo y Aéreo) y Comunicaciones juegan un rol determinante para el futuro desarrollo de la Cooperación Macaronesia-ACP.

A partir de su propia experiencia con los países vecinos, la UE priorizaría un Programa de Gran Vecindad con una activa participación de operadores canarios que apoye los siguientes ámbitos: el fortalecimiento de las capacidades de los recursos humanos, desde la alfabetización de adultos hasta la formación profesional ocupacional (turismo, construcción, ganadería y agricultura); el acceso al agua potable; sanidad y sistemas locales de salud; las comunicaciones marítimas y aéreas; medioambiente y energías renovables, para el agua y la electricidad; dependiendo del país, apoyo a los sectores productivos: ganadero, pesquero, agrícola, etcétera; desarrollo de un turismo de naturaleza y de desierto; fortalecimiento institucional, buen gobierno y descentralización; cooperación empresarial y sindical; cooperación universitaria; cooperación en materia de justicia y seguridad, especialmente en materia de control de frontera y flujos migratorios, y el fomento del deporte y de la cultura.

Modalidad de ejecución y financiación. La modalidad de ejecución a través de subvenciones genéricas ha sido la más utilizada. Será necesaria una mayor dotación de recursos financieros para que la cooperación entre ambas regiones tenga un impacto real. Para ello, la colaboración entre varios actores, como AECL, la UE y otras instituciones mejorará los efectos de cualquier estrategia.

Red de actores. Se ha constatado como altamente relevante la red de instituciones involucradas en los proyectos, tanto de ONGs como entes y organismos públicos y privados. La consolidación de estas redes puede ser un elemento a introducir como eje en la estrategia de cooperación. Los actores locales han de jugar también un rol clave, especialmente en el componente de intercambio de experiencias y conocimientos.

Programación, seguimiento y evaluación. Se destaca la necesidad de sistematizar algunas experiencias para diseñar un proceso sistemático de programación conjunta. Se debería enfatizar el seguimiento y la evaluación de las iniciativas implementadas para retroalimentar e ir mejorando la estrategia de intervención.



La Gomera.

3. LA COOPERACIÓN EUROPEA CON PAÍSES ACP.

La cooperación de la CE con los países de África, del Caribe y del Pacífico (ACP) se articula en torno a dos ejes principales: la **cooperación económica y comercial**, cuyo instrumento fundamental es el régimen de preferencias comerciales para productos manufacturados y agrícolas, existiendo también disposiciones específicas para productos como el plátano, el arroz o el azúcar, y la **cooperación al desarrollo** implementada con enfoque sectorial que se programa mediante estrategias de país, Programas Indicativos Nacionales (PIN) y de subregiones, Programas Indicativos Regionales (PIR).

Desde 1975 fueron los **Convenios de Lomé** los que regularon las relaciones entre los países ACP y la UE hasta 1989 cuando se firmó el último, Lomé IV, con una duración de 10 años. Actualmente, es el **Acuerdo de Cotonú** el que, desde abril de 2003, introduce un nuevo enfoque con las prioridades de: reforzar la dimensión política de la asociación, garantizar una nueva flexibilidad y conceder mayores responsabilidades a los Estados ACP. Se integraron modificaciones en el marco comercial y se comenzaron a negociar nuevos acuerdos de asociación económica regional con la CEMAC (Comunidad Económica y Monetaria de África Central) y CEDEAO. El sistema actual se mantendrá vigente, como máximo hasta 2008.

Los principales **instrumentos financieros y técnicos** de la asociación son el **Fondo Europeo de Desarrollo (FED)** y los recursos del Banco Europeo de Inversiones (BEI), que se asignan de distintas formas, entre las que se cuentan las subvenciones y los préstamos de capital de riesgo.

Para la aplicación de la asociación se ha instaurado, además, un **diálogo político**, basado en tres instituciones principales: el Consejo de Ministros, el Comité de Embajadores y la Asamblea Paritaria. La firma de los convenios, con una duración mínima de 5 años, coincidía con la planificación de los FED.

Cabo Verde, Mauritania y Senegal forman parte de los 78 países ACP miembros del acuerdo. Los ACP menos avanzados (PMA), como Cabo Verde y Mauritania reciben un trato especial en comparación con el resto de ACP,

dentro de los que está Senegal. La nueva estrategia de la UE para África “Hacia un pacto euroafricano para acelerar el desarrollo en África”, recogida en **COM (2005) 489 (SEC (2005) 1255)**, subraya el apoyo a los esfuerzos del continente vecino en su desarrollo sostenible para alcanzar los Objetivos del Milenio.

Se trata de un marco general para la interacción de la UE con África en todos los niveles, con instituciones panafricanas como NEPAD y la Unión Africana, organizaciones regionales y nacionales. En **materia sectorial**, los pilares centrales son: promoción de la paz, seguridad y buena gobernanza; apoyo comercial, integración regional y conectividad, y acceso a servicios sociales (educación, salud, agua y saneamiento, empleo y sostenibilidad medioambiental).

Se introducirán algunas acciones innovadoras a escala continental como una iniciativa de gobernanza, un programa de intercambio de estudiantes y una alianza de infraestructura. Se trabajará con el 10º FED como principal instrumento de financiación. Se integrarán en el proceso de programación los Documentos de Estrategia por país y por subregiones con sectores de acción priorizados que se encuadren en los objetivos comunitarios definidos para África y sus países miembros; un análisis del país y/o región y su agenda de desarrollo y que estén coordinados con las políticas complementarias de los Estados europeos miembros.

Otro de los elementos clave es el énfasis en la **eficacia** y el **aumento de la ayuda** en términos financieros. La propuesta menciona un **Plan de Acción para la Eficacia de la Ayuda**, sobre todo para África subsahariana, que incluirá un atlas operativo e interactivo de los donantes de la UE, un acuerdo sobre la armonización de los planes de ayuda nacionales, aprobación de documentos de programación conjunta y la elaboración de procedimientos comunes. Otro aspecto que se quiere impulsar es el **apoyo presupuestario general y sectorial** para contribuir a los Objetivos de Desarrollo del Milenio de las Naciones Unidas.

Se destaca la reciente **COM(2006) 88** que enfatiza la importancia de la metodología de programación y propone un nuevo marco común en la cooperación exterior para la ela-

boración de Documentos de Estrategia por País (DEP) y la programación plurianual común. Como componente del plan para mejorar la eficacia de la ayuda, se basa en dos fases realizadas conjuntamente, entre la CE y cada país socio, una de análisis, y otra de elaboración de los documentos de estrategia del país. El documento contiene además un formato modelo para dichos DEP, realizándolos progresivamente por todas las regiones geográficas, se espera comenzar por los países ACP.

En lo que se refiere al aumento de la financiación, el documento propone un incremento sustancial que permita disponer de cerca de 4.000 millones anuales de euros para el África Subsahariana conforme al marco financiero plurianual posterior al 9º FED para los países ACP y con otras líneas presupuestarias temáticas y horizontales. Esto supondría una ayuda suplementaria de aquí al 2015 de 23.000 millones de euros/año para el continente africano.

Durante la revisión del Acuerdo de Cotonú, el 21 de febrero de 2005, el Consejo se comprometió a mantener su ayuda a los países ACP al nivel del 9º FED, como mínimo. La comunicación aboga por mantener la actual estrategia con África como marco de referencia y, con el objetivo de optimizar el impacto de la ayuda, continuar con los programas indicativos nacionales, regionales y del grupo de países ACP, basándose en los principios de diferenciación, subsidiariedad y viabilidad institucional.

Para África Septentrional, a partir de 2007 hay que mantener la PEV, en general, y la ejecución de los Planes de Acción en particular mediante el I EVP que sustituirá a MEDA y otros instrumentos utilizados actualmente en los países vecinos. La estrategia esbozada en este documento aboga por estimular la cooperación y la integración a nivel regional, interregional y panafricano, facilitando la ayuda a la cooperación entre los países del África septentrional y el África subsahariana. Asimismo, la UE debe velar también para que los países del África septentrional puedan participar en las iniciativas interregionales y panafricanas financiadas por el FED. Se resalta la necesidad de dotar al I EVP de disposiciones en materia de ayuda a la cooperación entre los países de África septentrional y sus vecinos subsaharianos en cuestiones de interés común, como la migración.

Sobre el Fondo Europeo de Desarrollo.

Aunque la ayuda de la UE a los países ACP también se financia a través de fondos procedentes del presupuesto comunitario, el FED es el instrumento principal para la cooperación al desarrollo con los Estados ACP y los Países y Territorios de Ultramar (PTU). El FED, por su parte, al ser un Fondo financiado por los Estados miembros, no se rige por el reglamento financiero general, sino que está sujeto a sus propias normas financieras (establecidas en el Acuerdo de Cotonú) y dirigido por un comité específico. No obstante, la CE asume un rol clave en la gestión de los FED. Desde la celebración del primer convenio de asociación en 1964, los ciclos de los FED siguen, en general, los de los acuerdos/convenios de asociación.

El FED está compuesto de varios instrumentos, principalmente subvenciones, seguidas por capital riesgo y préstamos al sector privado. Con el 9º FED, con duración hasta el 31 de diciembre de 2007 y dotado con 13.500 millones de euros para un periodo de cinco años y con remanentes de más de 9.900 millones, se han apoyado los temas centrales de integración económica y apoyo comercial y transporte, seguidos por seguridad alimentaria, salud, prevención de conflictos, facilidad de cooperación técnica, infraestructura menor, medio ambiente e investigación.

En 2003, la Comisión preconizaba la integración en el presupuesto de la UE de la ayuda concedida a los países ACP y a los Países y Territorios de Ultramar (PTU) en el marco del FED **[COM(2003) 590 final]**. Una integración plena de la cooperación con los ACP conllevaría a presupuestar el FED en el marco financiero plurianual de la UE y serviría de base para la planificación presupuestaria después de 2006. Los argumentos centrales de la propia CE para dicha integración del FED se encuentran en el ámbito político y técnico, y persiguen, entre otros, intensificar el control público de esta ayuda, aumentar su transparencia, eficiencia y eficacia, reduciendo la dependencia de la ayuda de contribuciones voluntarias, flexibilizar la ayuda y hacerla más adaptable a las realidades del medio e incrementar la legitimidad política.

No obstante, recientemente en una propuesta del Consejo Europeo **[COM(2006) 132]**, relacionada con el Consejo de Ministros ACP-CE que hace referencia al marco financiero

plurianual para el periodo 2008-2013, se resalta la decisión del Consejo de diciembre de 2005 de adoptar el 10º FED a partir del 1 de enero de 2008 con un importe global de 22.682 millones de euros. En base a esto se recomienda la distribución de la siguiente forma: 18.940 millones, para los Programas Indicativos Nacionales y Regionales; 2.242 millones, para la Cooperación Intra-ACP e Interregional, y 1.500 millones, para el Instrumento de Ayuda a la Inversión. A pesar de ello, se confirma que la cláusula de expiración será compatible con una posible consignación posterior, permitirá posibles aumentos de la contribución de Estados miembros y será lo suficientemente flexible para permitir otras adaptaciones tras la revisión del presupuesto en 2008-2009.

La Comunicación **COM(2004) 626** final, relativa a los instrumentos de ayuda exterior en el marco de las futuras Perspectivas Financieras 2007-2013 ya mencionada, plantea un instrumento de cooperación al desarrollo y cooperación económica que pasará a ser el principal canalizador de ayuda para los países en vías de desarrollo y abarcará la cooperación bilateral y regional así como las líneas temáticas.

En este contexto, se enmarca la Comunicación de la CE **COM(2004) 629** final que propone un nuevo instrumento de cooperación al desarrollo y cooperación económica. En ella, se establecen las líneas orientativas para la programación que se hará mediante Documentos de Estrategia por País y Programas Indicativos Plurianuales, de 5 años, además de Programas de Estrategia Temáticos. Uno de los objetivos centrales es simplificar el instrumentario europeo de cooperación externa⁷. Desde la perspectiva de las RUP, resalta la posibilidad que abre la CE, en el marco de la dotación financiera indicativa plurianual, de asignar recursos para fortalecer la cooperación entre las RUP y los países y regiones vecinos.

En este sentido, es interesante destacar las Comunicaciones relacionadas con la estrategia de la UE para el Caribe y que podrían generar orientaciones para el proceso entre MAC y los

países de su entorno. El documento **COM(2006) 86 final** sobre la Asociación UE-Caribe para el crecimiento, la estabilidad y el desarrollo destaca la importancia de los esfuerzos que se van a realizar para articular y coordinar los fondos FEDER con FED en el marco del objetivo "Cooperación Territorial" entre los DOM franceses y los países ACP de su entorno. Por tanto, en el marco de dicho objetivo de cooperación territorial se asignarán fondos específicos desde el FEDER y FED.

En cualquier caso, para la articulación de la cooperación transnacional europea con la ayuda de los países ACP en el marco del PAGV, será clave revisar las lecciones aprendidas y las experiencias tenidas con la financiación FED. Ello enriquecerá y facilitará el proceso de coordinación, tanto a escala comunitaria como a nivel regional.

Estrategia de cooperación UE-Cabo Verde.

Como uno de los principales donantes de la cooperación en Cabo Verde, la UE resalta, en una revisión de experiencias de cooperación, la carencia de agua entre los principales obstáculos del desarrollo. Por un lado, afecta negativamente a las condiciones de vida de la población más pobre y, por otro, frena el desarrollo económico.

La programación de la cooperación UE-Cabo Verde se plasma en el **Documento de Estrategia de Cooperación y el Plan Indicativo Nacional (PIN) para el periodo 2001-2007**. La estrategia comunitaria persigue dos objetivos generales: la reducción y erradicación de la pobreza y garantizar el crecimiento económico sostenible y duradero. Los objetivos específicos formulados se dividen en tres líneas de intervención:

- Mejorar las condiciones de acceso de agua potable por parte de la población, especialmente la más pobre.
- Mejorar el medio ambiente y las condiciones sanitarias de la población.
- Crear un entorno favorable para el desarrollo económico y la inversión privada con el establecimiento de infraestructuras esenciales para la producción de bienes y servicios.

La estrategia de intervención se basa en el desarrollo de infraestructuras básicas de agua y saneamiento para contribuir de manera determinante a la lucha contra la pobreza, la mejora de la salud y el crecimiento económico, la

7. En enero de 2006, la CE anunció la reducción de sus programas temáticos de cooperación externa de 15 a 7 con el objetivo de aumentar la eficiencia y la eficacia de los mismos. A partir de 2007, los sectores comprenderán: derechos humanos y democracia; inversión en personas; gestión sostenible de recursos naturales y medio ambiente, incluyendo energía y seguridad alimentaria; actores no gubernamentales y autoridades locales; migración y asilo; y cooperación con países industrializados.

inclusión de algunas preocupaciones transversales como el fortalecimiento de las capacidades de gestión de las administraciones y de los instrumentos de gobernanza; el apoyo a la descentralización y la asociación con el sector privado y la integración de los problemas medioambientales y sociales específicos, como la condición de la mujer y el desarrollo del capital humano desde la infancia.

El PIN, financiado por el 9º FED, abarca 32 millones de euros. Se podrán movilizar 7,1 millones adicionales como apoyos suplementarios en casos urgentes, por ejemplo shocks exógenos. A título indicativo, se destinarán 25 millones al sector de concentración de saneamiento, dirigidos a la infraestructura para la distribución y acceso al agua, al saneamiento, evacuación y tratamiento, a acciones de fortalecimiento institucional a escala municipal, a acciones para mejorar la gestión de residuos sólidos, a actividades destinadas a promover la apropiación de beneficiarios en el uso de modelos participativos de gestión y a la distribución del agua y de los residuos.

La intervención está enfocada, principalmente, a todos los municipios y sus zonas urbanizadas con infraestructuras de distribución y saneamiento. Se ejecutarán las acciones en asociación con los actores existentes y se tendrá en cuenta los diferentes instrumentos de cooperación presentes en Cabo Verde.

Estrategia de Cooperación UE-Mauritania.

La cooperación UE-Mauritania está financiada principalmente por el FED, aunque también abarca los acuerdos de pesca. El **Documento de Estrategia de Cooperación PIN**



Playa de Cabo Verde.

para el periodo 2001-2007 en Mauritania refleja que la Comunidad ha colaborado con este país, prácticamente, con todos los instrumentos financieros disponibles para los países ACP (programación nacional y regional, ajuste estructural, HIPC, líneas presupuestarias de buena gobernanza, ONG, refugiados, seguridad alimentaria, medio ambiente y ayuda humanitaria, entre otros) demostrando una capacidad relativamente buena de absorción. Como segundo mayor donante del país, la UE (18% del total de la ayuda), la estrategia financiada principalmente por el FED prioriza dos sectores: transportes y fortalecimiento institucional y creación de capacidades en la sociedad civil y en las administraciones públicas.

El marco estratégico de lucha contra la pobreza de Mauritania, aprobado en 2001 por las instituciones Breton Woods, es el que orienta la cooperación internacional. En él se destacan la debilidad del mercado interno en el país y la falta de acceso a los servicios sociales básicos con una escasez significativa de infraestructuras de transporte que limitan tanto la actividad económica entre zonas urbanas y rurales, como la generación y el acceso a recursos sociales. Por tanto, la inversión prioritaria en transportes se ve como una inversión económica y social.

La intervención en el sector de transportes persigue mejorar la integración del territorio nacional y la interconexión de los mercados, favoreciendo la reducción de la pobreza en el medio rural, el desarrollo de intercambios entre centros urbanos, la reducción de costos de los factores de producción, una mejora en el acceso de servicios sociales, en particular para las mujeres, una mejora en la seguridad alimentaria y contribuir a la integración regional efectiva con los países de la CEDEAO y Unión del Magreb Árabe (UMA).

El eje de fortalecimiento institucional y creación de capacidades se enmarca dentro del objetivo comunitario de contribuir a la consolidación de la democracia y del Estado de Derecho, promoviendo los derechos humanos y las libertades fundamentales. Las acciones en este ámbito tienen por objeto fortalecer la eficacia de la administración pública y de las actividades en materia de lucha contra la pobreza y apoyar a la sociedad civil como actor relevante de la vida económica, política y social del país. El apoyo institucional está orientado también a acompañar los programas de ajuste estructural.

El PIN asigna 104 millones (9º FED) a título indicativo para los componentes de la estrategia a largo plazo, transportes (85%), fortalecimiento institucional y creación de capacidades (10%) y otros sectores (5%). Del 8º FED hasta 2007, se distribuyeron 45 millones de euros para un programa en vías de preparación y un contingente para casos de shocks exógenos.

Estrategia de Cooperación UE Senegal.

Un balance sobre la situación política, económica y social de Senegal, identifica los principales obstáculos de desarrollo en un crecimiento económico que no permite una redistribución igualitaria de la generación de riqueza, una administración pública debilitada institucionalmente al igual que la infraestructura pública, una insuficiencia de resultados en las estrategias de desarrollo, a pesar de un importante volumen de ayuda pública exterior, una reducción notable de inversión pública en los sectores sociales, falta de infraestructuras interiores y débil integración regional, la urbanización creciente sin infraestructura de saneamiento adecuada y la situación de la mujer. De acuerdo a estos elementos, el objetivo global recogido en el **Documento de Estrategia de Cooperación y PIN para el periodo 2001-2007**, es apoyar los esfuerzos del Gobierno senegalés para reducir la pobreza mediante un crecimiento sostenible y equitativo, buena gobernanza, con implicación de los actores no gubernamentales, integración regional y una progresiva inserción en la economía mundial.

La estrategia de cooperación UE-Senegal concentrará los recursos en los siguientes ámbitos:

- **Buena gobernanza política, económica y social**, incluyendo una gestión transparente, buen funcionamiento de la justicia y de las instituciones públicas, descentralización, fortalecimiento de los actores no gubernamentales, igualdad de oportunidades e instrumentos de información y gestión económica y social.
- **Transportes para la integración regional**, cuyos objetivos son: mejorar la eficacia de las infraestructuras y los servicios de transportes de integración regional, poniendo el énfasis en las redes transfronterizas de cara a los espa-

cios económicos de la UEMOA y de la CEDEAO; favorecer los intercambios y la integración comercial y preparar a la subregión para los APE con la UE.

- **Infraestructura de saneamiento**, que persigue mejorar la calidad medioambiental, de la salud de la población, especialmente de los más desfavorecidos.

El 9º FED asigna un total de 178 millones de euros para la Estrategia. Si se le añaden remanentes de los FED anteriores suman 203 millones que se distribuyen de la manera siguiente: buena gobernanza política, económica y social (35 millones, de los que se destinan 10 a actores no gubernamentales); Infraestructura de integración regional: transporte terrestre (70 millones); Infraestructura de saneamiento (30 millones); apoyo macroeconómico (53) y otros programas (15).

La Cooperación de la UE con África Occidental.

El Plan Indicativo Regional (PIR) de la Comisión Europea para África Occidental, recogido en el **Documento de Estrategia de cooperación regional 2002-2007**, abarca un grupo de 16 países del África subsahariana, dentro del cual se encuentran Cabo Verde, Mauritania y Senegal. Su objetivo global es contribuir a la reducción de la pobreza a través del crecimiento económico de la región mediante el refuerzo de la integración económica de África del Oeste.

De la experiencia comunitaria con la región resalta: la necesidad de fortalecer un mecanismo de concertación y convergencia para asegurar la integración, la debilidad institucional y técnica de la CEDEAO, la falta de instrumentos técnicos para la toma de decisiones, la débil visibilidad de las instituciones regionales entre la ciudadanía y la sociedad civil, la necesidad de las instituciones regionales de prepararse para las negociaciones internacionales relacionadas con la OMC y los APE y la falta de implicación de operadores económicos en la toma de decisiones comunitarias y otros obstáculos para los intercambios, como red de transportes e información. En términos generales, cabe destacar la enorme heterogeneidad económica y política de la subregión.

El PIR, por tanto, ha centrado su intervención en dos grandes sectores prioritarios: la integración económica y el apoyo comercial, cuyo objetivo es la inserción progresiva de África

Occidental en la economía mundial consolidando el espacio económico regional, y los transportes, con el fin de mejorar la red de transportes regional, disminuyendo los costos de factores y facilitando la libre circulación de personas y mercancías.

Asimismo y de manera complementaria, se actuará en las áreas de apoyo a una política regional de prevención de conflictos y buena gobernanza, apoyo al desarrollo humano, seguridad alimentaria y seguimiento y gestión del PIR.

En términos financieros, el 9º FED destina un total de 235 millones de euros, de los cuales, 118 millones, el 50%, van al sector de integración regional y apoyo comercial; 82 millones, (32%) al área de transportes; y 35 millones, al resto de los sectores complementarios.

Las dos instituciones centrales para poner en marcha el PIR son la Comunidad Económica de los Estados del África Occidental (CEDEOA) y la Unión Económica y Monetaria para África Occidental (UEMOA), por su carácter supranacional. Asumen por tanto la responsabilidad de la definición de proyectos, su aprobación, la ejecución de los mismos y participan en la coordinación y seguimiento, esto último en estrecha colaboración con las representaciones de la CE en los países. En algunos Estados, el Comité Permanente Inter-Estatal de Lucha contra la Sequía en África Subsahariana (CILSS) jugará también un rol clave.



3 Retos Estratégicos y Operativos para Mejorar la Cooperación entre la Macaronesia y los Países ACP

ORGANIZACIÓN DE LA TRANSICIÓN.

1. Sensibilizar a los actores de la CE, las delegaciones, las RUP y los países ACP (por ejemplo incluir el Plan Acción de Gran Vecindad en estrategias de cooperación al desarrollo/comercio para África y en la programación del 10º FED, programación FEDER para periodo 07-13).
2. Definición del proceso de transición (similitudes con Política de Vecindad).
3. Determinar actores y competencias (DG Regio, DG Dev, AIDCO, Delegaciones CE), en cuanto al diseño del Plan de Acción de Gran Vecindad.
4. Definición de cronograma, documento de planificación con “milestones” definidos (2007 para INTERREG, 2008 para programación nacional/regional ACP).
5. Lecciones aprendidas de: INTERREG IIIB MAC, Coordinación TACIS/CARDS/PHARE-INTERREG.
6. Actualización sobre el proceso de estrategia de Cooperación de la UE para Caribe (DOM franceses-ACP).

PLANIFICACIÓN/PROGRAMACIÓN.

1. Definir instrumentos de programación (documentos de Estrategia de Gran Vecindad/Plan de Acción Gran Vecindad vs. PIR).
2. Marco establecido por la CE para una potencial cooperación MAC-ACP.
3. Formulación de áreas de interés común entre MAC (Canarias, Madeira y Azores) y Cabo Verde/Mauritania/Senegal/ECOWAS para el Plan de Acción de Gran Vecindad.
4. Lecciones aprendidas de: INTERREG IIIB MAC y de proceso de articulación TACIS/CARDS/PHARE-INTERREG.
5. Determinar complementariedades en proceso de negociación de los APE (Actualización de estado de negociaciones con ECOWAS).
6. Metodología de programación para establecer el programa de Gran Vecindad (cronograma, “milestones”, actores).

IMPLEMENTACIÓN Y GESTIÓN.

1. Identificar la estructura de gestión interna y asignar competencias futuras (Rol de autoridad de gestión y autoridad de pago en Programa INTERREG).
2. Identificar la estructura de gestión externa y asignar competencias futuras. (Unidad de Coordinación de Programas y Autoridad Contratante en el país vecino).
3. Identificar estructuras conjuntas (Comité Conjunto de Selección de Proyectos y Comité Conjunto de Monitoreo).
4. Aclarar el rol de los Estados miembros, gobiernos regionales y locales.
5. Introducir especificidades del Reglamento FED.
6. Revisar particularidades en el marco de la nueva política de cohesión para la futura financiación FEDER en el componente de cooperación transnacional.
7. Definir la asignación presupuestaria potencial vía FEDER y vía FED.
8. Debatir sobre el estado en la discusión “Presupuestación del FED vs. 10º FED”.
9. Esbozar el proceso de implementación de programa y proyectos (Identificando similitudes con TACIS/MEDA o PHARE-INTERREG).
10. Estructurar la “hoja de ruta”, incluyendo cronograma y siguientes pasos.

SEGUIMIENTO.

1. Debatir sobre reglas de monitoreo y evaluación.
2. Definir necesidades potenciales de publicidad e información.
3. Identificar necesidades potenciales de asistencia técnica.

4 Conclusiones

La pertenencia a la UE y la proximidad a países terceros constituye un rasgo distintivo de las siete Regiones Ultraperiféricas de la UE, las cuales han incluido entre las prioridades de su estrategia conjunta de desarrollo, la integración con estos países vecinos, cada una en su zona geográfica correspondiente: Atlántico, Caribe e Índico. La necesidad de favorecer esta integración en beneficio del conjunto de la región ha sido una demanda constante de las RUP a lo largo de la última década.

La Comunicación de la Comisión Europea, “Estrechar la Asociación con las Regiones Ultraperiféricas” de mayo de 2004⁸, identifica, también, como objetivo prioritario la necesidad de consolidar los lazos económicos, sociales y culturales de las Regiones Ultraperiféricas con los territorios vecinos, ampliando su espacio natural de influencia y reduciendo las barreras que limitan las posibilidades de intercambio entre ambos.

Las Regiones Ultraperiféricas de Azores, Canarias y Madeira, junto con Cabo Verde, constituyen la región biogeográfica conocida como Macaronesia, situada en el Océano Atlántico, alejada del continente europeo pero próxima a los países de la costa noroccidental del continente africano.

Los países terceros vecinos a estas tres regiones son todos ellos países ACP⁹, con los que existe ya una línea de cooperación iniciada, en particular con Cabo Verde, Mauritania y Senegal, que conviene profundizar y ampliar a otros países de la zona.

De acuerdo con la Estrategia definida por la Comisión, la integración regional de las RUP y los ACP vecinos se hará conforme a un Plan de Acción de Gran Vecindad, que incluye dos tipos de intervenciones: medidas de política comercial y aduanera, entre las que destacan los Acuerdos de Partenariado Económico entre la UE y los países ACP; y programas de cooperación transnacional y transfronteriza.

Los Acuerdos de Partenariado Económico permitirán establecer, de aquí a finales de 2007, una cooperación económica y comercial reforzada, incluidas zonas de libre comercio, entre

los países ACP y la UE. A las Regiones Ultraperiféricas de la Macaronesia les afecta particularmente el Acuerdo de Partenariado entre la UE y la región de África Occidental (ECOWAS + Mauritania)¹⁰, por ser los más próximos geográficamente, y por existir con algunos de ellos una línea de cooperación ya iniciada que debe reforzarse y potenciarse

La Comisión Europea ha invitado a las RUP a definir de manera precisa sus intereses en los intercambios comerciales regionales con vistas a que sean tenidos en cuenta en las negociaciones de los Acuerdos de Partenariado. Canarias ya ha iniciado los trabajos necesarios para identificar estos intereses, partiendo de una lógica de complementariedad, desde una perspectiva de análisis de oportunidades/amenazas. Las conclusiones obtenidas serán presentadas a la Comisión Europea, con objeto de definir la postura a defender en las negociaciones.

Los programas de cooperación transnacional y transfronteriza entre las RUP y los países ACP próximos serán elementos fundamentales en la concreción y articulación del Plan de Acción de Gran Vecindad. Estos programas se enmarcan en el nuevo objetivo de Cooperación Territorial Europea de la Política de Cohesión Reformada.

Los programas de cooperación entre las RUP de la Macaronesia —Azores, Canarias y Madeira— y los países ACP de su zona geográfica se financiarán con cargo a la asignación del FEDER para cooperación transnacional con que contarán estas regiones. Una mejor articulación con el Fondo Europeo de Desarrollo (FED) asignado a los países ACP correspondientes, podría contribuir igualmente a reforzar la cooperación en la zona sobre la base de la identificación de intereses comunes.

El próximo periodo 2007-2013 contará por tanto con un nuevo programa de cooperación transnacional Azores-Canarias-Madeira, que podría incluir la cooperación entre estas RUP y los países ACP vecinos, y que permitiría continuar y mejorar las actuaciones ya realizadas en el actual periodo.

8. COM (2004) 343 final, de 26 de mayo de 2004.

9. Con excepción de Marruecos.

10. ECOWAS agrupa a Benin, Burkina Faso, Cabo Verde, Costa de Marfil, Gambia, Ghana, Guinea Bissau, Guinea, Liberia, Mali, Níger, Nigeria, Senegal, Sierra Leona y Togo.

La puesta en marcha de este Programa plantea retos y dificultades que requieren una solución urgente si se quiere alcanzar eficazmente el objetivo de integración regional marcado.

La financiación de los proyectos de cooperación plantea dificultades relacionadas con la inexistencia de reglas comunes que regulen y coordinen la intervención conjunta de dos instrumentos financieros distintos, el FEDER y el FED¹¹. Por ello, sería necesario desarrollar soluciones prácticas que permitan la articulación de ambos fondos.

En esta línea, la propuesta de reglamento del FEDER presentada por la Comisión¹², prevé en su artículo 22, párrafo 3, la posibilidad de destinar hasta un 10% de la contribución del FEDER a financiar gastos realizados en el territorio de países no pertenecientes a la UE, siempre que ello redunde en beneficio de las regiones de la Comunidad. La reserva de un 10% del Programa de Cooperación Azores-Canarias-Madeira para las acciones de cooperación con los países vecinos, permitiría asegurar la existencia de financiación por la parte comunitaria. De manera paralela, una reserva en el FED, destinada a la financiación de los proyectos de cooperación con las RUP, sería, sin duda, un primer paso adelante para el desarrollo de proyectos conjuntos, además de una medida plenamente coherente con la importancia que la Comisión ha atribuido al objetivo de desarrollo de intercambios económicos, sociales y culturales entre estas regiones.

Por otro lado, una coordinación FEDER-FED exigirá un gran esfuerzo de diálogo entre ambas partes y una mayor apropiación por parte de los países terceros de las oportunidades de cooperación con las RUP, que deberá iniciarse, cuanto antes, con objeto de identificar objetivos y actuaciones sobre los que exista un interés común. La programación del 10º FED y del FEDER, actualmente en curso, ofrece el momento idóneo para identificar prioridades comunes que puedan traducirse en proyectos conjuntos.

Las prioridades temáticas de la cooperación RUP Macaronesia/ACP deberán ser coherentes con las estrategias de desarrollo definidas a nivel regional, nacional y comunitario. A modo no exhaustivo, la cooperación podría abarcar ámbitos tales como integración de mercados, interconexiones de transporte, fortalecimiento de las capacidades humanas e institucionales, migración e intercambios de experiencias.

Las directrices aplicables a la elaboración y gestión de otros programas de cooperación territorial, en particular las de los futuros programas del Instrumento de Vecindad, pueden resultar ilustrativas, en particular en lo referente a las estructuras de gestión, contenido de los programas y tipos de proyectos.

Una integración eficaz de las RUP y los países ACP vecinos, requiere una implicación activa por parte de las autoridades regionales y locales, como protagonistas de su propio desarrollo. Se deberá fomentar activamente la participación de los actores privados, empresas y sociedad civil.

Las regiones de Azores, Canarias y Madeira, junto con sus vecinos de África noroccidental, reafirman su interés en trabajar conjuntamente para la consolidación de los vínculos sociales, económicos y culturales entre ellos, utilizando todos los medios e instrumentos disponibles, en particular aquellos ligados a la Política Comunitaria de Desarrollo Regional y de Cooperación Exterior. Cabo Verde manifiesta un interés particular en desarrollar una cooperación reforzada con la UE, en particular, a través de una cooperación estrecha con las RUP. Mauritania y Senegal muestran interés por conocer mejor los desafíos y oportunidades de la Iniciativa de Gran Vecindad.

La Comisión Europea reafirma su intención de contribuir activamente a la integración regional de las RUP y sus países terceros vecinos, a través del Plan de Acción de Gran Vecindad, coordinando las distintas políticas y los distintos servicios que intervienen en este objetivo y estableciendo las medidas específicas que resulten necesarias. La Comisión cree que un trabajo de partenariado entre las RUP y los países del entorno geográfico es necesario para impulsar el proceso. Las programaciones del FEDER y del 10º FED suponen una oportunidad para desarrollar el Plan de Acción de Gran Vecindad.

11. A diferencia de lo previsto en la Política de Vecindad, que contará con un instrumento financiero único, el Instrumento de Vecindad y Partenariado, para la financiación de los programas de cooperación entre la UE y los países terceros beneficiarios de esta política.

12. COM (2004) 495 final, de 14.7.2004.

5 Referencias

- **Tratado Constitutivo de la CE (Artículo 299.2)** Diario Oficial n°C 325 de 24 de diciembre de 2002.
- **SEC (2004) 1030.** Documento de Trabajo de la Comisión. Anexo a la Comunicación de la Comisión para estrechar la asociación con las Regiones Ultraperiféricas: balances y perspectivas. Comunicación de la Comisión (26 de mayo de 2004).
- **COM (2004) 343.** Estrechar la asociación con las Regiones Ultraperiféricas. Comunicación de la Comisión, de 6 de agosto de 2004, “Estrechar la asociación con las Regiones Ultraperiféricas: balance y perspectivas”. Comunicación de la Comisión de 26 de mayo de 2004 [COM (2004) 543 final].
- **Estrategia de Lisboa y Gotemburgo.** *COM (2005) 24:* Trabajando juntos por el crecimiento y el empleo. Relanzamiento de la Estrategia de Lisboa, *COM (2005) 330:* Acciones comunes para el crecimiento y el empleo: el programa comunitario sobre la Estrategia de Lisboa; *COM(2001) 264:* Desarrollo sostenible en Europa para un mundo mejor: estrategia de la Unión Europea en favor del desarrollo sostenible. Propuesta de la Comisión para el Consejo Europeo de Gotemburgo.
- **COM (2004) 107.** Comunicación de la Comisión, de 18 de febrero de 2004, «Una nueva asociación para la cohesión: convergencia, competitividad, cooperación», Tercer Informe sobre la Cohesión Económica y Social.
- **Inforegio (2004):** La cohesión a partir del giro decisivo de 2007. Ficha de síntesis 2004.
- **COM (2005) 192.** Comunicación de la Comisión. Tercer Informe Intermedio sobre la Cohesión: Hacia una nueva colaboración para el crecimiento, el empleo y la cohesión. Bruselas, 17.5.2005.
- **COM (2004) 492.** Propuesta de Reglamento del Consejo, de 14 de julio de 2004, por el que se establecen las disposiciones generales relativas al Fondo Europeo de Desarrollo Regional, al Fondo Social Europeo y al Fondo de Cohesión.
- **COM (2004) 495.** Propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo, de 14 de julio de 2004, relativo al Fondo Europeo de Desarrollo Regional.
- **COM (2004) 496.** Propuesta de Reglamento del Parlamento y del Consejo relativo a la creación de una Agrupación Europea de Cooperación Transfronteriza (AECT), Bruselas, 14.7.2004.
- **SEC (2005) 1459.** Documento de trabajo sobre los aspectos relativos al comercio y al desarrollo en las negociaciones sobre los Acuerdos de Asociación Económica con los Países ACP, 09.11.2005.
- **Acuerdo de Cotonú.** Acuerdo de asociación entre los Estados de África, del Caribe y del Pacífico, por una parte, y la Comunidad Europea y sus Estados miembros, por otra firmado en Cotonú el 23 de junio de 2000 [2000/483/CE: COM 483].
- **COM (2003) 393.** Comunicación de la Comisión. Sentar las bases de un nuevo Instrumento de Vecindad. Bruselas, 1.7.2003.
- **COM (2003) 104.** Comunicación de la Comisión al Consejo y al Parlamento Europeo. Una Europa más amplia. Relaciones con los países vecinos: un nuevo marco para las relaciones con nuestros vecinos del Este y del Sur de Europa, Bruselas 11.3.2003.
- **COM (2004) 373.** Comunicación de la Comisión “Política Europea de Vecindad. Documento de Estrategia {SEC(2004) 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570}. Bruselas, 12.5.2004.
- **COM (2004) 626.** Comunicación de la Comisión al Consejo y al Parlamento Europeo relativa a los instrumentos de ayuda exterior en el marco de las futuras Perspectivas Financieras 2007–2013. 29.9.2004.
- **COM (2004) 627.** Propuesta de Reglamento del Consejo por el que se establece un Instrumento de Preadhesión (IPA). Presentada por la Comisión, 29.9.2004.
- **COM (2004) 628.** Propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo por el que se establecen las disposiciones generales relativas a la creación de un Instrumento Europeo de Vecindad y Asociación. Presentada por la Comisión, Bruselas, 29.9.2004.
- **COM (2004) 629.** Propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo por el que se establece un

instrumento financiero para la Cooperación al Desarrollo y la Cooperación Económica. Presentada por la Comisión, Bruselas 29.9.2004.

- **COM (2004) 630.** Propuesta de Reglamento del Consejo para establecer un instrumento de estabilidad. Presentada por la Comisión, Bruselas, 29.9.2004.
- **COM (2005) 489.** Comunicación de la Comisión al Consejo, el Parlamento Europeo y el Comité Económico y Social Europeo. Estrategia de la UE para África: Hacia un pacto euroafricano para acelerar el desarrollo en África. SEC (2005) 1255. 12/10/2005.
- **COM (2003) 590.** Comunicación de la Comisión al Consejo y al Parlamento Europeo relativa a la plena integración de la cooperación con los países ACP, en el presupuesto de la UE.
- **COM (2006) 132.** Decisión del Consejo relativa a la posición que debe adoptar la Comunidad en el Consejo de Ministros ACP-CE en relación con el marco financiero plurianual para el periodo 2008-2013 y las modificaciones

que deben introducirse en el Acuerdo por el que se revisa el Acuerdo de Asociación entre los miembros del grupo de los Estados de África, del Caribe y del Pacífico, por una parte, y la Comunidad Europea y sus Estados miembros, por otra, firmado en Cotonú el 23 de junio de 2000 y revisado en Luxemburgo el 25 de junio de 2005 (presentada por la Comisión).

- **EC Regional Policy (2001).** A guide to bringing INTERREG and Tacis funding together. European Communities, 2001.
- **COM (2006) 86.** Comunicación de la Comisión al Consejo, al Parlamento Europeo y al Comité Económico y Social Europeo. Asociación UE-Caribe para el crecimiento, la estabilidad y el desarrollo. {SEC(2006) 268}. 2.3.2006.
- **COM (2006) 88.** Comunicación de la Comisión al Consejo y al Parlamento Europeo. Reforzar el impacto europeo: Un marco común para la elaboración de documentos de estrategia por país y la programación plurianual común. 2.3.2006.



6 Abreviaturas

ACP	África, Caribe y Pacífico.
AECT	Agrupación Europea de Cooperación Transfronteriza.
APE	Acuerdos de Partenariado Económico.
CARDS	Programa de Asistencia de la UE para la Reconstrucción, el Desarrollo y la Estabilización de los Balcanes del Oeste.
CE	Comisión Europea.
CEDEAO	Comunidad Económica de los Estados del África Occidental.
CILSS	Comité Permanente Inter-estatal de Lucha contra la Sequía en el Sahel.
DOM	Departamentos Franceses de Ultramar.
ECOWAS	Comunidad Económica de los Estados de África del Oeste.
FED	Fondo Europeo de Desarrollo.
FEDER	Fondos Europeos de Desarrollo Regional.
FEOGA	Fondo Europeo de Orientación y de Garantía Agrícola.
FSE	Fondo Social Europeo.
I+DT	Investigación y Desarrollo Tecnológico.
IEVP	Instrumento Europeo de Vecindad y Partenariado.
IFOP	Instrumento Financiero de Orientación de la Pesca.
ISPA	Instrumento para Políticas Estructurales de Pre-adhesión.
NEPAD	Nuevo Partenariado para el Desarrollo de África.
OMC	Organización Mundial del Comercio.
PAGV	Plan de Acción de Gran Vecindad.
PHARE	Programa de Ayuda Comunitaria a los Países de Europa Central y Oriental.
PIN	Programa Indicativo Nacional.
PIR	Programa Indicativo Regional.
POSEI	Programas de Opciones Específicas por la Lejanía y la Insularidad.
RUP	Regiones Ultraperiféricas.
TACIS	Programa de Asistencia Técnica a la Comunidad de Estados Independientes y a Mongolia.
UEMOA	Unión Económica y Monetaria para África Occidental.

7 Anexos

ANEXO 1. POLÍTICA EUROPEA DE VECINDAD Y OTRAS MEDIDAS COMUNITARIAS EN APOYO DE LAS REGIONES ULTRAPERIFÉRICAS.

Antes de 2004, la cooperación transnacional y transfronteriza de la UE con terceros países funcionaba con financiación y procedimientos diferentes a ambos lados de la frontera comunitaria. Esto dificultaba sustancialmente su articulación entre los Estados miembros y los países vecinos del Sur y del Este europeos y, con ello la ejecución de proyectos. Tal era el caso de los programas europeos de cooperación exterior existentes en aquel momento, PHARE de cooperación transfronteriza (países candidatos), TACIS (nuevos estados independientes), CARDS (Balcanes Occidentales), MEDA (orilla meridional/oriental Mediterráneo) y la iniciativa comunitaria INTERREG, financiada por el FEDER.

La Comunicación de la Comisión al Consejo y al Parlamento Europeo en marzo de 2003, **COM (2003) 104**, formuló la voluntad política de promover un nuevo marco para las relaciones con los vecinos del Este y del Sur de Europa. Posteriormente, se elaboró la **COM (2004) 373**, recogiendo la estrategia para la Política Europea de Vecindad. En ella se definen las bases de lo que se entendía por vecindad global y sus pilares: la estabilidad, la seguridad y el bienestar, además de esbozar lo que sería el Instrumento de Vecindad. Se analizan los elementos de contenido y de procedimiento que debía incluir la iniciativa. El documento **COM (2003) 393**, sobre sentar las bases de un nuevo Instrumento de Vecindad con los países vecinos del Este (Rusia, Ucrania, Moldavia, Bielorrusia) y del Sur de Europa (Argelia, Egipto, Israel, Jordania, Líbano, Marruecos, Siria, Túnez y la Autoridad Palestina), resume las orientaciones para la reforma de la cooperación en el marco de la Política de Vecindad.

Se trata de una “hoja de ruta”, en la cual se distinguieron dos fases, la fase de transición 2004-2006, donde se ha trabajado en la coordinación de los diferentes instrumentos financieros dentro del marco jurídico ya existente intentando, de forma pragmática y dinámica, mejorar los procedimientos actualmente aplicables y aumentar la eficacia y transparencia de la cooperación, y la segunda fase 2007-2013, en la cual se operará con un solo instrumento

financiero, el Instrumento Europeo de Vecindad y Partenariado (IVEP), tras evaluarse las cuestiones jurídicas y presupuestarias pertinentes.

La **COM (2004) 626** relativa a los instrumentos de ayuda exterior en el marco de las futuras Perspectivas Financieras 2007-2013 define los cuatro instrumentos centrales que configuran el marco financiero: un instrumento de Asistencia para la Pre-adhesión [**COM (2004) 627**], orientado a países candidatos y potenciales candidatos; el Instrumento de Vecindad [**COM (2004) 628**], un instrumento de Cooperación al Desarrollo y Cooperación Económica [**COM(2004) 629**] y un instrumento de Estabilidad [**COM(2004) 630**], enfocado a todos los terceros países y territorios.

Los objetivos del nuevo Instrumento de Vecindad serán: promover la integración económica y profundizar la cooperación política entre la UE y los países vecinos; aprovechar, de manera conjunta, oportunidades y retos relacionados con la proximidad geográfica, todo ello simplificando las estructuras y los procedimientos de gestión de los programas conjuntos. Se pretende simplificar también, estructuras y procedimientos; asignar recursos en base al desempeño; mejorar el diálogo con otros donantes y con los terceros países.

La propuesta sobre las disposiciones generales relativas a la creación del Instrumento Europeo de Vecindad y Asociación están en la **COM (2004) 628**. Dicho instrumento sustituirá los actuales instrumentos financieros de cooperación exterior de la UE, TACIS y MEDA. Del conjunto de las RUP, sólo se podrá beneficiar la Comunidad Autónoma de Canarias debido a que es la única que reúne la característica de ser frontera exterior marítima, situada a menos de 100 km de uno de los países definidos en la Vecindad, Marruecos.

Se financiarán tres tipos de programas: Cooperación Transfronteriza, en los que se asocian regiones de Estados miembros vecinos con una frontera común; Programas Nacionales/Multinacionales y Regionales, definidos bilateralmente para el país vecino; y Programas Temáticos, que

perseguirán objetivos globales de gran interés y a escala de todos los países de la Vecindad.

El Reglamento del Instrumento Financiero de Vecindad y Partenariado sienta las bases para su uso. La elegibilidad se extenderá a todas las fronteras terrestres y marítimas exteriores de la UE con un país de la Vecindad. Se considerarán fronteras marítimas los pasos marítimos y las cuencas marítimas. El reparto se hará en base a la población en las zonas/regiones, a ambos lados de la frontera.

En cuanto a la gestión, los países beneficiarios deben proponer a la Comisión un programa conjunto que se debe basar en los principios de programación plurianual, partenariado y cofinanciación y tener como referencia las orientaciones estratégicas aprobadas por la Comisión. Esto irá acompañado de un Convenio de Financiación que se firmará entre la Comisión y el Coordinador Nacional de Ayudas/Ordenador Nacional de Pagos del país vecino. Los países participantes son responsables, de manera conjunta, de la elaboración y gestión de los programas, para los cuales habrá una Autoridad de Gestión conjunta establecida en el país miembro, apoyada por un Secretariado Técnico Conjunto y acompañada por un Comité de Seguimiento Conjunto.

Se podrán ejecutar proyectos conjuntos entre los que se encuentran: proyectos integrados con socios de ambos lados de la frontera que contribuyen con diferentes elementos a un mismo proyecto; proyectos simétricos con socios que realizan actividades similares a ambos lados de la frontera; proyectos simples que se realizan a un lado de la frontera pero benefician a ambas partes.

Otras medidas comunitarias.

Además de la política de cohesión, hay otros instrumentos en el marco de las políticas comunitarias que contribuirán a la estrategia de desarrollo de las RUP y que están vinculadas a la competitividad. Aunque no forman parte del PAGV, sí será importante tenerlas en cuenta para aprovechar sinergias y fomentar su efecto multiplicador de manera articulada. Estas medidas están dirigidas a afrontar el problema de los costes de producción adicionales, que afectan de manera negativa a la mayoría de los sectores productivos de bienes y servicios en las RUP. Por tanto, para mejorar la falta de diversificación y la debilidad de las economías en crear empleos, la CE propone iniciativas en desarrollo del capital humano; desarrollo de servicios de interés general para paliar las consecuencias de la falta de competencia real entre los agentes económicos públicos o privados; innovación, sociedad de la información e investigación y desarrollo tecnológico y medio ambiente. Las especificidades territoriales de las RUP también se considerarán en la revisión de directrices sobre Ayudas de Estado para las regiones.

Asimismo, la CE propone recurrir a los instrumentos que ya existen en el ámbito del transporte aéreo y del transporte marítimo para mejorar la accesibilidad, contemplando conexiones de dichas regiones entre sí y con el continente europeo, así como las conexiones dentro de cada una de ellas. En el ámbito agrícola (Fondo de Desarrollo Rural) se han establecido medidas específicas como el POSEI (reforma del reglamento en proceso) o el régimen aplicable en los sectores de azúcar y plátano, y de pesca (futuro Fondo Europeo de Pesca).

ANEXO 2. EXPERIENCIAS Y LECCIONES APRENDIDAS DE LA COOPERACIÓN TERRITORIAL EN LA TRANSICIÓN HACIA UNA POLÍTICA EUROPEA DE VECINDAD.

En la transición hacia la Política de Vecindad de la UE, se han realizado esfuerzos por articular proyectos INTERREG financiados por el FEDER con programas de cooperación externa de la UE como TACIS, PHARE, MEDA, entre otros.

PHARE CBC fue el primero en promover la articulación con los Países Candidatos, hoy ya miembros, mediante estructuras de gestión y programación conjuntas, involucrando a autoridades locales y regionales. TACIS le sigue en cuanto al proceso de coordinación que ha sido de aprendizaje, tanto para los actores nacionales y regionales de los países receptores como para la propia CE. En el ámbito de MEDA aún existen pocas experiencias, no obstante a continuación se subrayarán algunos de los temas centrales que han sido debatidos en este contexto. Las lecciones aprendidas, serán de gran utilidad para la potencial articulación entre los instrumentos financieros FEDER y FED, por ser instrumentos de naturaleza y regulación diferentes.

Organización de la Transición.

Fase de transición compartiendo procedimientos y presupuestos separados (interior de la UE-país vecino).

Planificación–Programación.

- Programación y selección de áreas temáticas prioritarias (retos comunes). La definición de temas con potencial de cooperar es más compleja con países que no comparten frontera directa con la UE, como ha sido el caso de algunos países de la cuenca mediterránea.
- Documentos de Estrategia de Vecindad y Planes de Acción.
- Documentos de Estrategia (Vecindad) vs. Programas Indicativos Nacionales.
- Apropiación de los actores, con especial interés de los países vecinos.

Implementación.

- Estructura de Gestión. Rol de los gobiernos nacionales vs. nivel regional y/o local. Será importante promover la creación de redes que involucren a los diferentes actores, basadas en una relación de fluida información, especial-

mente en lo que respecta a las reglas y procedimientos.

- Comité de Selección de Proyectos y Secretariado Técnico Común. Va a ser un factor determinante que los equipos conozcan muy bien la región.
- Unidades Nacionales de Cooperación. Son actores esenciales que apoyan la cooperación entre los diferentes niveles de la administración pública, promueven la eficacia de las iniciativas de cooperación mediante el fomento de redes y el intercambio de información. Además, como puntos focales contribuyen a una articulación con otros donantes, autoridades nacionales, etc. No obstante, en ocasiones les han faltado competencias decisorias.
- Gestión financiera: Contratos y pagos. Se mantuvieron separados durante la primera fase, es decir, los de INTERREG, por un lado, y los del Programa de Cooperación Transfronteriza, por otro.
- Convenios de Financiación.
- Participación, Comunicación e Información. Será importante que puedan participar todo tipo de actores, especialmente, del ámbito local y regional. En caso, contrario el Programa de Vecindad podría verse perjudicado. El rol del nivel nacional también ha de ser asumido de manera adecuada. El flujo de información y la transparencia entre los diferentes niveles son esenciales para garantizar la participación de todos los ámbitos.
- Sociedad civil, gobiernos locales, ONGs, operadores económicos, universidades.

Seguimiento.

Este apartado de lecciones aprendidas será complementado con las contribuciones de los ponentes que compartirán su experiencia desde la perspectiva de la DG Relex, las Delegaciones de la UE, en un país receptor y un Secretariado Técnico Común de INTERREG. La transferencia de conocimiento y experiencias será clave para la futura articulación de FEDER-FED.

PROJECTOS
RUPplus

RUPREV

**O Futuro da Cooperação entre a
Macaronésia e os países ACP do seu
Espaço Geográfico: Potencial e Desafios**

MAIO 2007



1 A Estratégia da Comissão Europeia para Estreitar as Relações com as Regiões Ultraperiféricas

1. AS RUP NA UE. UMA BREVE INTRODUÇÃO.

Em Junho de 2002, o Conselho Europeu celebrado em Sevilha convidou a Comissão Europeia (CE) a elaborar uma estratégia global a favor das regiões ultraperiféricas (RUP) com a finalidade de aprofundar na aplicação do ponto 2 do Artigo 299 do Tratado CE referente ao estatuto específico das mesmas. Neste ponto ressalta a necessidade de adoptar medidas especiais para o seu desenvolvimento socioeconómico no âmbito da União Europeia (UE). A UE conta com sete RUP: a comunidade autónoma espanhola das Ilhas Canárias; as regiões autónomas portuguesas dos Açores e da Madeira e os quatro departamentos franceses do ultramar (DU): Guadalupe, Guiana francesa, Martinica e Reunião. As sete regiões abrangem vinte cinco ilhas, mais a Guiana francesa, e têm uma população total de aproximadamente 4 milhões de habitantes.

As suas particularidades estão relacionadas com os factores de afastamento, insularidade, superfície reduzida, relevos e climas adversos e dependência económica de um reduzido número de produtos —enumerados no ponto 2 do Artigo 299 do Tratado CE— que dificultam o seu crescente desenvolvimento e a sua integração na UE.

Após reconhecer tais condições, causa do seu isolamento e fragilidade socioeconómica, a UE facilita um tratamento diferente das RUP baseado nos princípios de igualdade e proporcionalidade.

A Comunicação da Comissão “Estreitar a Parceria com as Regiões Ultraperiféricas”, adoptada a 26 de Maio de 2004 [COM (2004) 343], foi acompanhada por um Relatório [SEC (2004) 1030] que: Reflecte a actual situação das RUP no âmbito da UE; Analisa o impacto dos instrumentos financeiros da política de coesão europeia (Fundos Estruturais; Fundo de Coesão, Créditos do Banco Europeu de Investimentos, Auxílios do Estado), dos instrumentos de apoio para outras políticas comunitárias (fiscalidade; transporte; energia; I&D&i; comércio e cooperação regional; imigração; ambiente;

política empresarial; agricultura e pesca); e dá recomendações para o desenho de uma estratégia de desenvolvimento para as regiões ultraperiféricas.

Dentro do grupo das RUP, apesar de existirem semelhanças no que se refere a factores que limitam o seu desenvolvimento, o impacto dos instrumentos europeus em termos de convergência revela diferenças entre as regiões. Apesar de algumas terem alcançado ou ultrapassado 75% da média da renda per capita europeia como o caso das Ilhas Canárias (89%) e da Madeira (89,6%), ou substancialmente avançado, como a Martinica (68%), os Açores e os Departamentos Franceses do Ultramar só alcançam metade da média europeia, situando-se entre as dez regiões menos prósperas (Valores da UE 25 2002). No entanto, o desemprego à excepção das Ilhas Canárias que conseguiu diminuir de 24% para 11% revelam valores que estão situados acima da média europeia, superando 20% nos DU franceses (25-30%) e da Martinica (23%).

No Relatório SEC (2004) 1030 realiza-se um balanço das medidas específicas orientadas para favorecer e compensar as particularidades das RUP, nomeadamente as que são comparticipadas pelos fundos estruturais. Também são analisadas as perspectivas de tal estratégia, e destaca o duplo desafio para o desenvolvimento das RUP no quadro económico globalizado, por um lado, a sua integração nos mercados internos da UE e, por outro, a sua integração regional com os países do seu espaço geográfico, designadamente, os países da África, do Caribe e do Pacífico (ACP).

Portanto, na COM(2004) 343 define-se a futura estratégia de intervenção com três eixos prioritários orientados a:

- 1º Fomentar a acessibilidade e compensar os restantes condicionantes próprios das RUP, nomeadamente os que estão vinculados com o afastamento.
- 2º Melhorar as condições gerais de competitividade das suas economias, criando um espaço atraente para o sector empresarial, conforme o estabelecido na Estratégia de Lisboa e Gotemburgo.

3º Favorecer a integração regional e a parceria entre as RUP e os países terceiros vizinhos para ampliar o espaço de intercâmbios socioeconómicos e culturais com o meio geográfico.

No quadro 1 abaixo pode-se ver os eixos de intervenção e a forma como se traduzem em medidas específicas orientadas para as RUP.

Quadro 1. Estratégia para estreitar a parceria com as RUP.

EIXOS	INTERVENÇÕES
EIXO 1: Reduzir os efeitos da falta de acesso e dos outros obstáculos específicos das RUP	Programa específico RUP Medidas de apoio para o sector agrícola e da pesca
EIXO 2: Melhorar a competitividade das economias locais	Ações no âmbito do emprego, I&DT, inovação, TIC e serviços de interesse geral <i>Mainstream</i> da política de coesão
EJE 3: Melhorar a inserção regional das RUP à volta do espaço geográfico vizinho	Plano de Acção para a Grande Vizinhança

Fonte: Apresentação DG Regio (C. Aldehuelo), Guadalupe 2004.

A Comissão propõe aplicar estas prioridades através dos instrumentos financeiros da política de coesão económica e social, e também no âmbito de outras políticas comunitárias. Dentro da reforma da política de coesão económica e social, a CE menciona o programa específico de compensação das condicionantes, financiado durante o período 2007-2013 pelo Fundo Europeu de Desenvolvimento Regional (FEDER), cujo objectivo é reduzir as desvantagens específicas que afectam a economia destas regiões.

Portanto, o objectivo de melhorar a integração regional das RUP, será articulado através de um Plano de Acção para a Grande Vizinhança que visa ampliar o espaço natural de influência socioeconómica e cultural destas regiões, abrangendo medidas de carácter comercial, alfandegário e de cooperação transnacional e transfronteiraça.

2. AS RUP NO QUADRO DA NOVA POLÍTICA DE COESÃO 2007-2013.

No Conselho Europeu de Dezembro de 2005 foram aprovadas as Perspectivas Financeiras para o período 2007-2013 que foram ratificadas pelo Parlamento Europeu. Em Julho de 2004, a CE adoptou as suas propostas legislativas para reformar a política de coesão, cuja aprovação pelo Parlamento Europeu está prevista para antes do mês de Julho deste ano.

Com um volume de 308.041 milhões de euros, um terço do orçamento comunitário, a reforma visa promover acções estruturais que: convirjam para orientações estratégicas da UE definidas em Lisboa e Gotemburgo; se centrem nas regiões menos favorecidas; a sua execução seja mais descentralizada através de mecanismos simplificados, transparentes e eficazes.

As intervenções estruturais concentrar-se-ão a partir do dia 1 de Janeiro de 2007 em três grandes objectivos, CONVERGÊNCIA, COMPETITIVIDADE e COOPERAÇÃO TERRITORIAL. Portanto, o número de fundos estruturais vão ser três: o FEDER, o FSE e o Fundo de Coesão. Face aos actuais seis (FEDER, FSE, Fundo de Coesão, FEOGA-Garantia e FEOGA-Orientação, IFOP). Seguidamente expõe-se na Tabela 1 as suas principais características.

Portanto, foram elaboradas as propostas de: um Regulamento geral que estabelece as disposições comuns para as três fontes de financiamento das acções estruturais 2007-2013 **COM (2004) 492**; um Regulamento para o Fundo Europeu de Desenvolvimento Regional (FEDER) **COM(2004) 495**, o Fundo Social Europeu (FSE) **COM(2004) 493** e o Fundo de Coesão **COM(2004) 494**; e um novo Regulamento que permite a criação de uma estrutura de cooperação transfronteiraça **COM(2004) 496**.

Tabela 1. Política de coesão 2007-2013.

Programas e instrumentos	Elegibilidade	Prioridades	Verbas
Objectivo Convergência: <i>Acelerar a convergência económica das regiões menos desenvolvidas</i> As RUP vão receber, dependam ou não do objectivo de Convergência, um financiamento específico do FEDER para a sua integração no mercado interno e ter-se-ão em conta as suas restrições específicas.			81,5 % (251.163 milhões de euros) RUP: 35 euros/habitante/ano
Programas regionais e nacionais FEDER FSE	Regiões com um PIB/hab. < 75 % da média UE-25 Efeito estatístico: regiões com um PIB/hab. < 75 % em UE-5 e > 75 % na UE-25	<ul style="list-style-type: none"> • Inovação • Ambiente/ • Prevenção de riscos • Acessibilidade • Infra-estruturas • Recursos humanos • Capacidade administrativa 	
Fundo de Coesão	Estados membros com uma RNB/hab. < 90 % da média UE-25	<ul style="list-style-type: none"> • Transporte (RTE) • Transporte sustentável • Ambiente • Energias renováveis 	
Objectivo Competitividade regional e emprego: <i>Fortalecer a competitividade e favorecer a adaptabilidade dos trabalhadores, empresas e o desenvolvimento dos mercados de trabalho orientados à integração social</i>			15,9%(49.127 milhões de euros)
Programas regionais (FEDER) e programas nacionais (FSE)	Os Estados membros propõem uma lista de regiões (NUTS 1 ou NUTS 2) <i>Phasing-in</i> regiões cobertas pelo objectivo 1 entre 2000-2006, não cobertas pelo objectivo de Convergência	<ul style="list-style-type: none"> • Inovação • Ambiente/ prevenção de riscos • Acessibilidade • Estratégia europeia de emprego 	78,98 % = 38.742 milhões de euros 21,02% = 10.385 milhões de euros
Objectivo cooperação territorial europeia: <i>Intensificar a cooperação transfronteiriça; a cooperação à escala das zonas transnacionais; redes de cooperação e de intercâmbio de experiências</i>			2,5% (7.750 milhões de euros)
Programas e redes transfronteiriças e transnacionais (FEDER)	Regiões fronteiriças e grandes regiões de cooperação transnacional	<ul style="list-style-type: none"> • Inovação • Ambiente/ • Prevenção de riscos • Acessibilidade • Cultura, educação 	73,85% transfronteiriço 12,12% IEVP 21,0 % transnacional 5,15 % redes

Fonte: A coesão a partir da viragem decisiva de 2007. Ficha de síntese 2004. Inforegio e actualização.

No âmbito das propostas dos novos regulamentos para a futura política de coesão, as regiões ultraperiféricas poderão optar aos objectivos de convergência, de competitividade regional e emprego e também serão beneficiárias da cooperação territorial europeia.

O componente de cooperação territorial europeia é o mais interessante dos três no contexto deste documento que tem como objectivo perfilar o potencial e os desafios que poderão surgir durante a parceria entre as RUP, nomeadamente, na zona da Macaronésia (Canárias, Madeira e dos Açores) e nos países da África, do Caribe e do Pacífico (ACP) do espaço geográfico.

O novo objectivo da cooperação territorial europeia, inspirado na experiência do Programa de Iniciativa Comunitária (PIC) Interreg, visa intensificar a cooperação em três dimensões: a cooperação transfronteiriça, através de programas conjuntos; a cooperação à escala das zonas transnacionais; e a cooperação inter-regional no conjunto da UE. Globalmente,

pretende-se que este objectivo favoreça o desenvolvimento equilibrado e sustentável do território Europeu.

A cooperação transfronteiriça estará dirigida às regiões situadas nas fronteiras terrestres internas e algumas terrestres externas, tal como outras situadas ao longo das fronteiras marítimas. Também contribuirão para o financiamento dos programas transfronteiriços, o instrumento Europeu de vizinhança e cooperação (IEVP) e o instrumento de pré-adesão (IPA), os quais vão substituir os actuais programas Europeus de cooperação TACIS, MEDA, CARDS, ISPA e SAPARD. Haverá uma lista de regiões transfronteiriças¹ e das zonas de cooperação transnacional elegíveis. O subcomponente de redes e intercâmbios será aplicável a todo o território da UE.

1. Neste sentido, dentro da Macaronésia, a única região que entraria como elegível no âmbito da Política de Vizinhança é a Comunidade Autónoma de Canárias por ter fronteira marítima com Marrocos, país vizinho da UE e estar situada a menos de 100 km das suas costas.

A repartição dos recursos pode ser vista na Tabela 1, no entanto cabe salientar que dos 7.750 milhões de euros que serão destinados para este componente, mais da metade (73,85%) será canalizado através da cooperação transfronteiriça, do qual 12,12% será através do instrumento de vizinhança e parceria e do instrumento de pré-adesão. O restante 21,0%, será utilizado para a cooperação transnacional. Apenas 5,15 % será utilizado para promover redes europeias de cooperação e intercâmbio.

Em cada eixo prioritário dos programas operacionais, a participação dos fundos para a despesa pública representará um mínimo de 20%. A programação terá especialmente em conta a especificidade territorial das RUP e o mais relevante serão os limites de: 50% para o novo orçamento complementar do FEDER (compensação pelos custos acrescidos); e 85% para os programas operacionais de acordo com as prioridades de convergência e de competitividade regional e emprego. Para o componente de cooperação a taxa de co-financiamento passa a ser 75%, em vez de 85%, significando um maior co-financiamento nacional mas também visando fomentar a realização de mais projectos [COM (2004) 343; Inforegio (2004)].

Na proposta de regulamento do FEDER, os programas de cooperação territorial, onde se inclui também a especificidade territorial das RUP salientaram o seguinte (COM(2004) 495):

- Realização de actividades económicas e sociais transfronteiriças, através de estratégias comuns de desenvolvimento territorial sustentável mediante o fomento do espírito empresarial e, nomeadamente, da expansão das PME, do turismo, da cultura, e do comércio transfronteiriço.
- Impulso da protecção e gestão conjunta do ambiente.
- Redução do isolamento, mediante a melhoria do acesso às redes e aos serviços de transporte, informação e comunicação, e aos sistemas hídricos, energéticos e de gestão de resíduos transfronteiriços.
- Estímulo da colaboração, desenvolvimento da capacidade e utilização conjunta de infra-estruturas, nomeadamente nos sectores da saúde, cultura e educação.
- Instauração e desenvolvimento da cooperação transnacional, incluindo a cooperação bilateral entre as regiões marítimas, através do financiamento de redes e de acti-

ções que proporcionem um desenvolvimento territorial integrado em:

- Gestão dos recursos hídricos que tenham uma clara dimensão transnacional.
- Melhoria da acessibilidade, quer em redes transfronteiriças e transeuropeias, quer de acesso local, regional e nacional e fomento das TIC.
- Prevenção de riscos (segurança marítima; protecção perante inundações; contaminação das águas; erosão, terremotos e avalanches).
- Criação de redes científicas e tecnológicas vinculadas ao desenvolvimento equilibrado das zonas transnacionais (I&DT).
- Potenciação da eficácia da política regional, através da cooperação inter-regional à escala de todo o território da UE.

A estratégia para estreitar a parceria com as RUP (COM (2004) 343) enquadra-se dentro da reforma da política de coesão europeia para o período 2007-2013. O Terceiro Relatório sobre a coesão económica e social da Comissão Europeia de Fevereiro 2004, que abrange as prioridades da CE para tal período, assinala que as RUP reúnem os requisitos contemplados em cada um dos três objectivos.

Ambos os documentos salientam a criação de um programa específico de compensação dos custos adicionais que equilibre as desvantagens e dificuldades às quais as RUP se enfrentam. Será comparticipada com o FEDER, e os objectivos do programa visam melhorar: o défice de acessibilidade devido ao afastamento, fragmentação e relevo do território das regiões ultraperiféricas; reduzir a dimensão do mercado regional, diminuir as cargas fiscais e a ausência ou insuficiência da diversificação económica; os condicionantes ambientais e climáticos e a conservação da biodiversidade.

A reforma da política de coesão propõe outros desafios relacionados directamente com a gestão dos programas a ter em conta numa futura Estratégia de Parceria com os países terceiros. Propõe-se uma estratégia com programação plurianual, envolvendo diferentes níveis de actores através de uma abordagem de co-financiamento que dá maior ênfase à eficácia e qualidade das intervenções (como se tem feito até à presente data). Há alguns elementos inovadores a salientar: uma abordagem mais estratégica enquadrada nas

orientações comunitárias e nos novos quadros de referência nacionais; metodologia de trabalho mais descentralizada que fomente a participação activa dos Estados-membros, regiões e organismos de aplicação, por um lado, e a Comissão, por outro; e a gestão financeira simplificada (pagamentos consoante prioridades; contribuição comunitária consoante a despesa pública e a elegibilidade, em grande medida de acordo com os critérios nacionais).

Por último, existe uma interessante Proposta de Regulamento para os Agrupamentos Europeus de Cooperação Transfronteiriça, as AECT **COM (2004) 496** que vai permitir criar organismos dotados de personalidade jurídica. Servirá de balizamento para a aplicação de programas do objectivo “Cooperação” tendo por base um convénio acordado pelas administrações nacionais, regionais e locais ou outros entes públicos membros de tais agrupamentos. Terá os seus próprios estatutos, órgãos e normas orçamentais, executará as tarefas que lhe forem encomendadas pelos seus membros em conformidade com o convénio. Será um elemento a considerar nos próximos programas europeus de cooperação territorial.

3. O PLANO DE ACÇÃO PARA A GRANDE VIZINHANÇA.

O Plano de Acção para a Grande Vizinhança (PAGV) é um conjunto de acções destinadas a promover e reforçar as relações entre as RUP e os seus países vizinhos que incluem acções de cooperação territorial e outras medidas de âmbito comercial e alfandegário. Como alicerce para melhorar a parceria das RUP com a UE [**COM (2004) 343**], o PAGV facilitará a cooperação económica, social e cultural entre estas e os países do seu espaço geográfico vizinho, nomeadamente, com os países da África, do Caribe e do Pacífico (ACP), e basear-se-á no Acordo de Cotonu. É importante destacar que não se trata de um instrumento financeiro específico, mas de uma iniciativa da Comissão que visa a melhoria da coordenação dos esforços realizados pela Comunidade no conjunto das políticas desenvolvidas relativas à cooperação das RUP e dos países do seu espaço geográfico.

O objectivo central da PAGC é ampliar o espaço natural de influência socioeconómica e cultural destas regiões (incluin-

Quadro 2. Conteúdo do Plano de Acção para a Grande Vizinhança.

Componente comercial
<ul style="list-style-type: none"> • Intercâmbios comerciais e medidas aduaneiras no âmbito dos acordos preferenciais UE – Países ACP • Sectores: bens, serviços, comércio, propriedade intelectual, medidas sanitárias e fitossanitárias.
Componente de cooperación regional
<ul style="list-style-type: none"> • Objectivo “cooperação” da política de coesão reformada: Cooperação Transnacional e Transfronteiriça. • Outras políticas: RELEX, ambiente, pesca, transporte, I&DT, novas tecnologias.

Fonte: Apresentação DG Regio (C. Aldehuelo), Guadalupe 2004.

do as questões relativas à emigração), reduzindo as barreiras que limitam as possibilidades de intercâmbio com o centro geográfico destas regiões, especialmente com os países ACP. Visa promover os intercâmbios de bens, serviços e deslocamentos de pessoas de forma coerente, facilitando assim os intercâmbios de experiências.

O Plano de Acção para a Grande Vizinhança articular-se-á em dois eixos prioritários (Quadro 2):

Medidas de Política comercial e alfandegária.

A contribuição da política comercial para este plano de acção baseia-se em iniciativas relacionadas com os intercâmbios comerciais e medidas alfandegárias, dirigidas à necessidade de melhorar a integração das RUP na economia regional. Prevêem-se medidas aplicáveis ao âmbito das políticas comerciais e alfandegárias; direitos de propriedade intelectual e medidas sanitárias e fitossanitárias.

Menção especial merecem os Acordos de Parceria Económica (APE), actualmente em processo de negociação. Serão estabelecidos, desta aqui até ao fim do ano 2007 e vão representar a base de uma parceria económica e comercial reforçada, incluindo as zonas de livre comércio entre os países ACP (agrupados em blocos comerciais)² e a UE, compatíveis com as normas da OMC.

A UE visa fortalecer os processos de integração económica dos Estados ACP e promover o seu desenvolvimento sustentável, é neste âmbito que a Comissão quer vincular a participação das RUP. Salienta-se a importância de dar uma

2. Existem cinco áreas definidas como blocos comerciais, África Ocidental, Sudeste Africano, África Central, África do Sul, Do Caribe e do Pacífico.

consideração específica às RUP durante as negociações. Portanto, a CE espera que, partindo da complementaridade económica entre as RUP e os ACP, se definam de forma precisa quais são interesses de cada RUP, incluindo os sectores e os tipos de intercâmbio que considerem prioritários. Também se abre a possibilidade de participar nos acordos preferenciais assinados pela UE com outros países terceiros [SEC (2005) 1459; COM (2004) 343].

Para a Macaronésia (Canárias, Madeira e os Açores), o bloco dos países da África Ocidental, ou seja, os 15 países da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental, a CEDEAO, (*ECOWAS* em inglês)³ e a Mauritânia são as regiões de referência para as negociações. O ponto central das negociações durante o ano 2005 foi a integração económica regional. Para tal foram criadas cinco equipas técnicas especializadas nos seguintes domínios: Mercados Regionais (união alfandegária; facilitar intercâmbios, área de livre comércio), Normas Técnicas e Sanitárias; Serviços e Investimento; outros aspectos relacionados com o comércio e a análise dos sectores produtivos. No final do ano 2005 concluiu-se a primeira fase de trabalho sobre as questões relacionadas com o comércio de bens (união alfandegária, agilidade comercial, normas técnicas e sanitárias) e puderam ser vistos alguns avanços no âmbito dos serviços, direitos de propriedade intelectual, regras de concorrência e investimento e impacto sobre os sectores produtivos. Debateu-se sobre os preparativos para a vinculação dos APE à cooperação para o desenvolvimento. A partir do ano 2006 pretende-se continuar com os trabalhos da segunda fase das negociações que permitirá elaborar uma primeira versão dos acordos e preparar as negociações de acesso ao mercado. Actualmente, adoptou-se uma estrutura de trabalho formada por três equipas técnicas.

Dado o interesse da CE por vincular o comércio com a cooperação para o desenvolvimento, a articulação das negociações dos APE e a parceria entre as RUP e os países ACP será de notória importância. Alcançar uma sólida articulação entre o pilar comercial (APE) e a cooperação

transnacional/transfronteiriça também será outro factor a ter em conta no momento de definir a futura estratégia de parceria entre a Macaronésia e os países ACP no âmbito da Grande Vizinhança.

Cooperação transnacional e transfronteiriça.

A Comissão está a analisar a forma de melhorar a parceria entre as RUP e os seus países vizinhos, assim como os seus âmbitos prioritários. No âmbito do objectivo da “Cooperação Territorial Europeia” da política de coesão reformada, a Comissão propõe reforçar a cooperação transnacional e transfronteiriça em benefício das RUP.

Para o financiamento da supracitada cooperação entre as RUP e os países ACP do seu espaço geográfico, poder-se-á aproveitar, por um lado, a autorização para todas as regiões da UE, na qual a CE aceitará “a comparticipação das ajudas a cargo do FEDER para a realização de projectos no território dos países terceiros”. Especifica-se que “no âmbito da cooperação transfronteiriça e transnacional, o FEDER poderá comparticipar as despesas realizadas durante a execução das operações ou de parte das operações realizadas no território dos países não pertencentes à Comunidade Europeia, com um limite de 10% do montante da sua contribuição ao programa operacional, desde que revertam num benefício para as regiões da Comunidade” [COM (2004) 495].

Por outro lado, a programação e a execução dos programas de cooperação poderão ser articulados com os programas indicativos regionais (PIR), comparticipados pelo Fundo Europeu de Desenvolvimento (FED) no caso dos países ACP.⁴ A possível previsão orçamental do FED permitirá reforçar esta estratégia de coordenação contemplando a possibilidade de reservar uma verba específica no âmbito dos PIR para estreitar a parceria entre as RUP e os países ACP. No entanto, tal verba está ainda por definir.

3. Estes países são Benin, Burkina Faso, Costa do Marfim, Guiné Bissau, Mali, Níger, Senegal, Togo, Cabo Verde, Gâmbia, Ghana, Guiné, Libéria, Nigéria e Serra Leoa.

4. “No caso dos países e territórios do ultramar (PTU) e em ausência do PIR, as autoridades dos PTU poderão pedir financiamento para as actividades nos âmbitos da cooperação conforme a “Decisão da Associação dos Países e Territórios Ultramarinos à União Europeia” [COM (2004) 343].

Em matéria temática ter-se-ão em conta os seguintes aspectos:

- Facilitação dos intercâmbios vinculados ao transporte, aos serviços e às tecnologias de informação e comunicação.
- Permitir os movimentos de pessoas, a cooperação permite a circulação, com menos obstáculos, dos nacionais dos países terceiros. Para a CE trata-se de uma condição para a integração económica RUP no espaço económico e serve para que os países vizinhos se beneficiem da citada cooperação. Considera-se a problemática da luta contra a imigração clandestina como área relevante neste contexto.⁵
- Intercâmbio de experiências em relação com a integração regional, de apoio à cooperação económica e aos intercâmbios comerciais entre as RUP e os ACP, perseguindo o objectivo de acompanhar e antecipar a constituição de acordos de parcerias económicas entre os países ACP que possam ser de interesse estratégico para as regiões ultraperiféricas.

A sensibilização de todos os actores interessados como acção transversal terá também um papel essencial no PAGV, incluídas as Delegações da Comissão nos países terceiros, face à importância do desafio ao qual se enfrentam as regiões ultraperiféricas e os países da zona geográfica na qual se encontram. Salienta-se a importância de articular estes três âmbitos de acção além de coordená-los com as outras medidas da CE com o objectivo de multiplicar os efeitos sobre as RUP (ver Quadro 3).

Este novo quadro de cooperação apresenta desafios estratégicos e operacionais (Capítulo III), tais como os relacionados com a programação, a gestão e acompanhamento de uma Estratégia de Parceria entre a Macaronésia e os países ACP do seu espaço geográfico (Cabo Verde, Maurítânia e Senegal), assim como a articulação dos instrumentos de financiamento, FEDER e FED. Tal facto exige uma resposta conjunta por parte das RUP e dos países ACP.⁶

Quadro 3. Lógica dos componentes do PAGV.

APE	Inserção Regional das RUP
<ul style="list-style-type: none"> • Reforçar a integração regional • Lógica de desenvolvimento económico nos benefícios comerciais • Lógica da negociação comercial: compatibilidade com a OMC <ul style="list-style-type: none"> • Territórios não comunitários • Abordagem por zona geográfica 	<div data-bbox="758 1236 981 1318" style="border: 1px dashed gray; padding: 5px; text-align: center;"> Identificação dos interesses específicos das RUP nas negociações APE </div> <ul style="list-style-type: none"> • Inserção regional (tendo em conta a situação geográfica das RUP) • Lógica de desenvolvimento económico baseada nos benefícios comerciais • Posição competitiva diferente em comparação com o resto da UE <ul style="list-style-type: none"> • Território comunitário

Fonte: Apresentação DG Regio (C.Aldehuelo), Guadalupe 2004.

5. A Comissão vincula a este ponto as acções no âmbito da política de justiça e assuntos internos relacionadas com o asilo e a imigração para os territórios abrangidos pelo Convénio de Schengen, nas quais se deverá prestar especial atenção às necessidades específicas das RUP e dos Estados do seu espaço geográfico directo.

6. O Plano de Acção para a Grande Vizinhança é diferente da Política de Vizinhança da CE, no entanto, através de ambos articula-se uma parte do objectivo de Cooperação da política de coesão. Um breve resumo sobre a Política de Vizinhança insere-se no Anexo 1. Pode-se ver no Anexo 2 alguns elementos chave da experiência da UE durante a fase de transição para a política e também as relativas ao instrumento de vizinhança, dado que podem servir de orientação para uma potencial coordenação entre os instrumentos FEDER e FED.

2 Experiências e Lições Aprendidas da Parceria entre a Macaronésia e os Países ACP do seu Espaço Geográfico

Visando a elaboração de uma Estratégia de Parceria entre a Macaronésia (Canárias, Madeira e os Açores) e os países ACP do seu espaço geográfico mais directo (Cabo Verde, Mauritânia e Senegal), é importante observar as experiências de colaboração existentes entre ambas as regiões. Analisar-se-á brevemente a abordagem estratégica, incluindo a programação temática, a primazia sectorial e geográfica, por um lado, e a modalidade de execução, por outro. Tanto o programa Interreg IIIB MAC, financiado pelo FEDER, como a cooperação para o desenvolvimento de Canárias, comparticipada com orçamento autonómico, podem oferecer elementos chave para a futura Estratégia de Parceria.

Também, serão contempladas as estratégias e os instrumentos de cooperação de desenvolvimento da Comissão Europeia nos países ACP, nomeadamente em Cabo Verde, Mauritânia e Senegal. Tal contribuirá para a identificação do potencial temático e instrumental complementar ao futuro componente de cooperação transnacional do PAGV.

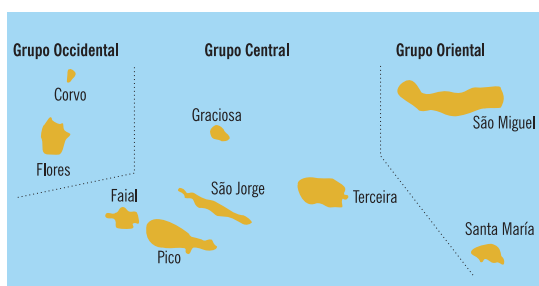
1. PROGRAMA INTERREG IIIB AÇORES-MADEIRA-CANÁRIAS.

A Iniciativa Comunitária para o ordenamento e desenvolvimento sustentável do território INTERREG III 2000-2006 contempla três capítulos:

Capítulo A: Cooperação transfronteiriça, cujo objectivo é desenvolver centros económicos e sociais transfronteiriços contíguos mediante a aplicação de estratégias comuns de desenvolvimento.

Capítulo B: Cooperação transnacional, visa promover a cooperação transnacional entre as autoridades nacionais, regionais e locais e também fomentar uma maior integração territorial na União, resultante da formação de grandes grupos de regiões europeias.

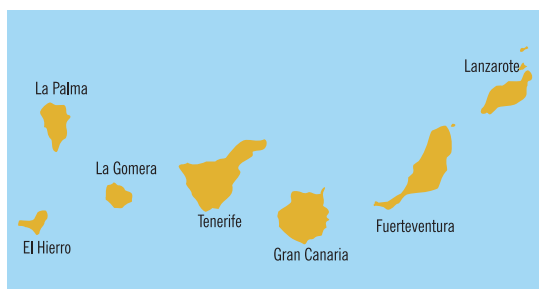
Capítulo C: Cooperação inter-regional, para melhorar a eficácia das políticas e dos instrumentos de desenvolvimento regional mediante a cooperação e o intercâmbio de



Açores.



Madeira.



Canárias.

experiências entre todas as regiões da União Europeia, sem que os projectos fiquem limitados a uma área geográfica pre-determinada.

Em aplicação da normativa comunitária, as regiões autónomas portuguesas dos Açores e da Madeira e a Comunidade Autónoma de Canárias redigiram no ano 2000 o Programa de Iniciativa Comunitária INTERREG III B Açores-Madeira-Canárias 2000-2006 com o fim de promover e co-financiar acções de cooperação entre os agentes socioeconómicos portugueses e espanhóis para a realização de projectos comuns nos três arquipélagos elegíveis. Visa dois grandes objectivos:

Fomentar uma melhor integração e cooperação económica entre estas regiões, assim como entre elas e os outros Estados-membros; Melhorar os vínculos e a **cooperação** com os **países terceiros limítrofes**, determinados países do Noroeste da África (Marrocos, Mauritânia, Senegal e Cabo Verde) e América Latina.

O Programa foi estruturado em quatro eixos estratégicos de intervenção:

- 1 Ordenamento do território e desenvolvimento urbano-rural.**
- 2 Desenvolvimento dos transportes e comunicações, sociedade da informação e I&D.**
- 3 Promoção da cooperação económica e institucional.**
- 4 Valorização e gestão sustentável dos recursos naturais e culturais.**

Um quinto eixo, Assistência Técnica, está destinado a cobrir as despesas de funcionamento das estruturas comuns do Programa.

As temáticas definidas dão resposta aos desafios que foram propostos por um diagnóstico socioeconómico prévio, de acordo com as orientações da Comunicação da Comissão sobre o INTERREG III e as prioridades estabelecidas na Estratégia Territorial Europeia.

A iniciativa INTERREG está financiada pelo FEDER, no entanto, prestou-se especial atenção durante o período 2000-2006, à sua coordenação para efeitos dos programas de cooperação com os instrumentos financeiros de política externa tais como o PHARE, ISPA, TACIS, FED ou o BEI, que financiam as intervenções que se realizam fora do território comunitário.

O programa foi admitido pela CE a 28 de Março de 2001 e aprovado a 13 de Dezembro de 2001. Após a sua aprovação realizou-se a constituição das estruturas comuns do programa, que se estabeleceram, conforme os regulamentos comunitários, da seguinte forma:

Uma **Autoridade de Gestão**, exercida pela Viceconsejería de Hacienda y Planificación do Governo de Canárias, cuja responsabilidade é garantir a eficácia e a regularidade da gestão e da execução da intervenção, assistida pelo Secretariado Técnico Comum.

Uma **Autoridade de Pagamento**, responsável de enviar para a Comissão Europeia três vezes por ano as certificações de despesas e receber os pagamentos da Comissão, assim como pagar aos Chefes de Fila dos projectos as despesas declaradas. A Autoridade de Pagamento do programa é a Região Autónoma da Madeira.

Um **Comité de Gestão**, cuja principal responsabilidade é a aprovação dos projectos, está formado por representantes de cada um dos dois Estados-membros e das três regiões, da Autoridade de Gestão e da Autoridade de Pagamento e um representante da Comissão Europeia.

Um **Comité de Acompanhamento**, formado por representantes da Autoridade de Gestão e de Pagamento, das Administrações Nacionais e Regionais, da Comissão Europeia e pelos responsáveis regionais em matéria de Ambiente e Igualdade de Oportunidades. Também formam parte, a título consultivo, os interlocutores económicos e sociais de cada uma das três regiões. É o órgão encarregue de velar pela eficácia e correcto funcionamento do Programa.

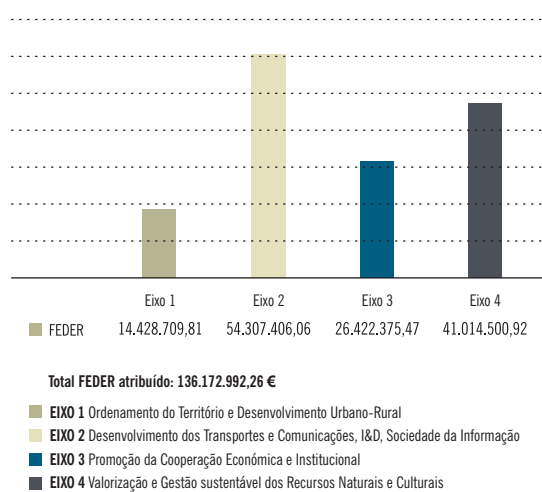
O Programa realizou desde o seu início, quatro convocatórias públicas de apresentação de projectos:

- I Convocatória, iniciada no dia 17 de Junho e concluída a 13 de Setembro de 2002, com um FEDER de 65.906.203'00€ na qual se seleccionaram um total de 86 projectos.
- II Convocatória, iniciada a 22 de Setembro e concluída no dia 15 de Dezembro de 2003, com um FEDER de 49.021.090'04€, na qual foram seleccionados um total de 65 projectos.
- III Convocatória, específica para a cooperação com países terceiros, iniciada a 15 de Julho e concluída no dia 15 de Setembro de 2004, com um orçamento de 5.986.213'68€ e foram seleccionados um total de 20 projectos.

- A IV Convocatória começou a 2 de Maio durou até ao dia 30 de Junho do ano 2005 com um orçamento total de 20.847.961,52€. O resultado foi de 166 projectos apresentados e 41 aprovados.

O programa Interreg IIIB MAC aprovou desde o seu início até à presente data 212 projectos, atribuindo até ao momento um total de 136.172.992,26 milhões de euros FEDER. A distribuição por eixos e por participantes (regiões e países terceiros: PT) tal como se pode ver nos Gráficos 1 e 2.

Gráfico 1. FEDER atribuído a cada Eixo.



Fonte: Página Web <http://www.interreg-mac.org>

Lições aprendidas. O Relatório de Actualização da Avaliação Intercalar do programa, realizado em Outono de 2005 por especialistas independentes, ressaltou o notável impacto do programa na cooperação com os países não pertencentes à UE.

Em termos quantitativos, foram aprovados 67 projectos com uma participação, muito variável, das entidades dos países terceiros; e outros 3 projectos com entidades das outras RUP (Caribe francês e Reunião).

A Comissão Europeia constatou com surpresa e interesse, o alto grau de participação no programa de parceiros dos países terceiros não comunitários e de outras RUP (33% do total de projectos aprovados (Gráfico 2 e 3; Quadros 4 e 5).

Primazia geográfica. O país mais implicado nos projectos foi Cabo Verde, apesar das suas dificuldades financeiras para cumprir os compromissos assumidos facto que ocasionou

que em alguns projectos os parceiros cabo-verdianos renunciassem participar ou participaram em menor medida da prevista.

Primazia sectorial. A temática dos projectos foi muito variada, no entanto, destacam as questões educativas e ambientais como as mais relevantes. Outros temas interessantes, como o fomento dos transportes, não frutificaram dado que o FEDER não pode financiar através do INTERREG nem linhas de transporte nem infra-estruturas em países terceiros.

Modalidade de execução e financiamento. Aqui demonstra-se que a aposta do programa pela cooperação com os países do seu espaço geográfico mais próximo, do ponto de vista geográfico, histórico e cultural, foi amplamente coberta devido ao alto interesse demonstrado por parte dos citados países. No entanto, a gestão dos projectos foi complicada devido à própria natureza da cooperação com os citados países e também à falta dos instrumentos financeiros adequados.

Portanto, neste sentido, durante o actual período de programação 2000-2006 solicitou-se em diversas ocasiões à CE que clarificasse e coordenasse os diversos instrumentos financeiros existentes os quais visam a participação dos parceiros dos países terceiros, no entanto, sem resultados tangíveis até à presente data.

Portanto é necessário que os novos regulamentos comunitários do período de programação 2007-2013 contemplem o mais amplamente possível esta necessidade em função da experiência actual e proporcionem as ferramentas necessárias para criar estratégias de complementaridade com outros instrumentos de financiamento e cooperação externa.

Neste sentido, o conteúdo do Art. 22 da proposta de Regulamento FEDER 2007-2013 contempla a possibilidade que se conceda o FEDER às operações realizadas no território dos países não comunitários, tendo como limite 10% do montante da sua contribuição para o programa operacional, desde que tais operações beneficiem a Comunidade.

Esta proposta inovadora, se permanecer no texto definitivo, vai permitir avançar para a integração dos países terceiros em projectos de cooperação transnacional do Objectivo 3 dos Fundos Estruturais.

Gráfico 2. FEDER atribuído por cada participante (regiões e países terceiros).

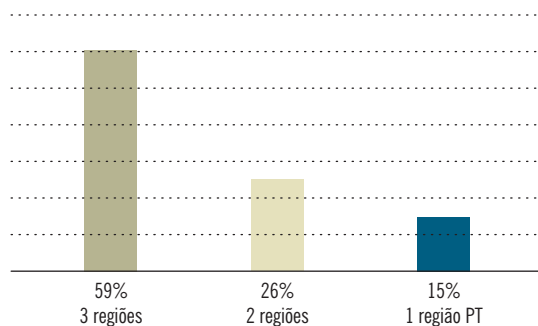
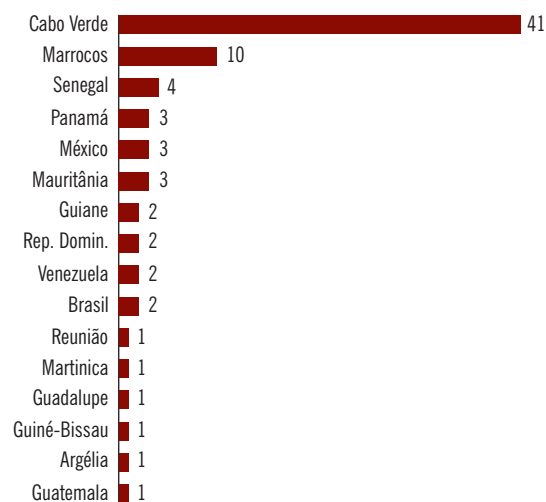


Gráfico 3. Países terceiros participantes no programa Interreg III B Açores-Madeira-Canárias.



Fonte: Secretariado Técnico Comum do Interreg III B Açores-Madeira-Canárias.

Quadro 4. Projectos com países terceiros (PT) e outras RUP

Categoria	Nº de Projectos
Total Projectos com Países Terceiros	57
Total Projectos com RUP	3

Fonte: Secretariado Técnico Comum de Interreg III B Açores-Madeira-Canárias.

Categoria	Nº Projectos		
	Nº de Projectos	Nº de Países	Porcentagem
3 regiões	106		
3 regiões + PT	17	126	59%
3 regiões + RUP	3		
2 regiões	46		
2 regiões + PT	9	55	26%
1 região + PT	31	31	15%

Fonte: Secretariado Técnico Comum do Interreg III B Açores-Madeira-Canárias.

Quadro 5. Participação de países terceiros e outras RUP.

Participação de países terceiros e outras RUP	
País / RUP	Nº de Projectos nos que participa
África	
Cabo Verde	41
Marrocos	10
Senegal	4
Mauritânia	3
Argélia	1
Guiné Bissau	1
Iberoamérica	
México	3
Panamá	3
Brasil	2
Venezuela	2
Rep. Dominicana	2
Guatemala	1
Outras RUP da UE	
Guiana	2
Guadalupe	1
Martinica	1
Reunião	1

Fonte: Secretariado Técnico Comum de Interreg III B Açores-Madeira-Canárias.

2. COOPERAÇÃO CANÁRIA PARA O DESENVOLVIMENTO COM PAÍSES ACP.

Em Novembro de 1998, o Governo cria a Direcção Geral de Relações com África com o fim de desenhar e implementar uma Estratégia de Parceria com África, cujo objectivo global é fomentar as relações entre Canárias e África através de três âmbitos de actuação: Melhorar as relações institucionais; Estimular as relações comerciais; e Promover a cooperação para o desenvolvimento.

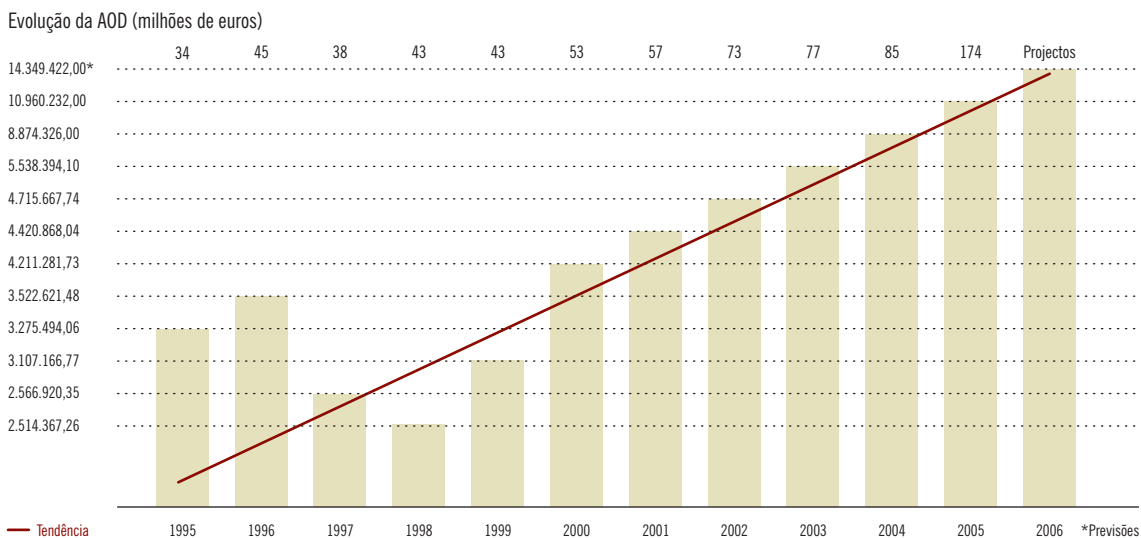
Enquadrada nos objectivos do Milénio definidos pelas Nações Unidas, de acordo com o Plano Director de Cooperação Espanhol e as prioridades das políticas do Governo de Canárias, a Cooperação Canária define as prioridades geográficas e sectoriais. As prioridades geográficas estão formadas pelos países da África, Marrocos, População Sariana, Mauritânia, Senegal, Cabo Verde, Guiné Equatorial, Mali, Guiné Bissau, Gâmbia e Venezuela, Cuba, Argentina, Uruguai e Guatemala, da América Latina.

Em termos gerais, os sectores prioritários abrangem as necessidades sociais, educação, saúde, infra-estruturas básicas e ajuda humanitária; potenciação dos direitos humanos e da sociedade civil; fomentar o tecido produtivo e a protecção e sustentabilidade do ambiente.

No referente à modalidade de execução dos projectos da cooperação canária, existem três categorias de subvenções: gerais ou indirectas, mediante convocatória pública; subvenção directa; e comparticipada, com organismos nacionais como a AECl, ou regionais e locais, nomeadamente públicos. Ressalta o instrumento de subvenção genérica ou indirecta mediante a qual se canalizou 65% dos fundos; seguidamente está a directa que alcança 28% e a comparticipada com 7% do total durante os últimos dez anos. Tanto no caso da cooperação para o desenvolvimento como na ajuda humanitária e sensibilização é a subvenção indirecta a que predomina na gestão do financiamento.

Durante os últimos dez anos a Cooperação Canária para o Desenvolvimento financiou um total de 659 projectos que representam quase 50 milhões de euros. Cabe ressaltar a tendência altista nomeadamente durante os últimos anos (Gráfico 4). A estimativa actual situa a percentagem dos fundos públicos destinados à cooperação em 0,2%, visando alcançar 0,36% durante o ano 2008.

Gráfico 4. Evolução da AOD nas Ilhas Canárias.

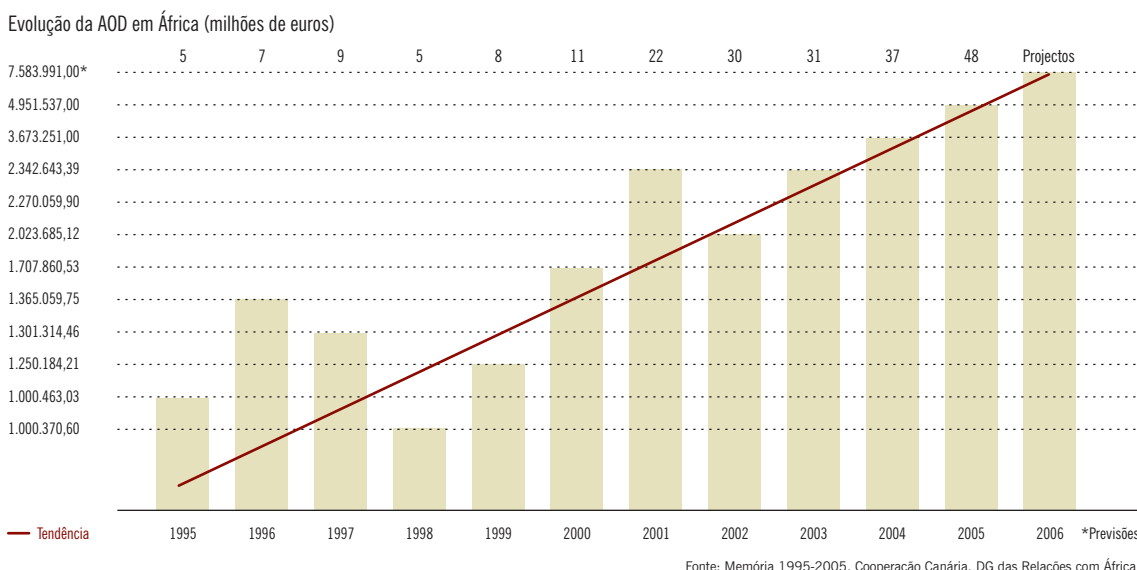


Até ao presente momento, mais da metade do financiamento da cooperação canária, 55% foi entregue aos países prioritários da América Latina, enquanto que 42% foi dirigido aos países africanos. O restante 3% foi destinado para a sensibilização da população canária. No entanto, cabe destacar, que durante o ano 2004, os fundos destinados aos projectos de cooperação em África aumentaram consideravelmente, situando-se em 47%. O compromisso do Governo de Canárias para aumentar a participação financeira nos países da África é notória, nomeadamente, durante os últimos anos (Gráfico 5).



Vista do Funchal, Madeira.

Gráfico 5. Evolução AOD Canária em África.



Em termos geográficos ressalta a África do Norte como destino durante a última década abrangendo mais de 70% da Ajuda Oficial para o Desenvolvimento (AOD) para a África, perfazendo um total 12,2 milhões. Destacam a Mauritânia e Marrocos e a ajuda humanitária para a População Sariana. Os países da África Subsariana representam 25% (4,2 milhões de euros), onde se destaca Cabo Verde e Senegal. Nos últimos anos é interessante observar o aumento dos projectos financiados que se dirigem a um conjunto de países, tanto da África do Norte como dos países da África Subsariana.

Por países sobressaem durante a última década (1995-2005), a Mauritânia com 67 projectos (4,4 milhões de euros),

Cabo Verde com 49 (3 milhões de euros) e o Senegal com 27 (1,5 milhões de euros). Nestes três países do espaço geográfico directo concentrou-se a maior parte do esforço da cooperação, no entanto, destaca também a ajuda humanitária à População Sariana num montante de 7,9 milhões de euros; no caso de Marrocos, com o qual a cooperação começou no ano 2001, até ao presente momento efectuaram-se 9 projectos perfazendo um total de meio milhão de euros.

Segundo as modalidades de execução até 2004 destacaram os projectos de cooperação para o desenvolvimento (55,6% da AOD total para a África) face à ajuda humanitária (44,2%) e à sensibilização (0,2%). Os projectos na sua

maioria (46,40%) efectuaram-se com subvenções gerais ou indirectas através de uma convocatória pública; 30,76% mediante subvenção directa e uma percentagem considerável de 22,84% com subvenção comparticipada por outros entes.

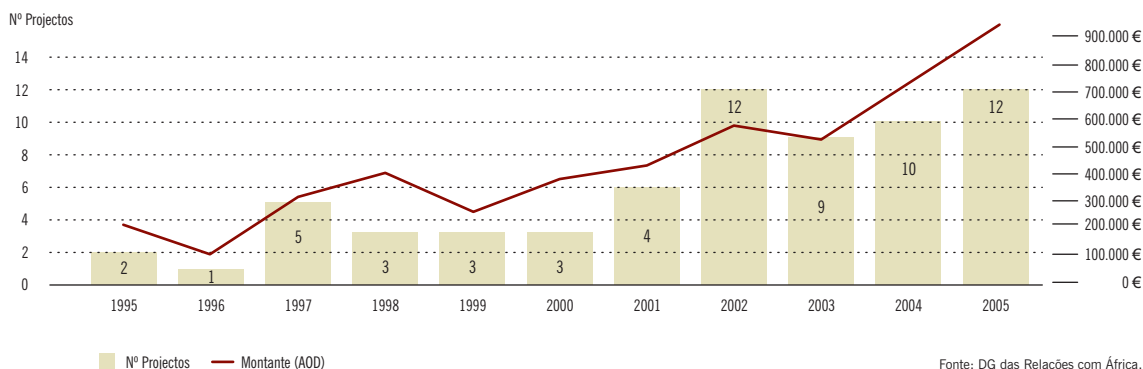
Em matéria sectorial, 42,2% a AOD de Canárias para a África foi canalizada principalmente através dos sectores das infra-estruturas sociais e serviços, nomeadamente educação e saúde, assim como ajuda humanitária, 44,1%. Seguidamente estão os multisectoriais (6,3%); Os sectores produtivos, 4,1% e 1,5% para infra-estruturas económicas e serviços relacionados.

Dos actores mais relevantes da execução da cooperação canária ressaltam até ao presente momento as Organizações

Não Governamentais (ONGs) de diversa índole (Associação Canária de Amigos do Povo Sariano, Médicos do Mundo e Fundação Canária Rádio ECCA, entre outros) e organismos públicos (Associação Nacional de Municípios Cabo-verdianos, Instituto Tecnológico de Canárias, Cruz Vermelha Espanhola, etc.), quer canários quer dos países do seu espaço geográfico. AECI destaca na modalidade de cooperação comparticipada que se consolidou mediante um Convénio Quadro de Cooperação, o Plano Operacional, aumentando assim a capacidade financeira do Governo de Canárias dirigida para a África.

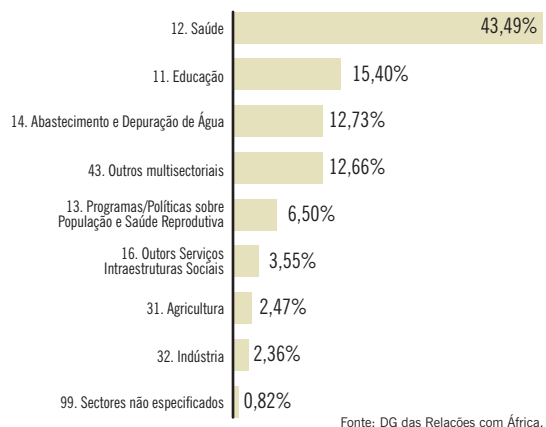
No Plano Director da Cooperação Canária entre os países prioritários definidos destacam os do espaço geográfico directo: Mauritânia, Cabo Verde e Senegal.

Gráfico 6. Evolução da Cooperação Canária em Mauritânia.



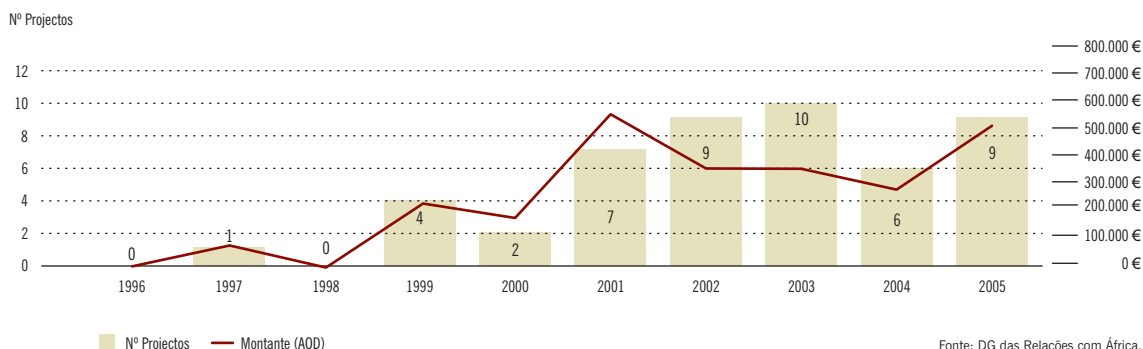
A Cooperação Canária destinou quase 50% da AOD total da África para a Mauritânia. Desde 1995 o volume da AOD para este país vizinho teve uma tendência crescente. Nomeadamente foram canalizadas para o sector das infra-estruturas sociais e serviços (mais de 80% do financiamento), predominando o subsector da saúde (43,49%), seguido por educação (15,40%), abastecimento e depuração de água (12,73%). Seguidamente aparecem os domínios “multisectoriais” e os “sectores produtivos”. As ONGs Médicos do Mundo, Rádio ECCA Hidratar Mauritânia, a Fundação Saúde e a Sociedade Enfermeiras do Mundo e o Instituto Tecnológico de Canárias (ITC) os quais se destacam neste contexto devido à sua actividade no país, canalizando quase 60% da ajuda canária.

Gráfico 7. Evolução da AOD de Canárias para a Mauritânia por subsectores 95-04.



Para Cabo Verde destinaram-se 2,45 milhões de euros, com uma tendência relativamente crescente desde 1995.

Gráfico 8. Evolução da Cooperação Canária em Cabo Verde.



Aqui destaca-se o subsector governo e sociedade civil (41% acumulado), em menor medida, os sectores da educação (27,8%), agricultura (9,94%) e infra-estruturas sociais e serviços relacionados. Os actores mais relevantes são a Associação Nacional dos Municípios Cabo-verdianos; Fundação Canária Radio ECCA e a Fundação para o Desenvolvimento Social de Canárias (FUNDESCAN), abrangendo 71% da ajuda financeira.

Desde 1995, a cooperação com o Senegal teve uma tendência ascendente desde o ano 2000; houve uma interrupção, no entanto, quando retomou alcançou um volume acumulado de 1,5 milhões de euros em finais de 2004.

No Senegal cooperou-se, principalmente, no sector infra-estruturas sociais e serviços relacionados (63,4% do total). Seguidamente está o governo e sociedade civil e projectos multisectoriais. Em menor medida, estão os projectos de cooperação em “sectores produtivos”. E os principais actores são: o Movimento pela Paz, o Desarmamento e a Liberdade de Canárias, a Fundação CEAR, Cooperação Canárias e o Ministério da Economia e Finanças do Senegal, abrangendo mais de 60% dos fluxos das subvenções.

Gráfico 9. Evolução da AOD de Canárias para Cabo Verde por subsectores 95-04.

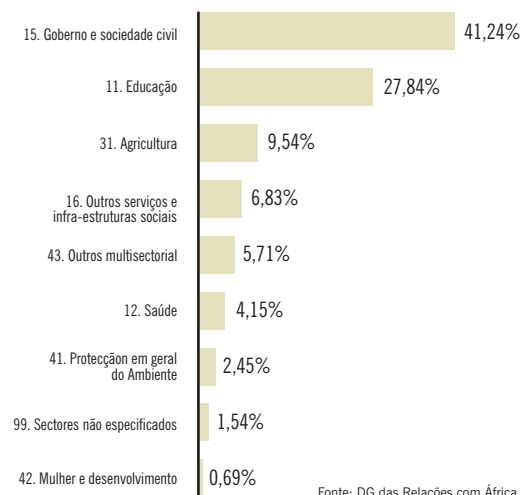
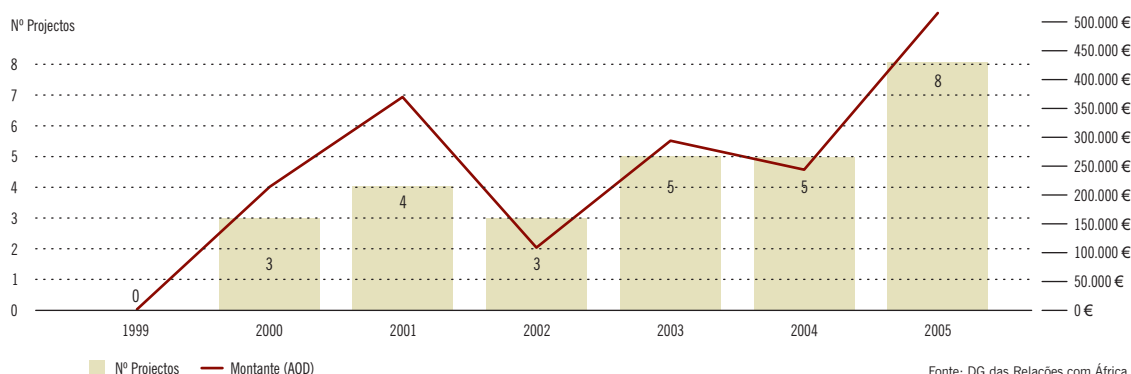


Gráfico 10. Evolução da Cooperação Canária em Senegal.



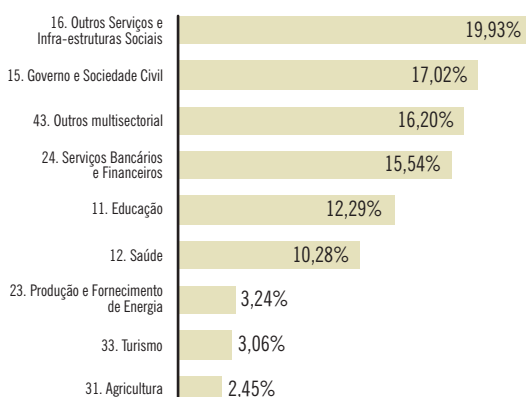
Lições aprendidas.

Visando a consolidação de uma Estratégia de Parceria entre a Macaronésia e os países do seu espaço geográfico, Cabo Verde, Mauritânia e Senegal, a Cooperação Canária com a sua experiência de uma década de trabalho quer salientar alguns aspectos. Cabe destacar que a cooperação desde Canárias recebeu um importante impulso com o programa INTERREG III B, além dos dados assinalados anteriormente, muitas foram as iniciativas levadas a cabo pelas instituições privadas e públicas durante os últimos 4 anos com os países do espaço geográfico, nomeadamente com Cabo Verde, onde se executaram mais de 30 projectos relacionados com o ordenamento e planificação do território, ambiente, universidades e formação profissional, entre outros; e com Marrocos, com o qual se realizaram 6 projectos com um valor de mais de 2 milhões de euros relacionados com a formação em espanhol, formação profissional ocupacional, universidades, investigação e desenvolvimento (I&D) e ordenamento do território. Também em menor grau foi o caso do Senegal e da Mauritânia.

Primazia geográfica. A prioridade geográfica da Cooperação Canária coincide em três pilares centrais, o âmbito de cooperação, o comercial e o da exportação de serviços. A Mauritânia, o Senegal e Cabo Verde oferecem um grande potencial para Canárias, tal como Canárias pode oferecer uma transferência de experiências e conhecimentos chave para o desenvolvimento dos mesmos.

Portanto, será necessário fomentar também projectos sub-regionais com interesses comuns. Constatou-se que as

Gráfico 11. Evolução da AOD de Canárias para Senegal por subsectores 00-04.



experiências de cooperação sub-regional merecem um maior esforço económico e humano, no entanto, o Plano de Acção para a Grande Vizinhança poderia ser uma oportunidade para multiplicar os esforços realizados até ao presente momento. Um bom exemplo são as actividades de formação profissional iniciadas no âmbito dos programas da cooperação espanhola AZAHAR (ambiente) e VITA (saúde). O estabelecimento de um centro de excelência em Nouakchott de energias renováveis, actualmente pode ser aproveitado pelos países do seu espaço geográfico promovendo a cooperação regional. O mesmo exemplo também é válido para Cabo Verde onde se pode estabelecer o centro regional de formação em turismo para a zona.

Tendo em conta as relações estabelecidas durante os últimos anos com os países assinalados e a consolidação dos fluxos migratórios nesta zona, a Cooperação Canária decidiu

incorporar também a partir de 2006 como países prioritários da sua acção os seguintes: Mali, Gâmbia e Guiné Bissau.

Primazia sectorial. A experiência da Cooperação Canária confirma que os sectores onde existe um grande interesse mútuo de trabalho conjunto são:

- Saúde: saúde pública, formação de recursos humanos e gestão de hospitais.
- Educação: alfabetização e formação de adultos.
- Fortalecimento Institucional: modernização municipal, descentralização administrativa e formação de profissionais.
- Ambiente: desenvolvimento sustentável e o seu vínculo com o turismo.
- Energias Renováveis e Dessalinização das Águas.

Nesta linha o estabelecimento das redes de infra-estrutura, transporte (marítimo e aéreo) e comunicações têm um papel determinante no futuro desenvolvimento da cooperação Macaronésia-ACP.

A partir da sua própria experiência com os países vizinhos, a Cooperação Canária daria prioridade a um programa de Grande Vizinhança com uma participação activa dos operadores canários que apoiem os seguintes âmbitos: fortalecimento da capacidade dos recursos humanos, desde a alfabetização de adultos até à formação profissional ocupacional (turismo, construção, gado e agricultura); acesso à água potável; saúde e sistemas locais de saúde; comunicações marítimas e áreas, ambiente e energias renováveis, água e electricidade; dependendo do país, apoio aos sectores produtivos: gado, pesqueiro, agrícola, etc.; desenvolvimento

de um turismo de natureza e de deserto; fortalecimento institucional, boa governação e descentralização; cooperação empresarial e sindical; cooperação universitária; cooperação em matéria de justiça e segurança, especialmente em matéria de controlo fronteiriço e fluxos migratórios, fomento do desporto e da cultura.

Modalidade de execução e financiamento. A modalidade de execução através de subvenções gerais foi a mais utilizada. Serão necessários mais recursos financeiros para que a cooperação entre ambas as regiões tenha um impacto real. Para tal, a colaboração entre vários actores, como a AECI, a Cooperação Canária, a UE e outras instituições de cooperação melhorará os efeitos de qualquer estratégia que se leve a cabo.

Rede de actores. Constatou-se como altamente relevante a rede de instituições participantes nos projectos, tanto de ONGs, como de entes e organismos públicos e privados. A consolidação destas redes podem ser um elemento a introduzir como eixo na Estratégia de Parceria. Os actores locais também deverão ter um papel chave, nomeadamente no componente de intercâmbio de experiências e conhecimentos.

Programação, acompanhamento e avaliação. Neste ponto cabe salientar a necessidade de sistematizar algumas experiências para desenhar um processo sistemático de programação conjunta. Dever-se-ia enfatizar o acompanhamento e a avaliação das iniciativas implementadas e visar que se retroalimentem e melhorar a estratégia de intervenção.



De cima do Vulcão dos Capelinhos, Faial.

3. A COOPERAÇÃO EUROPEIA COM OS PAÍSES ACP.

A cooperação da CE com os países da África, do Caribe e do Pacífico (ACP) articula-se em dois eixos principais: **cooperação económica e comercial**, cujo instrumento fundamental é o regime de preferências comerciais para produtos manufacturados e agrícolas; também, há disposições específicas para produtos como a banana, o arroz ou o açúcar; e **cooperação para o desenvolvimento** que visam a abordagem sectorial que se está a elaborar mediante estratégias do país, *Programas Indicativos Nacionais* (PIN) e de sub-regiões, *Programas Indicativos Regionais* (PIR).

Desde 1975 foram os **Convénios da Convenção de Lomé** os que regularam as relações entre os países ACP e a UE até 1989 quando o último foi assinado, Lomé IV com uma duração de 10 anos. Actualmente, é o **Acordo de Cotonu** o que desde Abril de 2003, introduz uma nova visão com as seguintes prioridades: reforçar a dimensão política da parceria, garantir uma nova flexibilidade; e conceder maiores responsabilidades aos Estados ACP. Inseriram-se modificações no quadro comercial e começaram a negociar novos acordos de parceria económica regional com a CEMAC (Comunidade Económica e Monetária da África Central) e CEDEAO. O sistema actual estará vigente, no máximo, até ao ano 2008.

Os principais **instrumentos financeiros e técnicos** da parceria são o **Fundo Europeu de Desenvolvimento (FED)** e os recursos do Banco Europeu de Investimentos (BEI), que se atribuem de diferentes formas, entre os quais estão as subvenções e os empréstimos de capital de risco.

Para a aplicação da parceria instaurou-se também o **diálogo político**, baseado principalmente em três instituições: o Conselho de Ministros, o Comité de Embaixadores e a Assembleia Paritária. A assinatura dos convénios, com uma duração mínima de 5 anos, coincidia com a planificação dos FED.

As Repúblicas de Cabo Verde, Mauritânia e Senegal fazem parte dos 78 países ACP membros do acordo. Os ACP menos avançados (PMA), como Cabo Verde e a Mauritânia recebem um tratamento especial em comparação com o resto dos ACP, como por exemplo o Senegal. A nova estratégia da UE para a África “Estratégia da UE para a África: rumo a um Pacto

Euro Africano a fim de acelerar o desenvolvimento da África”, redigida na **COM (2005) 489 (SEC (2005) 1255)**, ressalta o apoio aos esforços no continente vizinho de desenvolvimento sustentável para alcançar os Objectivos do Milénio.

Trata-se de um quadro geral para a interacção da UE com a África em todos os níveis, com as instituições pan-africanas como o NEPAD e a União Africana; organizações regionais e nacionais. Em **matéria sectorial**, os pilares centrais são: Promoção da paz, segurança e boa governação; Apoio comercial, integração regional e interconexão; e Acesso aos serviços sociais (educação, saúde, água e saneamento; emprego e sustentabilidade ambiental).

Introduzir-se-ão algumas acções inovadoras à escala continental tal como uma iniciativa de governação, um programa de intercâmbio de estudantes e uma aliança de infra-estrutura, vai-se trabalhar com o 10º FED como principal instrumento de financiamento. Também se vão integrar no processo de programação os Documentos de Estratégia por país e por sub-regiões com os sectores de acção enquadrados em: objectivos comunitários definidos para a África e os seus países membros; análise do país e/ou região e da sua agenda de desenvolvimento e a sua articulação com as políticas complementares dos Estados-membros Europeus.

Outro dos elementos chave é o ênfase na **eficácia** e no **aumento da ajuda** em termos financeiros. A proposta menciona um **Plano de Acção para a Eficácia da Ajuda** nomeadamente para a África Subsariana que incluirá um atlas operacional e interactivo dos doadores da UE, um acordo sobre a harmonização dos planos de ajuda nacionais, aprovação de documentos de programação conjunta e a elaboração de procedimentos comuns. Outro aspecto que se pretende impulsionar é o referente ao apoio **orçamentário geral e sectorial** para contribuir e alcançar os Objectivos de Desenvolvimento do Milénio das UN.

Salienta-se a recente **COM(2006) 88** que enfatiza a importância da metodologia de programação e propõe um novo quadro comum de cooperação externa para a elaboração de documentos de estratégia por país (DEP) e a

programação plurianual comum. O componente do plano para melhorar a eficácia da ajuda, baseia-se em duas fases realizadas conjuntamente, entre a CE e cada país parceiro, uma de análise; e outra, de elaboração dos documentos da estratégia de cada país. O documento tem também um formato modelo para os DEP e pretende realizá-lo progressivamente em todas as regiões geográficas a começar nos países ACP.

Em relação ao aumento do financiamento, o documento propõe um incremento substancial que permita dispor de cerca de 4.000 milhões anuais de euros para a África Subsariana ao abrigo do quadro financeiro plurianual posterior ao 9º FED para os países ACP e com outras linhas orçamentais temáticas e horizontais. Tal facto representaria uma ajuda suplementar, que duraria desde a presente data até ao ano 2015 de 23.000 milhões de euros/ano para o continente africano.

Durante a revisão do Acordo de Cotonu, de 21 de Fevereiro de 2005, o Conselho comprometeu-se a manter a sua ajuda aos países ACP ao nível do 9º FED, como mínimo. A Comunicação visa manter a actual estratégia com África como quadro de referência e, com o objectivo de otimizar o impacto da ajuda, continuar com os programas indicativos nacionais, regionais e grupo de países ACP, alicerçando-se nos princípios de diferenciação, subsidiariedade e viabilidade institucional.

Para a África Setentrional, a partir de 2007 deve-se manter a PEV, em geral, e a execução dos Planos de Acção nomeadamente mediante o I EVP que substituirá o MEDA e outros instrumentos utilizados actualmente nos países vizinhos. A estratégia desenhada neste documento visa estimular a cooperação e a integração a nível regional, inter-regional e pan-africano, facilitando a ajuda para a cooperação entre os países da África Setentrional e a África Subsariana. A UE também deve velar para que os países da África Setentrional possam participar nas iniciativas inter-regionais e pan-africanas financiadas pelo FED. Realça a necessidade de dotar o I EVP de disposições em matéria de ajuda para a cooperação entre os países da África Setentrional e os seus vizinhos subsarianos em questões de interesse comum, tais como a migração.

Sobre o Fundo Europeu de Desenvolvimento.

Apesar de que o auxílio da UE aos países ACP também se financia através dos fundos procedentes do orçamento comunitário, o FED é o principal instrumento da cooperação para o desenvolvimento junto com os Estados ACP e com os Países e Territórios do Ultramar (PTU). Por parte do FED, dado que se trata de um fundo financiado pelos Estados-membros, não se rege pelo regulamento financeiro geral, no entanto, está sujeito às suas próprias normas financeiras (estabelecidas no Acordo de Cotonu) e dirigido por um comité específico. No entanto, a CE assume um papel chave na gestão dos FED. Desde a celebração do primeiro convénio de parceria em 1964, os ciclos dos FED seguem os dos acordos/convénios de parceria.

O FED está composto por vários instrumentos, principalmente as subvenções, o capital de risco e os empréstimos ao sector privado. Com o 9º FED, em vigor até ao 31 de Dezembro de 2007 e dotado com 13.500 milhões de euros para um período de cinco anos e com um remanescente superior a 9.900 milhões apoiam os temas centrais da integração económica e do apoio comercial; transportes; seguidos pela segurança alimentar; saúde, prevenção de conflitos, facilidade de cooperação técnica; infra-estrutura menor; ambiente e investigação.

No ano 2003, a Comissão preconizava a integração no orçamento da UE do auxílio concedido aos países ACP e aos Países e Territórios do Ultramar (PTU) no âmbito do FED **[COM(2003) 590 final]**. Uma integração plena da cooperação com os ACP significaria fazer um orçamento do FED no quadro financeiro plurianual da UE e serviria de base para a planificação orçamental posterior a 2006. Os argumentos centrais da própria CE para tal integração do FED situam-se no âmbito político e técnico, e visam, entre outros: Intensificar o controlo público desta ajuda; Aumentar a sua transparência, eficiência e eficácia, reduzindo a dependência da ajuda das contribuições voluntárias; Flexibilizar a ajuda e torná-la mais adaptável às realidades do meio; e Incrementar a legitimidade política.

No entanto, recentemente numa proposta do Conselho Europeu **[COM(2006) 132]** relacionada com o Conselho de Ministros ACP-CE que faz referência ao quadro financeiro plu-

riannual para o período 2008-2013, ressalta-se a decisão do Conselho de Dezembro de 2005 de adoptar o 10º FED a partir de 1 de Janeiro de 2008 com um montante global de 22.682 milhões de euros. Assim que se recomenda a distribuição da seguinte forma: 18.940 milhões, para os programas indicativos nacionais e regionais; 2.242 milhões, para a cooperação intra-ACP e inter-regional; e um montante de 1.500 milhões, para o instrumento de ajuda para o investimento. No entanto, confirma-se que a cláusula de caducidade será compatível com uma possível consignação posterior; permitirá também possíveis acréscimos da contribuição dos Estados-membros e dado que é flexível permitirá outras adaptações após a revisão do orçamento para 2008-2009.

A Comunicação **COM(2004) 626 final** relativa aos instrumentos de ajuda externa no âmbito das futuras Perspectivas Financeiras 2007-2013 anteriormente mencionada propõe um instrumento de cooperação para o desenvolvimento e cooperação económica. Passará assim a ser a principal fonte de ajuda para os países em vias de desenvolvimento e vai abranger a cooperação bilateral e regional e as suas linhas temáticas.

Neste contexto, está enquadrada a Comunicação da CE **COM(2004) 629 final** que propõe um novo instrumento de cooperação para o desenvolvimento e cooperação económica. Na qual se estabelecem as linhas orientadoras para a programação que se fará mediante Documentos de Estratégia por País e Programas Indicativos Plurianuais, de 5 anos, além de Programas de Estratégia Temáticos. Um dos principais objectivos visa simplificar os instrumentos europeus de cooperação externa.⁷ Desde a perspectiva das RUP, ressalta a possibilidade que abre a CE no âmbito do orçamento indicativo plurianual de atribuição dos recursos para o fortalecimento da cooperação entre as RUP e os países e regiões vizinhos.

Neste sentido, é interessante salientar as Comunicações relacionadas com a estratégia da UE para o Caribe e que po-

deria fornecer orientações para o processo entre o MAC e os países do seu espaço geográfico. O documento **COM(2006) 86 final** sobre a parceria UE-Caribe para o crescimento, estabilidade e desenvolvimento ressalta os notórios esforços que se vão realizar para articular e coordenar os fundos FEDER com o FED no âmbito do objectivo “Cooperação Territorial” entre os DU franceses e os países ACP do seu espaço geográfico. Portanto, no âmbito de tal objectivo de cooperação territorial atribuir-se-ão os fundos específicos do FEDER, e de igual forma atribuir-se-á o financiamento do FED.

Em qualquer caso, para a articulação da cooperação transnacional europeia com a ajuda dos países ACP no âmbito do PAGV, será indispensável rever as lições aprendidas e as experiências obtidas com o financiamento FED. Facto que enriquecerá e facilitará o processo de coordenação, tanto à escala comunitária como a nível regional.

Estratégia de Parceria UE-Cabo Verde.

Como um dos principais participantes da cooperação em Cabo Verde, a UE realça, numa revisão das experiências da cooperação, a carência de água como um dos principais obstáculos para o desenvolvimento. Por um lado, afecta negativamente as condições de vida da população mais pobre e, por outro, obsta o desenvolvimento económico.

A programação da cooperação UE-Cabo Verde está redigida no **Documento de Estratégia de Parceria e no Plano Indicativo Nacional (PIN) para o período 2001-2007**. A estratégia comunitária persegue dois objectivos gerais: a redução e a erradicação da pobreza; e garantir o crescimento económico sustentável e duradouro. Os objectivos específicos formulados estão divididos em três linhas de intervenção:

- Melhorar as condições de acesso à água potável por parte da população, nomeadamente da mais pobre.
- Melhorar o ambiente e as condições sanitárias da população.
- Criar um espaço favorável para o desenvolvimento económico e o investimento privado com a implantação de infra-estruturas essenciais para a produção de bens e serviços.

A estratégia de intervenção está baseada no seguinte: desenvolvimento de infra-estruturas básicas de água e

7. No mês de Janeiro de 2006, a CE anunciou a redução dos seus programas temáticos de cooperação externa de 15 a 7 com o objectivo de aumentar a eficiência e a eficácia dos mesmos. A partir de 2007, os sectores compreenderão: direitos humanos e democracia; investimento em pessoas; gestão sustentável dos recursos naturais e ambiente, incluindo energia e segurança alimentar; actores não governamentais e autoridades locais; migração e asilo; e cooperação com os países industrializados.

saneamento para contribuir de forma determinante na luta contra a pobreza; melhoria da saúde e crescimento económico; inclusão de algumas preocupações transversais tais como o fortalecimento das capacidades de gestão das administrações e dos instrumentos de governação; apoio à descentralização e à parceria com o sector privado; e integração dos problemas ambientais e sociais específicos, tais como a condição da mulher, o desenvolvimento do capital humano desde a infância.

O PIN, financiado pelo 9º FED, perfaz um total de 32 milhões de euros. Poder-se-ão mobilizar 7,1 milhões adicionais como apoios suplementares para casos urgentes, p.ex. choques exógenos. A título indicativo, destinar-se-ão 25 milhões para o sector de concentração de saneamento, dirigidos à infra-estrutura de distribuição e acesso à água, saneamento, evacuação e tratamento da água; acções de fortalecimento institucional à escala municipal; acções para melhorar a gestão de resíduos sólidos; actividades destinadas a promover a utilização de modelos participativos de gestão e distribuição da água e dos resíduos.

A intervenção visa principalmente todos os municípios e zonas urbanizadas com infra-estrutura de distribuição e saneamento. Realizar-se-ão acções em parceria com os actores existentes e ter-se-á em conta os diferentes instrumentos de cooperação presentes em Cabo Verde.

Estratégia de Parceria UE-Mauritânia.

A parceria UE-Mauritânia está principalmente financiada pelo FED, apesar de que também abrange os acordos de pesca. O **Documento de Estratégia de Parceria PIN para**



Seminário RUPREV, Oceano Índico.

o período 2001-2007 na Mauritânia reflecte que a Comunidade colaborou com a Mauritânia praticamente com todos os instrumentos financeiros disponíveis para os países ACP (programação nacional e regional; ajustamento estrutural; HIPC; linhas orçamentais de boa governação, ONG, refugiados, segurança alimentar, ambiente e ajuda humanitária, entre outros) demonstrando uma capacidade de absorção relativamente boa. Como segundo maior participante no país, a UE (18% do total da ajuda), através da estratégia financiada principalmente pelo FED dá prioridade a dois sectores: Transportes e Fortalecimento institucional e criação de capacidades na sociedade civil e nas administrações públicas.

O quadro estratégico da luta contra a pobreza na Mauritânia, aprovado em 2001 pelas instituições *Bretton Woods*, orienta a cooperação internacional. No qual destaca a debilidade do seu mercado interno e a falta de acesso aos serviços sociais básicos com uma escassez significativa de infra-estruturas de transporte que limitam tanto a actividade económica entre as zonas urbanas e rurais, como a produção e o acesso aos recursos sociais. Portanto, o investimento prioritário em transportes é visto como um investimento económico e social.

A intervenção no sector dos transportes dirige-se a: Melhorar a integração do território nacional e a interligação dos mercados, favorecendo a redução da pobreza no meio rural; Desenvolvimento de intercâmbios e redução dos custos entre os centros urbanos; Redução dos custos dos factores de produção; Melhorar o acesso aos serviços sociais, designadamente para as mulheres; Melhorar a segurança alimentar; Contribuir para a integração regional efectiva com os países da CEDEAO e União do Magreb Árabe (UMA).

O eixo de fortalecimento institucional e a criação de capacidades enquadram-se dentro do objectivo comunitário de contribuição para a consolidação da democracia e do Estado de Direito, promovendo os direitos humanos e as liberdades fundamentais. As acções neste âmbito visam: Fortalecer a eficácia das acções públicas e das actividades em matéria da luta contra a pobreza; apoiar a sociedade civil como actor relevante da vida económica, política e social do país. O apoio institucional também visa acompanhar os programas de ajustamento estrutural.

O PIN atribui 104 milhões (9º FED) a título indicativo para os componentes da estratégia a longo prazo, transportes (85%), fortalecimento institucional e criação de capacidades (10%) e outros sectores (5%). Do 8º FED, para o período até 2007, destinaram-se 45 milhões de euros para um programa ainda em vias de preparação e um contingente para casos de choques exógenos.

Estratégia de Parceria UE Senegal.

Um balanço sobre a situação política, económica e social do Senegal identifica os principais obstáculos do desenvolvimento no que se refere a: Crescimento económico que não permite a redistribuição igualitária da geração de riqueza; Administração Pública debilitada institucionalmente tal como a sua infra-estrutura pública; Insuficiência de resultados nas estratégias de desenvolvimento apesar de contar com um importante volume de ajuda pública externa; Notável redução do investimento público nos sectores sociais; Falta de infra-estruturas internas e débil integração regional; Crescente urbanização sem uma adequada infra-estrutura de saneamento; e Situação da mulher no país. De acordo com estes elementos, o objectivo global redigido no **Documento de Estratégia de Parceria e PIN para o período 2001-2007** é apoiar os esforços do Governo do Senegal para reduzir paulatinamente a pobreza mediante um crescimento sustentável e equitativo; boa governação, com participação dos actores não governamentais; integração regional e progressiva inserção na economia mundial.

A Estratégia de Parceria UE-Senegal concentrará os recursos no âmbito de:

- **Boa governação política, económica e social**, incluindo uma gestão transparente, bom funcionamento da justiça e das instituições públicas, descentralização, fortalecimento dos actores não governamentais, igualdade de oportunidades e instrumentos de informação e gestão económica e social.
- **Transportes para a integração regional**, cujos objectivos são: melhorar a eficácia das infra-estruturas e dos serviços de transportes de integração regional, com ênfase nas redes transfronteiriças face aos espaços económicos da UEMOA e da CEDEAO; favorecer os inter-

câmbios e a integração comercial e preparar a sub-região para os APE com a UE.

- **Infra-estrutura de saneamento** que visa melhorar a qualidade ambiental, a saúde da população, designadamente dos mais desfavorecidos.

O 9º FED atribui um total de 178 milhões de euros para a estratégia; se se acrescem os remanescentes dos FED anteriores o que perfaz um total de 203 milhões. Os quais se distribuem da seguinte forma: Boa governação política, económica e social (dos 35 milhões, 10 estão destinados para os actores não governamentais); Infra-estrutura de integração regional: transporte terrestre (70 milhões); Infra-estrutura de saneamento (30 milhões); Apoio macro-económico (53 milhões) e outros programas (15 milhões).

A Cooperação da UE com a África Ocidental.

O Plano Indicativo Regional (PIR) da Comissão Europeia para a África Ocidental reflecte-se no **Documento de Estratégia de Parceria regional 2002-2007** que abrange um grupo de 16 países da África Subsariana, dentro do qual estão Cabo Verde, Mauritânia e Senegal. O seu objectivo global é contribuir para a redução da pobreza através do crescimento económico da região mediante o reforço da integração económica da África do Oeste.

Nas lições aprendidas através da experiência comunitária com a região destaca-se: a necessidade de fortalecer um mecanismo de concertação e convergência para assegurar a integração; a debilidade institucional e técnica da CEDEAO; a falta de instrumentos técnicos para a tomada de decisões; a débil visibilidade das instituições regionais entre a cidadania e a sociedade civil; a necessidade das instituições regionais de se prepararem para as negociações internacionais relacionadas com a OMC e os APE; a falta de implicação dos operadores económicos na tomada de decisões comunitárias e outros obstáculos para os intercâmbios, tais como a rede de transportes e informação. Em termos gerais, cabe destacar a enorme heterogeneidade económica e política da sub-região.

Portanto o PIR, dirigiu a sua intervenção em dois grandes sectores prioritários: a integração económica e o apoio comercial, cujo objectivo é a inserção progressiva da África Ocidental na economia mundial consolidando o espaço eco-

nómico regional; e transportes, visando melhorar a rede de transportes regional diminuindo os custos de factores e facilitando a livre circulação de pessoas e mercadorias.

Simultaneamente e de forma complementar, actuar-se-á nas áreas de: Apoio à política regional de prevenção de conflitos e boa governação; Apoio para o desenvolvimento humano; Segurança alimentar; e Acompanhamento e gestão do PIR.

Em termos financeiros, o 9º FED destina um total de 235 milhões de euros, dos quais, 118 milhões, 50%, vão para o sector da integração regional e apoio comercial; 82 milhões, 32% para a área dos transportes; e 35 milhões, para o resto dos sectores complementares.

As duas instituições centrais, pelo seu carácter supranacional, dedicadas a desenvolver o PIR são a Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental (CEDEOA) e a União Económica e Monetária para a África Ocidental (UEMOA), as quais assumem a responsabilidade da definição dos projectos, da sua aprovação, execução dos mesmos e participam na coordenação e no acompanhamento (este será executado em estreita colaboração com as representações da CE nos próprios países). Em alguns domínios, o Comité Permanente Inter-Estatal de Luta contra a Seca na África Subsariana (CILSS) também terá um papel muito importante.



3 Desafios Estratégicos e Operacionais para Melhorar a Parceria entre a Macaronésia e os Países ACP

ORGANIZAÇÃO DA TRANSIÇÃO.

1. Sensibilizar os actores da CE, as Delegações, as RUP e os países ACP (p.ex. incluir o Plano de Acção para a Grande Vizinhança em: estratégias de cooperação para o desenvolvimento/comércio para a África e na programação do 10º FED; programação FEDER para o período 07-13).
2. Definição do processo de transição (Semelhanças com a Política de Vizinhança).
3. Determinar actores e competências (DG Regio, DG DASV, AIDCO, Delegações CE) no referente ao desenho do Plano de Acção para a Grande Vizinhança.
4. Definição do cronograma, documento de planificação com “*milestones*” definidos (2007 para Interreg; 2008 para a programação nacional/regional ACP).
5. Lições aprendidas de: (1) Interreg IIIB MAC; (2) Coordenação TACIS/Cards/Phare-Interreg.
6. Actualização do processo da Estratégia de Parceria UE para o Caribe (DU franceses-ACP).

PLANIFICAÇÃO/PROGRAMAÇÃO.

1. Definir instrumentos de programação (Documentos de Estratégia para a Grande Vizinhança/Plano de Acção para a Grande Vizinhança vs. PIR).
2. Quadro estabelecido pela CE para uma potencial cooperação MAC-ACP.
3. Formulação de áreas de interesse comum entre a MAC (Canárias, Madeira e os Açores) e Cabo Verde/Mauritânia/Senegal/ECOWAS para o Plano de Acção para a Grande Vizinhança.
4. Lições aprendidas de: (1) Interreg IIIB MAC e (2) do processo de articulação TACIS/Cards/Phare-Interreg.
5. Determinar complementariedades com o processo de negociação dos APE (actualização do estado de negociações com o ECOWAS).
6. Metodologia de programação para estabelecer o programa para a Grande Vizinhança (Cronograma; “*milestones*”; Actores).

IMPLEMENTAÇÃO E GESTÃO.

1. Identificar a estrutura de gestão interna e atribuir competências futuras (Papel da Autoridade de Gestão e Autoridade de Pagamento no Programa Interreg).
2. Identificar a estrutura de gestão externa e atribuição de competências futuras. (Unidade de Coordenação de Programas; Autoridade Contratante no país vizinho).
3. Identificar as estruturas conjuntas (Comité Conjunto de Selecção de Projectos; Comité Conjunto de Controlo).
4. Clarificar o papel dos Estados-membros, governos regionais e locais.
5. Introduzir as especificidades do Regulamento FED.
6. Rever as novas particularidades no âmbito da nova política de coesão para o futuro financiamento FEDER no componente da cooperação transnacional.
7. Definir a potencial atribuição orçamental via FEDER e via FED.
8. Debater sobre o Estado na discussão “orçamento FED vs. 10º FED”.
9. Realizar o esboço do processo de implementação do programa e projectos (Identificando semelhanças com o TACIS/MEDA ou o Phare-Interreg).
10. Estruturar o “roteiro” a seguir, incluindo o cronograma e seguintes passos.

ACOMPANHAMENTO.

1. Debater sobre as regras de controlo e avaliação.
2. Definir necessidades potenciais de publicidade e informação.
3. Identificar eventuais necessidades de assistência técnica.

4 Conclusões

O facto de ser europeia e a proximidade com os países terceiros são traços vincados das sete Regiões Ultraperiféricas da UE, as quais incluíram entre as prioridades da sua estratégia conjunta de desenvolvimento, a integração com os países vizinhos, cada uma na sua zona geográfica correspondente: Atlântico, Caribe e Índico. A necessidade de favorecer esta integração em benefício do conjunto da região foi uma preocupação constante das RUP ao longo da última década.

A Comunicação da Comissão Europeia, “Parceria Reforçada com as Regiões Ultraperiféricas” de Maio de 2004⁸, identifica também como objectivo prioritário a necessidade de consolidar os laços económicos, sociais e culturais das regiões ultraperiféricas com os territórios vizinhos, ampliando o seu espaço natural de influência e reduzindo as barreiras que obstam as possibilidades de intercâmbio entre ambos.

As regiões ultraperiféricas dos Açores, Canárias e da Madeira formam, junto com Cabo Verde, a região biogeográfica conhecida como Macaronésia, situada no Oceano Atlântico, afastada do continente europeu mas próxima dos países da costa Noroeste do continente africano.

Os países terceiros vizinhos destas três regiões são os países ACP⁹, com os que já foi iniciada uma linha de cooperação, nomeadamente com Cabo Verde, Mauritânia e o Senegal, que convém aprofundar e ampliar para outros países da zona.

De acordo com a estratégia definida pela Comissão, a integração regional das RUP e dos ACP vizinhos será feita seguindo o Plano de Acção para a Grande Vizinhança, que inclui dois tipos de intervenções: medidas de política comercial e aduaneira, entre as quais destacam os Acordos de Parceria Económica entre a UE e os países ACP; e programas de cooperação transnacional e transfronteiriça.

Os Acordos de Parceria Económica permitirão estabelecer, a partir de agora e até finais de 2007, uma cooperação económica e comercial reforçada, incluindo as zonas de livre comércio, entre os países ACP e a UE. As regiões ultraperi-

féricas da Macaronésia estão especialmente afectadas pelo Acordo de Parceria entre a UE e a região da África Ocidental (ECOWAS + Mauritânia)¹⁰, por serem os mais próximos geograficamente, e porque já foi iniciada com alguns deles uma linha de cooperação que deve ser reforçada e potenciada.

A Comissão Europeia convidou as RUP a definirem de forma precisa quais são os seus interesses resultantes dos intercâmbios comerciais a nível regional para serem tidos em conta durante as negociações dos Acordos de Parceria. Canárias já iniciou os trabalhos necessários para identificar tais interesses, partindo de uma lógica de complementaridade, desde uma perspectiva de análise de oportunidades/ameaças. As conclusões obtidas serão apresentadas à Comissão Europeia, com o objectivo de definir a postura a defender nas negociações.

Os programas de cooperação transnacional e transfronteiriça entre as RUP e os países ACP próximos, serão elementos fundamentais para a concretização e articulação do Plano de Acção para a Grande Vizinhança. Estes programas estão enquadrados no novo objectivo de cooperação territorial Europeia da política de coesão reformada.

Os programas de cooperação entre as RUP da Macaronésia —os Açores, Canárias e a Madeira— e os países ACP da sua zona geográfica serão financiados através do FEDER para cooperação transnacional entre estas regiões. Melhorar a articulação com o Fundo Europeu de Desenvolvimento (FED) atribuído aos países ACP correspondentes poderia também contribuir para reforçar a cooperação na zona visando interesses comuns.

Portanto, o próximo período 2007-2013 terá um novo programa de cooperação transnacional Açores-Canárias-Madeira, que poderá incluir a cooperação entre estas RUP e os países ACP vizinhos, que permitirá continuar e melhorar as actuações realizadas durante o actual período.

O início deste programa propõe desafios e dificuldades que requerem uma solução urgente para poder alcançar o objectivo de integração regional proposto.

8. COM (2004) 343 final, de 26 de Maio de 2004.

9. Com excepção de Marrocos.

10. ECOWAS abrange Benin, Burkina Faso, Cabo Verde, Costa do Marfim, Gâmbia, Ghana, Guiné Bissau, Guiné, Libéria, Mali, Níger, Nigéria, Senegal, Serra Leoa e o Togo.

O financiamento dos projectos de cooperação apresenta dificuldades relacionadas com a inexistência de regras comuns que regulem e coordenem a intervenção conjunta de dois instrumentos financeiros, o FEDER e o FED¹¹. Por esse motivo, será necessário obter soluções práticas que permitam articular ambos os fundos.

No âmbito da cooperação transfronteiriça e transnacional, a proposta de regulamento do FEDER apresentada pela Comissão¹², estabelece no seu Artigo 22, parágrafo 3, a possibilidade de financiar as despesas incorridas em acções de execução ou parte das acções de execução no território dos países não pertencentes à Comunidade Europeia até um limite de 10% do montante da sua contribuição para o programa operacional, sempre que as referidas acções resultem em benefício das regiões da Comunidade.

A reserva de 10% do programa de cooperação Açores-Canárias-Madeira para as acções de cooperação com os países vizinhos permitirá assegurar a existência de financiamento por parte comunitária. Paralelamente, uma reserva do FED, será destinada ao financiamento dos projectos de cooperação com as RUP, sem dúvida, o primeiro passo em frente para o desenvolvimento de projectos conjuntos. Tal medida também será plenamente coerente dada a importância que a Comissão atribuiu ao objectivo de desenvolvimento de intercâmbios económicos, sociais e culturais entre estas regiões.

Por outro lado, uma coordenação FEDER-FED exigirá um grande esforço de diálogo entre ambas as partes e também terão mais possibilidades, por parte dos países terceiros, de oportunidades de cooperação com as RUP, que se deverá iniciar quanto antes com a finalidade de identificar objectivos e actuações de interesse comum. A programação do 10º FED e do FEDER, actualmente em curso, oferece o cenário ideal para identificar prioridades comuns que se possam traduzir em projectos conjuntos.

As prioridades temáticas da cooperação RUP Macarónia/ACP deverão ser coerentes com as estratégias de

desenvolvimento definidas a nível regional, nacional e comunitário. A cooperação poderia abranger domínios como a integração de mercados, interligações de transporte, fortalecimento das capacidades humanas e institucionais, migração, intercâmbios de experiências.

As directrizes aplicáveis à elaboração e gestão de outros programas de cooperação territorial, nomeadamente as relativas aos futuros programas do Instrumento de Vizinhança, podem resultar ilustrativas, designadamente no que se refere às estruturas de gestão, conteúdo dos programas e tipos de projectos.

Uma integração eficaz das RUP e os países ACP vizinhos requer uma implicação activa das autoridades regionais e locais, que sejam protagonistas do seu próprio desenvolvimento. Dever-se-á fomentar activamente a participação dos actores privados, empresas e sociedade civil.

As regiões dos Açores, Canárias e Madeira, junto com os seus vizinhos da África do Noroeste reafirmam o seu interesse em trabalhar em parceria para a consolidação dos vínculos sociais, económicos e culturais entre eles, utilizando todos os meios e instrumentos disponíveis, designadamente os que estão ligados à política comunitária de Desenvolvimento Regional e de Cooperação Externa. Cabo Verde demonstra um interesse particular em desenvolver uma parceria reforçada com a UE, nomeadamente, através de uma parceria reforçada com as RUP. A Mauritânia e o Senegal têm interesse para conhecer melhor os desafios e oportunidades da iniciativa de Grande Vizinhança.

A Comissão Europeia reafirma a sua intenção de contribuir activamente para a integração regional das RUP e dos seus países terceiros vizinhos, através do Plano de Acção para a Grande Vizinhança, coordenando as políticas e os serviços que intervêm neste objectivo e estabelecendo as medidas específicas que sejam necessárias. A Comissão considera que um trabalho de parceria entre as RUP e os países do seu espaço geográfico é necessário para impulsionar o processo. A programação do FEDER e do 10º FED representa uma oportunidade para o desenvolvimento do Plano de Acção para a Grande Vizinhança.

11. Ao contrário do previsto na Política de Vizinhança, que terá um instrumento financeiro único, o Instrumento de Vizinhança e Parceria, para o financiamento dos programas de cooperação entre a UE e os países terceiros beneficiários desta política.

12. COM (2004) 495 final, de 14.7.2004.

5 Referências

- **Tratado Constitutivo da CE (Artigo 299.2)** Jornal Oficial n.º C 325 de 24 de Dezembro de 2002.
- **SEC (2004) 1030.** Documento de trabalho da Comissão. Anexo à Comunicação da Comissão para estreitar a parceria com as regiões ultraperiféricas: balanços e perspectivas. Comunicação da Comissão (26 de Maio de 2004).
- **COM (2004) 343.** Estreitar a parceria com as regiões ultraperiféricas. Comunicação da Comissão, de 6 de agosto de 2004, «Parceria reforçada com as regiões ultraperiféricas: balanço e perspectivas». Comunicação da Comissão de 26 de Maio de 2004 [COM (2004) 543 final].
- **Estratégia de Lisboa e Gotemburgo.** *COM (2005) 24:* Na prossecução do crescimento e do emprego - Relançamento da Estratégia de Lisboa; *COM (2005) 330:* Acções comuns para o crescimento e o emprego - Programa Comunitário sobre a Estratégia de Lisboa; *COM(2001) 264:* O desenvolvimento sustentável na Europa rumo a um mundo melhor - Estratégia da União Europeia visando o desenvolvimento sustentável. Proposta da Comissão para o Conselho Europeu de Gotemburgo.
- **COM (2004) 107.** Comunicação da Comissão, de 18 de Fevereiro de 2004, «Uma nova parceria para a coesão: convergência, competitividade, cooperação», Terceiro Relatório sobre a coesão económica e social.
- **Inforegio (2004):** A coesão a partir da viragem decisiva de 2007. Ficha de síntese 2004.
- **COM (2005) 192.** Comunicação da Comissão. Terceiro Relatório Intercalar sobre a Coesão: visando uma nova colaboração rumo ao crescimento, emprego e coesão. Bruxelas, 17.5.2005.
- **COM (2004) 492.** Proposta de Regulamento do Conselho, de 14 de Julho de 2004, que estabelece as disposições gerais relativas ao Fundo Europeu de Desenvolvimento Regional, ao Fundo Social Europeu e ao Fundo de Coesão.
- **COM (2004) 495.** Proposta de Regulamento do Parlamento Europeu e do Conselho, de 14 de Julho de 2004, relativo ao Fundo Europeu de Desenvolvimento Regional.
- **COM (2004) 496.** Proposta de Regulamento do Parlamento e do Conselho relativo à criação de uma parceria europeia de cooperação transfronteiriça (AECT), Bruxelas, 14.7.2004.
- **SEC (2005) 1459.** Documento de trabalho sobre os aspectos relativos ao comércio e ao desenvolvimento das negociações sobre os Acordos de Parceria Económica com os países ACP, 09.11.2005.
- **Acordo de Cotonu.** Acordo de parceria entre os Estados da África, do Caribe e do Pacífico, por um lado, e a Comunidade Europeia e os seus Estados membros, por outro assinado em Cotonu a 23 de Junho de 2000 [2000/483/CE: COM 483.]
- **COM (2003) 393.** Comunicação da Comissão. Assentar as bases de um novo instrumento de vizinhança. Bruxelas, 1.7.2003.
- **COM (2003) 104.** Comunicação da Comissão para o Conselho e Parlamento Europeu. Uma Europa mais ampla. Relações com os países vizinhos: um novo quadro para as relações com os nossos vizinhos do Este e do Sul da Europa, Bruxelas 11.3.2003.
- **COM (2004) 373.** Comunicação da Comissão “Política europeia de vizinhança. Documento de estratégia {SEC (2004) 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570}. Bruxelas, 12.5.2004.
- **COM (2004) 626.** Comunicação da Comissão para o Conselho e para o Parlamento Europeu relativa aos instrumentos de ajuda externa no âmbito das futuras Perspectivas Financeiras 2007–2013. 29.9.2004.
- **COM (2004) 627.** Proposta de Regulamento do Conselho no qual se estabelece um Instrumento de Pré-adesão (IPA). Apresentada pela Comissão, 29.9.2004
- **COM (2004) 628.** Proposta de Regulamento do Parlamento Europeu e do Conselho no qual se estabelecem as disposições gerais relativas à criação de um Instrumento Europeu de Vizinhança e Parceria. Apresentada pela Comissão, Bruxelas, 29.9.2004.
- **COM (2004) 629.** Proposta de Regulamento do Parlamento Europeu e do Conselho pelo que se estabelece um instrumento financeiro para a cooperação para o desenvolvimento e a cooperação económica. Apresentada pela Comissão, Bruxelas 29.9.2004.

- **COM (2004) 630.** Proposta de Regulamento do Conselho para estabelecer um instrumento de estabilidade. Apresentada pela Comissão, Bruxelas, 29.9.2004.
- **COM (2005) 489.** Comunicação da Comissão para o Conselho, Parlamento Europeu e Comité Económico e Social Europeu. Estratégia da UE para a África: Rumo a um pacto Euro-africano para acelerar o desenvolvimento em África. SEC (2005) 1255. 12/10/2005.
- **COM (2003) 590.** Comunicação da Comissão para o Conselho e Parlamento Europeu relativa à plena integração da cooperação com os países ACP no orçamento da UE.
- **COM (2006) 132.** Decisão do Conselho relativa à posição que deve adoptar a Comunidade no Conselho de Ministros ACP-CE em relação ao quadro financeiro plurianual para o período 2008-2013 e às modificações que se devem introduzir no Acordo e também serve para rever o Acordo de Parceria entre os membros do grupo dos Estados da África, do Caribe e do Pacífico, por um lado, e a Comunidade Europeia e os seus Estados-membros, por outro, assinado em Cotonu a 23 de Junho de 2000 e revisto em Luxemburgo a 25 de Junho de 2005 (Apresentada pela Comissão).
- **EC Regional Policy (2001).** *A guide to bringing Interreg and Tacis funding together.* European Communities, 2001.
- **COM (2006) 86.** Comunicação da Comissão para o Conselho, Parlamento Europeu e Comité Económico e Social Europeu. Parceria UE-Caribe para o crescimento, estabilidade e desenvolvimento. {SEC (2006) 268}. 2.3.2006.
- **COM (2006) 88.** Comunicação da Comissão para o Conselho e Parlamento Europeu. Reforçar o impacto Europeu: Um quadro comum para a elaboração de documentos de estratégia por país e programação plurianual comum. 2.3.2006.



6 Abreviaturas

ACP	África, do Caribe e do Pacífico.
AECT	Agrupamento Europeu de Cooperação Transfronteiriça.
APE	Acordo de Parceria Económica.
CARDS	Programa de Assistência da UE para a Reconstrução, Desenvolvimento e Estabilização nos Balcãs do Oeste.
CE	Comissão Europeia.
CEDEAO	Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental.
CILSS	Comité Permanente Inter-estatal de Luta contra a Seca no Sahel.
DU	Departamentos franceses do Ultramar.
ECOWAS	Comunidade Económica dos Estados da África do Oeste.
FED	Fundo Europeu de Desenvolvimento.
FEDER	Fundos Europeus de Desenvolvimento Regional.
FEOGA	Fundo Europeu de Orientação e de Garantia Agrícola.
FSE	Fundo Social Europeu.
I&DT	Investigação e Desenvolvimento Tecnológico.
IEVP	Instrumento Europeu de Vizinhança e Parceria.
IFOP	Instrumento Financeiro de Orientação da Pesca.
ISPA	Instrumento para Políticas Estruturais de Pré-adesão.
NEPAD	Nova Parceria para o Desenvolvimento da África.
OMC	Organização Mundial do Comércio.
PAGV	Plano de Acção para a Grande Vizinhança.
PHARE	Programa de Ajuda Comunitária para os Países de Europa Central e Oriental.
PIN	Programa Indicativo Nacional.
PIR	Programa Indicativo Regional.
POSEI	Programas de Opções Específicas para o Afastamento e a Insularidade.
RUP	Regiões Ultraperiféricas.
TACIS	Programa de Assistência Técnica à Comunidade de Estados Independentes e à Mongólia.
UEMOA	União Económica e Monetária para a África Ocidental.

7 Anexos

ANEXO 1. POLÍTICA EUROPEIA DE VIZINHANÇA E OUTRAS MEDIDAS COMUNITÁRIAS DE APOIO ÀS REGIÕES ULTRAPERIFÉRICAS.

Antes de 2004, a cooperação transnacional e transfronteiriça da UE com os países terceiros funcionava com financiamento e procedimentos diferentes a ambos os lados da fronteira comunitária. Tal facto dificultava substancialmente a sua articulação entre os Estados-membros e os países vizinhos do Sul e do Este Europeus e também a execução de projectos. Este era o caso dos programas europeus de cooperação externa existentes naquela altura, Phare de Cooperação Transfronteiriça (países candidatos), TACIS (novos estados independentes), CARDS (Balcãs Ocidentais), MEDA (margem meridional/oriental Mediterrânea) e a iniciativa comunitária INTERREG, financiada pelo FEDER.

A Comunicação da Comissão para o Conselho e Parlamento Europeu de Março de 2003, **COM(2003) 104** formulou a vontade política de promover um novo quadro para as relações com os vizinhos do Este e do Sul da Europa. Posteriormente, redigiu-se a **COM(2004) 373** relativa à estratégia para a política europeia de vizinhança. Na qual se definem as bases do que se entendia por vizinhança global e os seus pilares: a estabilidade, a segurança e o bem-estar, além de um esboço que seria o instrumento de vizinhança. Analisam-se os elementos de conteúdo e de procedimento que a iniciativa devia incluir. O documento **COM(2003) 393** sobre assentar as bases de um novo instrumento de vizinhança com os países vizinhos do Este (Rússia, Ucrânia, Moldávia, Bielorrússia) e do Sul da Europa (Argélia, Egipto, Israel, Jordânia, Líbano, Marrocos, Síria, Tunísia e a Autoridade Palestina), resume as orientações para a reforma da cooperação no âmbito da política de vizinhança.

Trata-se de um “roteiro”, no qual há duas fases: (i) a fase de transição 2004-2006, onde se trabalhou a coordenação dos diferentes instrumentos financeiros dentro do quadro jurídico já existente tentando, de forma pragmática e dinâmica, melhorar os procedimentos actualmente aplicáveis e aumentar a eficácia e transparência da cooperação; e (ii) a segunda fase 2007-2013, na qual se operará com um único

instrumento financeiro, o Instrumento Europeu de Vizinhança e Parceria (IVEP), após a avaliação das pertinentes questões jurídicas e orçamentais.

A **COM (2004) 626** relativa aos instrumentos de ajuda externa no âmbito das futuras Perspectivas Financeiras 2007–2013 define os quatro instrumentos centrais que formam o quadro financeiro: um instrumento de assistência para a pré-adesão [**COM (2004) 627**], orientado para os países candidatos e potenciais candidatos; o instrumento de vizinhança [**COM (2004) 628**]; um instrumento de cooperação para o desenvolvimento e cooperação económica [**COM(2004) 629**] e um instrumento de estabilidade [**COM(2004) 630**], dirigido a todos os países terceiros e territórios.

Os objectivos do novo Instrumento de Vizinhança serão: promover a integração económica e aprofundar na cooperação política entre a UE e os países vizinhos; aproveitar conjuntamente as oportunidades e desafios relacionados com a proximidade geográfica; simplificando as estruturas e os procedimentos de gestão dos programas conjuntos. Futuramente, pretende-se simplificar as estruturas e procedimentos; atribuir recursos com base ao desempenho; melhorar o diálogo com outros doadores e com os países terceiros.

A proposta sobre as disposições gerais relativas à criação do Instrumento Europeu de Vizinhança e Parceria está inserida na **COM (2004) 628**. Este instrumento substituirá os actuais instrumentos financeiros de cooperação externa da UE, TACIS e MEDA. Do conjunto das RUP, a Comunidade Autónoma de Canárias ver-se-á beneficiada dado que é a única que reúne a característica de ser fronteira externa marítima, situada a menos de 100 km dos países definidos na Vizinhança, nomeadamente neste caso: Marrocos. Financiar-se-ão três tipos de programas: cooperação transfronteiriça, parcerias com regiões dos Estados-membros vizinhos com uma fronteira comum.; programas nacionais/multinacionais e regionais, definidos bilateralmente para o

país vizinho; e programas temáticos, que vão perseguir objectivos globais de grande interesse e à escala de todos os países da vizinhança.

O Regulamento do Instrumento Financeiro da Vizinhança e Parceria estabelece as bases para a utilização deste instrumento. A elegibilidade estender-se-á a todas as fronteiras terrestres e marítimas externas da UE com um país da vizinhança. Serão consideradas fronteiras marítimas as rotas marítimas e as bacias marítimas. A repartição será feita conforme a população nas zonas/regiões a ambos os lados da fronteira.

Em relação à gestão, os países beneficiários devem propor à Comissão um programa conjunto que se deve basear nos princípios de programação plurianual, parceria e co-financiamento e ter como referência as orientações estratégicas aprovadas pela Comissão. Tal irá acompanhado por um Convénio de Financiamento que se vai assinar entre a Comissão e o Coordenador Nacional de Ajudas/Ordenador Nacional de Pagamentos do país vizinho. Os países participantes serão responsáveis conjuntamente pela elaboração e gestão dos programas, para os quais haverá uma Autoridade de Gestão conjunta estabelecida no país membro, apoiada por um Secretariado Técnico Conjunto e acompanhada por um Comité de Acompanhamento Conjunto.

Poder-se-ão executar projectos conjuntos entre os quais estão: projectos integrados com parceiros de ambos os lados da fronteira que contribuem com diferentes elementos para um mesmo projecto; projectos simétricos com parceiros que realizam actividades similares para ambos os lados da fronteira; projectos simples que se realizam de um lado da fronteira mas que beneficiam ambas as partes.

Outras medidas comunitárias.

Além da política de coesão, também há outros instrumentos no âmbito das políticas comunitárias que contribuirão para a estratégia de desenvolvimento das RUP. As quais estão vinculadas à competitividade, crescimento e às dificuldades que as RUP enfrentam. Apesar destas não fazerem parte do PAGV, é importante tê-las em conta para aproveitar sinergias e fomentar o seu efeito multiplicador de forma articulada. Estas medidas estão dirigidas para atacar o problema dos custos de produção adicionais que afectam negativamente a maioria dos sectores produtivos de bens e serviços nas RUP. Portanto, para melhorar a falta de diversificação e a debilidade das economias em criar emprego, a CE propõe iniciativas de: desenvolvimento do capital humano; desenvolvimento de serviços de interesse geral, para atenuar as consequências da falta de concorrência real entre os agentes económicos públicos ou privados; inovação, sociedade da informação, investigação e desenvolvimento tecnológico e Ambiente. As especificidades territoriais das RUP também serão consideradas durante a revisão das directrizes sobre os auxílios estatais para as regiões.

Também, a CE propõe recorrer aos instrumentos que já existem no âmbito do transporte aéreo e transporte marítimo para melhorar a acessibilidade, contemplando as ligações das citadas regiões entre si e com o continente Europeu, assim como as ligações dentro de cada uma delas. No âmbito agrícola (Fundo de Desenvolvimento Rural) estabeleceram-se medidas específicas tal como o POSEI (reforma do regulamento em processo) ou o regime aplicável aos sectores do açúcar e da banana; e da pesca (futuro Fundo Europeu de Pesca).

ANEXO 2. EXPERIÊNCIAS E LIÇÕES APRENDIDAS DA COOPERAÇÃO TERRITORIAL DURANTE TRANSIÇÃO PARA UMA POLÍTICA EUROPEIA DE VIZINHANÇA.

Durante a transição para a política de vizinhança da UE, foram realizados esforços para articular projectos Interreg financiados pelo FEDER com programas de cooperação externa da UE tais como TACIS, PHARE, MEDA, entre outros.

PHARE CBC foi o primeiro em promover a articulação com os Países Candidatos, actualmente já são membros, mediante estruturas de gestão conjuntas e programação conjunta, na qual participam Autoridades locais e regionais. A TACIS em relação ao processo de coordenação segue a mesma linha que lhe serviu de processo de aprendizagem, tanto para os actores nacionais e regionais dos países receptores como para a própria CE. No âmbito do MEDA ainda existem poucas experiências, no entanto, seguidamente poder-se-á ver alguns dos temas centrais que foram debatidos neste contexto. As lições aprendidas neste quadro, serão de grande utilidade para a potencial articulação entre os instrumentos financeiros FEDER e FED, dado que se trata de diferentes instrumentos de natureza e regulação.

Organização da Transição.

Fase de transição compartilhando procedimentos e orçamentos separados (interior da EU - país vizinho).

Planificação-Programação.

- Programação e selecção das áreas temáticas prioritárias (desafios comuns). A definição de temas com potencial para cooperar é mais complexa com os países que não compartilham fronteira directa com a UE, como é o caso de alguns países da bacia mediterrânea.
- Documentos de Estratégia de Vizinhança e Planos de Acção.
- Documentos de Estratégia (Vizinhança) vs. Programas Indicativos Nacionais.
- Apropriação dos actores, com especial ênfase nos países vizinhos.

Implementação.

- Estrutura de Gestão. Papel dos governos nacionais vs. nível regional e/ou local. Será importante promover a

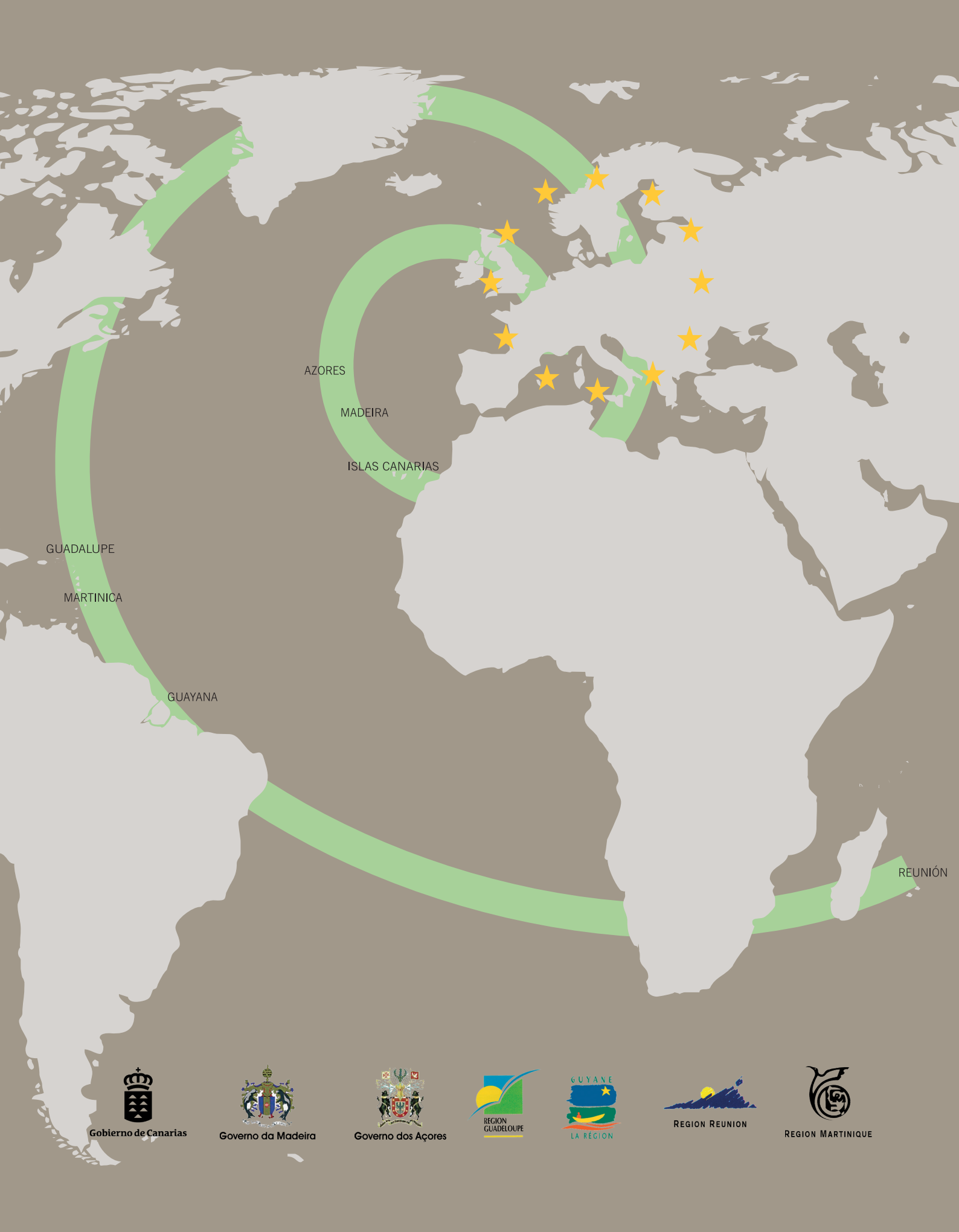
criação de redes nas quais participem diversos actores através de uma relação de informação fluída, designadamente no que se refere a regras e procedimentos.

- Comité de Selecção de Projectos e Secretariado Técnico Comum. Vai ser um factor determinante que as equipas conheçam muito bem a região.
- Unidades Nacionais de Cooperação. São um actor essencial que apoia a cooperação entre os diferentes níveis da administração pública; promovem a eficácia das iniciativas de cooperação mediante o fomento de redes e o intercâmbio de informação e servem de pontos centrais para a articulação com outros doadores, Autoridades Nacionais, etc. No entanto, em algumas ocasiões faltam-lhes competências para a tomada de decisões.
- Gestão financeira: Contratos e pagamentos. Mantiveram-se separados durante a primeira fase, ou seja, os do Interreg, por um lado, e os do programa de cooperação transfronteiriça, por outro.
- Convénios de Financiamento.
- Participação, comunicação e informação. Será essencial que possam participar todo tipo de actores, especialmente, os do âmbito local e regional. Caso contrário o programa de vizinhança poder-se-ia ver prejudicado. O papel a nível nacional também deve ser assumido adequadamente. O fluxo de informação e a transparência entre os diferentes níveis são essenciais para garantir a participação de todos os âmbitos.
- Sociedade civil, governos locais, ONGs, operadores económicos, universidades.

Acompanhamento.

Este ponto trata das lições aprendidas e será complementado com as contribuições dos conferencistas que vão compartilhar a sua experiência desde a perspectiva da DG Relex, das Delegações da UE num país receptor e do Secretariado Técnico Comum do Interreg. A transferência de conhecimento e de experiências será a chave da futura articulação de FEDER-FED.





GUADALUPE

MARTINICA

GUAYANA

AZORES

MADEIRA

ISLAS CANARIAS

REUNIÓN



Gobierno de Canarias



Governo da Madeira



Governo dos Açores



REGION GUADELOUPE



GUYANE
LA REGION



REGION REUNION



REGION MARTINIQUE